PoteàPote

LE MAGAZINE DES QUARTIERS

© Farouk Batiche/AFP

Jeunesse en mouvement

©

DOSSIER

Le tour de France de l'égalité

POLICE JUSTICE

Stéphane Hessel de l'indignation à l'action

LAÏCITÉ

Islam et laïcité, un débat destructeur

N°130 - Trimestriel - Janvier / Février / Mars - 10 Euros - www.poteapote.com - Pote à Pote, le magazine de la Fédération Nationale des Maisons des Potes

Faire de l'Égalité une Réalité !

PARTICIPEZ AUX
Rencontres Nationales des Maisons des Potes

Samedi 4 Juin 2011
à l'Hotel de Ville de Paris

Inscrivez vous : 4juin@maisondespotes.fr ou 01.44.93.23.23

Tour de France de l'égalité

ÉDITO

Alors que le Front National menace, certains voudraient pour satisfaire cet lectorat raciste renforcer la lutte contre l immigration et l islamisme. D autres voudraient que nous renoncions faire appliquer la loi et les principes r publicains contre le racisme et les discriminations, au pr texte que cela risquerait de renforcer le FN.

Nous savons que la pouss e du FN engendre une augmentation des actes de discriminations. Certes ce ne sont pas les lus du FN qui discriminent l entr e des discoth ques, l embauche dans les entreprises publiques et priv es, dans les agences immobili res ou les organismes HLM ; par contre c est sous la pression du FN, pour plaire cette opinion raciste que les discriminations sont commises par ceux qui ont le pouvoir de s lectionner clients, locataires ou employ s.

Un vent de libert s est lev sur le monde arabe*. La jeunesse s est mise en mouvement pour r clamer la d mocratie et la justice sociale. Une justice sociale laquelle nous aspirons tous et qui est loin d tre une r alit dans notre propre pays.
La F d ration Nationale des Maisons des Potes a d cid de renforcer la mobilisation des associations dans les quartiers, de la jeunesse, des lus progressistes autour de 10 propositions pour faire de l galit , dans le prolongement du pr c dent Tour de France r alis l automne dernier.

Nous ne voulons pas simplement r sister la pouss e des id es racistes, nous voulons conqu rir des droits et les faire appliquer. Contre l ducation au rabais, nous voulons 30% de profs en plus dans les ZEP. Contre la violence du ghetto nous voulons un minist re de l ducation populaire avec 100 000 ducateurs d ploy s dans les quartiers, des moyens pour les associations et les acteurs culturels. Contre les discriminations nous voulons l ouverture des emplois ferm s aux trangers. Contre la s gr gation dans l habitat social nous voulons l anonymisation des candidatures HLM. Contre le ch mage des jeunes des cit s nous voulons le d ploiement du dispositif SOS Stage pour les lyc es pros. Contre la justice deux vitesses nous voulons le doublement de l aide juridictionnelle. Contre les violences faites aux femmes nous voulons l ouverture de centres d accueil et d h bergement. Contre les intol rances nous voulons l enseignement de la laïcit .
Par ces 10 mesures concr tes pour faire de l galit une r alit des signaux tr s importants pourront tre envoy s la soci t en faveur de la coh sion nationale et pour faire vivre les valeurs r publicaines de Libert , d Egalit et de Fraternit .
Le racisme et les discriminations se nourrissent par ailleurs du sentiment que tout a d j t fait en faveur des quartiers.

Nous pensons qu'en faisant de l'égalité une réalité, nous combattrons efficacement la violence sociale qui crase les populations les plus pr caires et les enferme dans les ghettos. En faisant reculer le ghetto et la violence nous ferons durablement reculer le FN. C est donc en combattant fermement et avec intransigeance les discriminations raciales que nous ferons reculer le Front National.

Si vous voulez participer ce mouvement des Maisons des Potes pour faire de l galit une r alit nous vous invitons nous rejoindre le 4 juin pour nos rencontres nationales l Hotel de Ville de Paris.

Samuel Thomas, PrÈsident de la FÈdÈration Nationale des Maisons des Potes

* : photo de Une, Amazigh Kateb, manifestation du 12 f vrier Alger

Pote Pote magazine N 130
FÈdÈration Nationale
des Maisons des Potes
16 square Dunois- 75013 Pais
www.maisondespotes.fr
TÈl:01.44.93.23.23
Fax: 01.44.93.23.24
www.poteapote.com
Contact rÈdaction:
nadj.poteapote@gmail.com

Directeur de publication:
Samuel Thomas
RÈdacteur en Chef : Nadjib Sellali
RÈdacteur en Chef adjoint : Julien VanhÈe
Directeur artistique : Nadjib Sellali
Maquettiste : Marilou Jampolsky
Abonnement : Mala Duhnnoo
RÈdacteurs : Christine Chalier, Dolpi, Slimane Tirera, Olivier Le Cour Grandmainson, Edith MÈli, Erci Alberola, Muriel Girard, Lucas Dufour, Khalid Hamdani, Hassan Amghar, Hakim Addad, Hussein El Ganaimy, Najet Mizouni, Alexandre Foulon, Mohammed Benchaabane
Journalistes reporters d images: Nadjib Sellali
Dessinateur : Bernard Van Den Heuvel, Slim, Achou

NumÈro de commission paritaire: 1208G84757-ISSN-1259-4199
Imprimeur: EXPRESSIONS 2
10 Bis, Bisson - 75020 Paris
TÈl: 01.43.58.26.26

Soutenu par l'acsé

Grâce à votre soutien, Pote à Pote ira encore plus loin, ABONNEZ-VOUS !

[] Abonnements : 50€/an

[] Soutiens : 100€ ou plus/an

Coupon à renvoyer à :
Fédération Nationale des Maisons des Potes
16, Square Dunois, 75013 Paris.
tel : 01 44 93 23 23

NOM .....
PRÉNOM .....
ADRESSE .....
.....
C.P. ..... VILLE .....
MAIL .....
TEL. .....

SOMMAIRE

POLITIQUE DE LA VILLE

6 Quand les riches se plantent d adresse (Nadjib Sellali)

7 « L'anonymat empêche la gentrification » (Julien Vanh e/ Slimane Tirera)

8 Peau neuve pour la Plaine. (Nadjib Sellali)

ECONOMIE EMPLOI

10 L argent des immigr s: le Scandale (Olivier Le Cour Grandmaison)

11 Immigr s dehors? (Nadjib Sellali)

12 J ai violement envie de travailler : SOS Stage d largie ! (Edith M li)

12 RSA Jeunes : L inaccessible toile (Julien Vahn e)

POLICE JUSTICE

14 Apr s l indignation il y a l action Interview de St phane Hessel (Christine Chalier)

15 Garde vue en ligne de Mire (Nadjib Sellali)

16 Aide Juridictionnelle : Assurer une r elle galit devant la justice. (Julien Vanh e)

EDUCATION

18 30% de profs en plus dans les ZEP, les REP, les RAR C est clair ! (Eric Alberola)

19 L Anti Racisme est le renouveau de l ducation populaire. (Julien Vanh e)

20 Faut-il aimer l ducation populaire ? (Christine Chalier)

20 Prof stagiaire : Seul sur son banc (Julien Vanh e)

DICSRIMINATION

22 Que reste t il de la Halde (Christine Chalier)

23 Des Roulottes et des bottes (Nadjib Sellali)

24 1 re Nuit du Testing Europ en (Muriel Girard)

DOSSIER
Tour de France de l'égalité

26 ▪Lun ville (54) : l Association aux 2 regards (dolpi)
▪Strasbourg (67): De l ducation l information au service de l mancipation (dolpi)

27 ▪Besan on (25): Le pari interg n rationnel (Christine Chalier)
▪Vaulx en Velin (69) : Luttons contre le d faitisme (dolpi)

28 ▪Dijon (21): Massar N Diaye, le Kenedy de Dijon (dolpi)
▪St Etienne (42) : Une Maison des Potes construite par un autodidacte (dolpi)

29 ▪Rive de Gier (42): Le centre social et culturel responsabilise son public jeune (dolpi)
▪Villeneuve de Grenoble (Julien Vanh e)

30 ▪Vitrolles (13): Retour vers le futur (Lucas Dufour)
▪Nanterre (93): pas Zy va !
▪Amiens (60) : Du hasard l action (dolpi)

31 ▪Bordeaux(33): La Maison des Potes a 20 ans (Christine Chalier)

32 ▪Creil (60) : Une lue, des jeunes et des sans pap (dolpi)
▪H rouville saint Clair (14) : D fendre tout le monde (Christine Chalier)

33 ▪Cr teil (94) : Trouver de nouvelle solutions de vieux probl mes (Christine Chalier)

34 ▪Saint Herblain (44) : Une Maison des arts
▪la pointe de la lutte contre les in galit s (Christine Chalier)
▪Toulouse (31) : Se rassembler pour exister (Christine Chalier)

35 ▪Rennes (35) : Cr er du r seau
▪Aubervilliers (93) : il faut entendre le mal tre des jeunes (Christine Chalier)

36 ▪Narbonne (11): La Maison des Potes se donne les moyens (Christine Chalier)
▪Paris (75) : On fait de Bilan (Julien Vanh e)

FÉMINISME

38 Nasrin Sotoudeh, avocate iranienne : 11 ans de prison (Nadjib Sellali)

39 Interview de Maryse Lyon Lec, Ajointe au Maire d Amiens. (Lucas Dufour)

40 Enjeux , Morale et Uterus (Julien Vanh e)

40 Femmes du Mali et d Ici(Christine Chalier)

LAÏCITÉ

42 Islam, laÔit : un d bat destructeur (Khalid Hamdani)

44 Islam et Laicit (Hassan Amghar)

MONDE

46 Alg rie : L art du possible (Hakim Addad correspondant Alger)

47 Ses doutes, ses peurs, ses espoirs interview de Slimane Kassimi professeur de physique Alger (Nadjib Sellali)

48 L Egypte ou la volont d un peuple (Hussein El Guerini)

49 La Tunisie, le pays du soleil gla ant (Najet Mizouni)

50 Le Monde arabe: avenir de l Afrique? (Alexandre Foulon)

MÉMOIRE

52 Il n a pas de r ve qui ne marche pas (dolpi)

53 Des deux c t s des rives (Mohammed Benchaabane)

MOVE ON UP

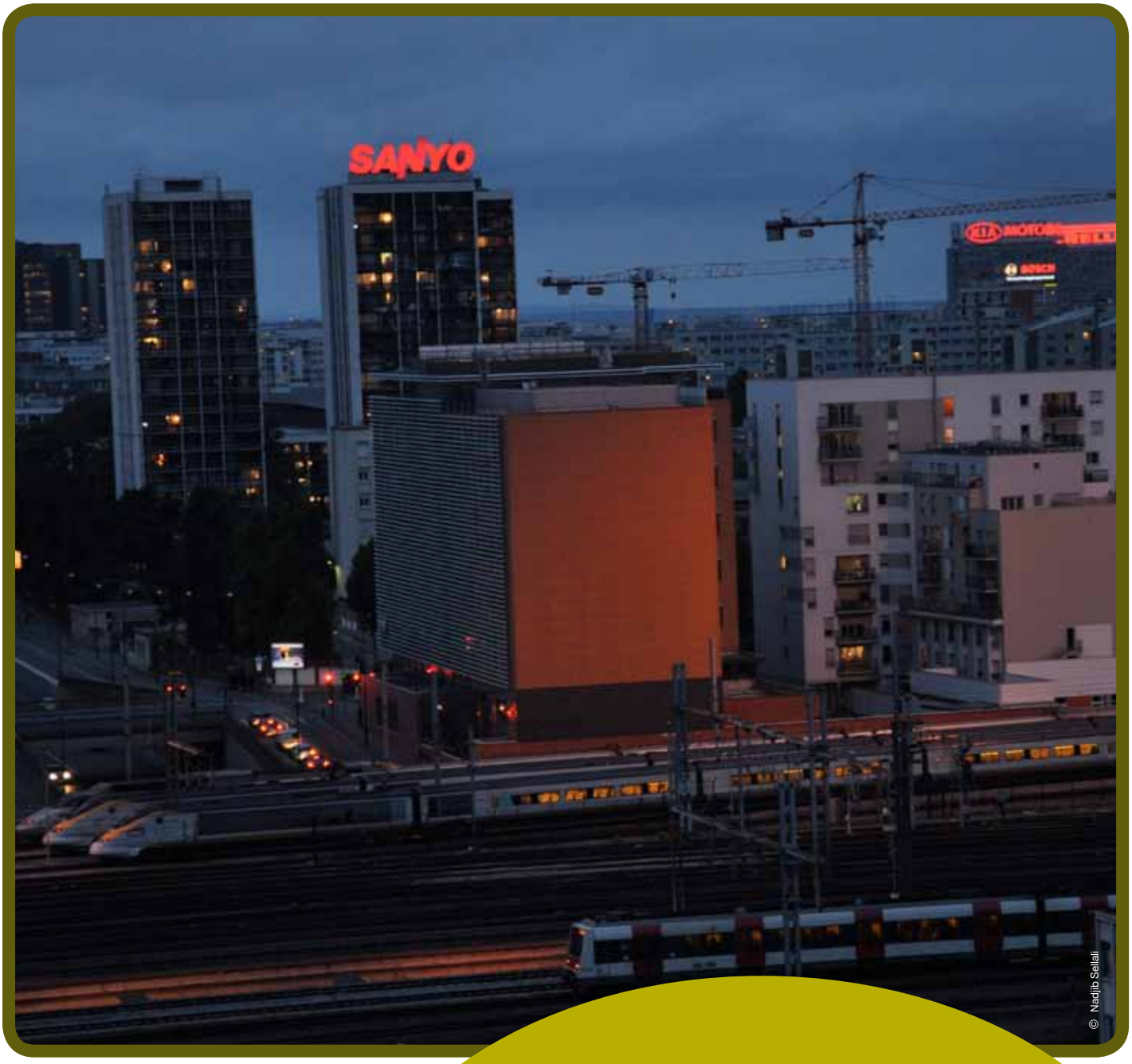
55 Y aurait il un d nis de democratie? (Nadjib Sellali)

56 Le Monde de Djazia. Interview de la chanteuse Djazia Satour (Nadjib Sellali)

58 Compagnie Jolie Mome (Christine Chalier)

58 Zoom asso s: Talacaquoi ?Talakatac ! (Lucas Dufour)

POLITIQUE DE LA VILLE



© Nadjib Sellali

Politique de la Ville (def):
Contrairement à une traduction littérale, le terme de " politique de la ville " ne désigne pas les politiques urbaines dans leur ensemble mais les politiques en direction de certains territoires qui cumulent un certain nombre de difficultés physiques (enclavement, dégradation du bâti, etc.) ou sociales (chômage, échec scolaire, délinquance, bas revenus, etc.).

Quand les riches se plantent d'adresse...

DES LISTES D ATTENTE AUX LONGUEURS ABYSSALES GROUILLENT DANS LES PLACARDS DES BAILLEURS DE LOGEMENTS SOCIAUX, DES PERSONNES AUX REVENUS MAIGRES PATIENTENT POUR L OBTENTION DE CE QUI EST DEVENU UNE DENR. E RARE : UN LOGEMENT HLM...

La Tribune a r v l en novembre 2010 que 53 000 foyers ayant un deux enfants vivent en logement HLM alors que leurs revenus se situent entre 11 200 et 13 500 euros par mois. Cette frange de la population que l on appelle le dixi me d cile fait partie des 10 % des foyers les plus riches de France... M me s ils ne repr sentent que 4,3 millions de locataires HLM (soit 1% des locataires) les discours de justice sociale en prennent un sacr coup !

31,4 % des locataires du parc locatif parisien comptaient à la fin 2007 30 % des m nages les plus riches de France . La Tribune pr cise que si ces chiffres datent de 2007, il est craindre que la situation n ait pas volu . A titre indicatif, environ 400 000 familles ayant un enfant vivent en HLM avec un revenu de 5 400 euros par mois... Ces chiffres sont issus d une tude du parc HLM 2007 r alis e par l Observatoire national de la pauvret et de l exclusion sociale (Onpes).

M me si cette pingre bourgeoisie squatte nos HLM en s acquittant d un surloyer compl mentaire (de 10 1 500 euros en fonction de leur d claration de revenu -visée par l'office HLM-), il est indispensable de rappeler que ces loyers restent bien en de des loyers pratiqu s sur le parc locatif priv .

Mais qui sont ces locataires dor s ? Bien souvent il s agit de m nages qui ont int gr ces logements sociaux une poque o leurs revenus correspondaient aux fourchettes propos es par les offices HLM. « C'est le fruit d une situation ancienne , explique un responsable d'office HLM qui précise que, ces personnes ont int gr les HLM un moment o leurs revenus taient bien moins lev s . Quelques ann es plus tard, ascension sociale aidant, ils se sont retrouv s bien au-dessus des bar mes sociaux...Depuis ils refusent, aid s par les Ministres de la ville successifs -sous pr texte de mixit sociale...-, de quitter leur logement pour laisser place de r els n cessiteux cens s tre les premiers bénéficiaires ; mais « la loi pose comme principe le maintien dans le logement social » ajoute ce responsable d'office HLM donc...

Entendons nous bien, la flambée des prix de l immobilier en r gion parisienne incite encore moins ces locataires particuliers quitter leur tani re pour voir si l herbe est plus verte ailleurs.

Force est de constater que la raison premi re des logements sociaux a t tr s largement d tourn e, m me si priori leur occupation par des personnes revenus au-dessus des bar mes reste l gale, nous ne pouvons faire fi des 1, 2 million foyers pauvres ou modestes qui sont sur liste d attente pour obtenir un appartement HLM. En plus de distribuer des logements loyers mod r s sur des crit res ethniques, d exclure et de ghetthoûer les couches populaires en dehors des centres villes -sujets sur lesquels la F d ration Nationale des Maisons des Potes lutte depuis sa cr ation en proposant l anonymisation des candidatures des demandeurs de logements sociaux-, nous devons rester vigilants sur ce fléau qu'est la répartition égalitaire des habitats dignes pour les classes modestes et pauvres.

Nadjib Sellali

« L'anonymat empêche la gentrification »

JACQUES SALVATOR, MAIRE D AUBERVILLIERS ET SOUMIA ZAHIR, CONSEILL»RE MUNICIPALE D.L.GU.E (LA PR.VENTION DES EXPULSIONS LOCATIVES, SUIVI DALO, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET DROITS DES FEMMES), .GALEMENT ADMINISTRATRICE OPH ET PR.SIDENTE DE LA COMMISSION D ATTRIBUTION LOGEMENTS NOUS RE«OIVENT. DES DISCRIMINATIONS AU LOGEMENT SOCIAL ?

Julien VanhÈe & Slimane Tirera : Pouvez-vous nous faire un tat des lieux du logement social Aubervilliers ?

Soumia Zahir : Depuis 2008, l tat du logement social n est pas pire que dans d autres villes c est- -dire 4300 demandeurs de logement dans la ville avec des attributions sur le propre contingent de la ville (200 par an) dans un premier temps. Dans un second temps, nous avons des constructions (nouveau projet en cours) des logements sociaux et d autres types de logements.

J.V & S.T. : Comment avez-vous mis en place l anonymisation des logements sociaux ?

S.Z : La ville a mis en place une commission de d signation au niveau de la ville. Cette commission se r unit une fois par mois, et elle est compos e de l ensemble des groupes politiques du Conseil Municipal (opposition/majorit), d signation la propositionnelle. Ajouter cela des associations (collectif des mal log s, la LDH, la CGL). Les dossiers sont anonymes (candidats A, B ou C etc), seuls les l ments pris en compte sont les revenus et la composition familiale. A l poque o Mme Alda Perreira Lema tre tait maire, elle nous a rencontr avec Ugo Lanternier (maire adjoint au logement) et elle a pris exemple sur la commission de d -signation d Aubervilliers pour transposer la m me chose Noisy le Sec.

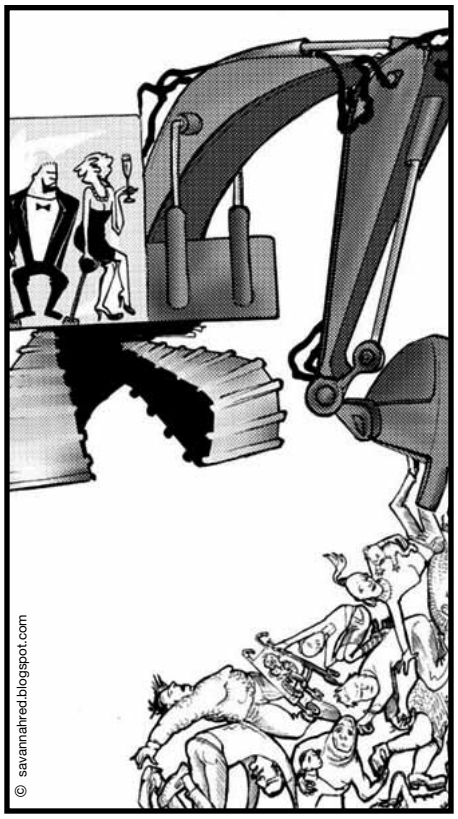
J.V & S.T. : Qu est-ce que cela a apport dans une ville comme Aubervilliers ?

Jacques Salvator : L apport est norme dans une ville comme la n tre o nous avons une tr s forte tension des logements sociaux en construction c est- -dire qu avant 2008 pour avoir un logement, il fallait avoir la carte du parti, tre un copain du maire. Des personnes ont eu des logements sans que l on sache comment ils avaient fait. Et l , la mairie n attribue aucun logement, c est la commission de d signation qui propose les dossiers, qui attribue d -finitivement les logements selon les r gles. Nous n avons aucun logement de donné en dehors de cette configuration. En plus, nous publions chaque ann e la liste des logements attribu s avec les gens qui l occupent. Et nous pouvons vérifier ensuite parfois lorsque les citoyens demandent des comptes et ils ont le droit de le faire et de se poser la question pourquoi untel ou untel a eu ce logement alors qu untel ou untel ne l a pas eu, c est une question de priorit . Cette d marche rend beaucoup plus transparent, cela la banalise et finalement cela permet de rassurer nos concitoyens sur la mani re dont ils auront un logement.

S.Z : Cela permet de pr venir les discriminations l acc s aux logements que ce soit par le patronyme, l origine ou pour viter toute sorte de client -lisme et vraiment que cela soit transparent, que ce soit pour les citoyens et aussi bien les pratiques professionnelles d un service municipal.

J.S : L anonymat emp che la gentrification d'un certain nombre de bâtiments. Nous avons d couvert tout de même qu'un certain nombre de bâtiments n tait r serv qu aux blancs . Il a fallu beaucoup de temps et de courage pour rompre l omerta qui tait tacite et qui a t exprim tardivement par les fonctionnaires mais l anonymat de d signation a abouti cela.

S.Z : Il y a la question de l origine mais bien s r nous avons aussi celle li e aux opinions politiques et syndicales qui est une discrimination. Pour tre franche, ils votent mal, donc et m me la discrimination positive c est- -dire on le conna t donc on lui attribue.



J.V & S.T. : Y a-t-il eu des fraudes ?

S.Z : Ce qui a accompagn la mise en place de cette commission, ce sont des crit res clairs, transparents et publics. Avant nous avions entre 24 et 26 crit res prioritaires, aujourd hui, nous avons 3 crit res (demandeurs de plus de 10 ans, cohabitations des jeunes m nages et les personnes vivant dans les habitats indignes). Il faut ajouter cela les personnes ayant subi des violences conjugales ou familiales, les situations de handicap. Nous avons une vingtaine de bailleurs Aubervilliers et le bailleur principal est l OPH d Aubervilliers qui compte 8000 logements et lorsque l on m a mis en place la commission, nous avons remis les m mes crit res qu utilisait la ville.

Propos recueillis par Julien VanhÈe et Slimane Tirera

Peau neuve pour la Plaine Commune

LOTIS DANS CE QUE L ON APPELLE LA PETITE CEINTURE PARISIENNE LA COMMUNAUT . DE COMMUNE LA PLAINE COMMUNE REGROUPE 8 VILLES SOCIALEMENT ET . CONOMIQUEMENT STRAT . GIQUES MAIS LAISS . . . L ABANDON DEPUIS BIEN TROP LONGTEMPS. VITRINE DE L . CHEC DES POLITIQUES DE LA VILLE DE SES 20 DERNI» RES ANN . ES, CETTE COMMUNAUT . DE COMMUNE DE SEINE SAINT DENIS VEUT FAIRE TABLE RASE DE TOUT CLIENT . LISME DONT LA POPULATION A PU TRE VICTIME EN . TANT AU PLUS PR . S DE SES HABITANTS. AFFAIRE SUIVRE

La Plaine Commune c est : 350 000 habitants, 142 129 logements et 8 villes : Aubervilliers, Epinay-sur-Seine, L Ile-Saint-Denis, La Courneuve, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Stains, Villetaneuse. L habitat social repr - sente 40% des logements mais face une demande plus en plus grande, repr sentants de locataires et de l habitat, bailleurs sociaux et promoteurs laborent ensemble le Programme Social de l Habitat (PLH).

Bernard Vincent (vice pr sident de Plaine Commune en charge de l habitat et du foncier) : Depuis 2008 nous avons voulu mettre en place ce Plan Logement et Habitat en collaboration avec l ensemble des partenaires de l habitat. Nous avons un comit de pilotage qui r unit environ une cinquantaine d acteurs. Dans ce comit de pilotage, le secteur Habitat est compos d lus et de fonctionnaires de chacune des villes. Annie-Paule (Membre de l quipe d animation du conseil de d veloppement) : Nous avons tait saisis par Plaine commune sur 3 questions fondamentales : le positionnement adopter sur la question du suppl ment de loyers de solidarit , la part de construction dans du logement neuf en tenant compte des objectifs des r gions, de l intercommunalit et des villes, troisi me point le soutien l action sociale la propri t . Nous avons en r sum propos dans de nouveaux points de vigilances qui sont sur une attention particuli re apporter au centre ville, imaginer des solutions ad quates pour les personnes seules qui occupent des appartements devenus trop grands au fil du temps. Favoriser le logement conome en nergie ; le dernier point c est r aliser un tat des lieux des foyers de travailleurs migrants en soutenant un conseil de concertation au sein des foyers de migrants.

Avec l accroissement d mographique que conna t la communaut de commune, il est l gitime que la question de l espace allou l habitat se pose. Bernard Vincent : Nous tablons sur une population qui sera d environ 360 000 habitats sur notre territoire, il va bien falloir pens un moment les accueillir. Soyons clairs, nous ne souhaitons pas accueillir de nouvelles populations au d triment de celle existante d j sur le territoire.

Pas de politique de logement sans passer par la r novation du parc locatif existant, pour la Plaine commune, cela repr sente 1/3 du territoire, le parc priv et largement ancien, 73% des logements ont t construits avant 1974. L avenir de la r novation urbaine de la Plaine commune s value 3000 logements d molis pour 3600 reconstruits. Gilles Poux (Vice Pr sident de la Plaine Commune en charge de la r - novation urbaine) : il s agit de mettre en tat les habitations conformes aux normes d aujourd hui, c est- -dire refaire les isolations, l electicit , les sanitaires, de fa on ce que ceux qui vivent dans ces appartement y vivent de fa on confortable. Mais nous travaillons dans le m me temps sur la r sidencialisation, c est- -dire bien s parer les espaces publics des espaces priv s. Lutter contre l habitat indigne, cela reste un des chevaux de bataille de PLH (insalubrit , pr carit et p ril, saturnisme infantile), d o la cr ation de la SOREQA (Soci t de Requalification des anciens quartiers). Entre 2010 et 2015 pr s de 20 millions d euros (soit 1/3 du budget de l habitat) seront allou s l radication du logement indigne, c est trois fois plus qu entre 2005 et 2010. Ugo Lanternier (Pr sident de l OPH d Aubervillier) : On a encore des cabanons, on a encore des bicoques, on a encore des immeubles insalubres donc en lieu et place de ces immeubles apr s un relogement on r alisera des op rations de logements sociaux. Mais le rythme de construction intensif va-t-il : d une satisfaire la demande ? de deux, seront-ils la hauteur des qualit s de durabilit tant escompt s? Affaire suivre !

Nadjib Sellali

ECONOMIE - EMPLOI

© Nadjib Sellali

Economie:(def.)
Etymologie : du grec "oikos", maison et "nomos", gérer, administrer. Etymologiquement, l'économie est l'art de bien administrer une maison, de gérer les biens d'une personne, puis par extension d'un pays. Plus généralement, l'économie est une science sociale qui étudie la production, la répartition, la distribution et la consommation des richesses d'une société. Le principe général qui sous-tend l'économie, en particulier pour les ressources limitées ou rares, est celui de la rentabilité. Elle consiste à consommer un minimum de moyens en vue de réaliser un maximum de profits. La définition de l'économie n'est pas consensuelle. Ses contours et son contenu varient en fonction des auteurs et des courants de pensée.

L'argent des immigrés : le scandale

L HISTORIEN ET POLITISTE OLIVIER LE COUR GRANDMAISON D. NONCE LES PR. L»VEMENTS MIRIFIQUES OP. R. S PAR LES BANQUES SUR L ARGENT ENVOY. . PAR LES IMMIGR. S LEURS FAMILLES REST. ES AU PAYS.

Ils ont en moyenne des revenus largement inf rieurs aux nationaux des pays dans lesquels ils vivent, ils occupent les emplois les moins qualifiés et les moins bien r mun r s. Ils sont victimes de discriminations l embauche, de la pr carit et de licenciements qui les frappent plus souvent qu leur tour ; et pourtant, ils s obligent des sacrifices financiers significatifs pour envoyer chaque mois de l argent leur famille demeur e au pays. Pauvret , privations, preuve douloureuse de l exil, et pour les sans-papiers la peur constante de l arrestation et de l expulsion. Telle est la situation de beaucoup d immigr s qui vivent en France ; elle n est une douce terre d accueil que dans les discours ronflants mais fallacieux des membres du gouvernement et de la majorit qui le soutient.

En 2010, les sommes ainsi transf r es se sont lev es, au niveau international, 325 milliards de dollars selon une tude de la Banque mondiale, laquelle constatait aussi que ces montants sont trois fois sup rieurs l aide publique consentie par les Etats qui, pour les plus riches d entre eux, ne consacrent que 0,30% de leur revenu national brut l aide au d veloppement. Voil qui en dit long sur la g n rosit pr tendue des principaux bailleurs de fonds et sur le d veloppement solidaire tant vant par certains ministres de la R publique qui, en cette mati re comme en beaucoup d autres, se paient bon compte avec la fausse monnaie de leurs d clarations convenues.

En France, ces transferts atteignent 8 milliards d euros en 2010, soit une progression de 10% par an depuis 2002. Leurs destinations principales sont les pays du Maghreb et de l Afrique subsaharienne. Toutes origines confondues, ces sommes repr sentent 6,6% du PIB du Maroc, 7 % au Togo, 9,1% au S n gal, entre 11 et 12,5% au Mali et 20% aux Comores. Concr tement, cela signifie que de dizaines voire des centaines de milliers d hommes, de femmes et d enfants, sans doute parfois aussi les habitants de villages, voire de quartiers entiers de certaines villes, d pendent tr s largement de cet argent pour vivre, manger, se loger et, dans le meilleur des cas, tudier. Une manne indispensable donc qui n a, en l esp ce, rien de c leste puisqu elle est le fruit du dur labeur de ceux qui ont t contraints l exil. A preuve, selon certaines sources, ces transferts de fond repr sentent plus de 50% des revenus des bénéficiaires au Maroc, au S n gal et aux Comores, et 2/3 au Mali cependant que pr s de 80% des sommes ainsi per ues sont affect es la consommation courante. Comme le note Claire Naiditch, en conclusion de sa th se d conomie soutenue l universit de Paris I en 2009, l argent ainsi envoy un effet positif de court terme sur les revenus des m nages et les indices de pauvret .

Reste que les immigr (e)s qui travaillent dans les conditions que l on sait, en pr levant sur leur maigre salaire des sommes substantielles doivent payer, en France notamment, des commissions particuli rement lev es : 15 % en moyenne pour 140 euros envoy s. Toujours selon la Banque mondiale, les tarifs pratiqu s dans ce pays sont parmi les plus lev s au monde. Deux opérateurs financiers principaux dominent ce march international particuli rement lucratif : Western Union et Money Gram qui r alisent environ 65% des op rations et s enrichissent en touchant chaque jour des commissions tr s importantes. D apr s une tude r alis e par des chercheurs am ricains, des commissions de 12,5% repr sentent entre 10 et 15 milliards de dollars par an ; au lieu de parvenir leurs destinataires dans les pays du Sud, ces derniers finissent en partie dans les caisses des soci t s sp cialis es en transfert d argent.

Olivier Le Cour Grandmaison

Immigrés dehors?

NOUS AVONS TOUS ..T..T. MOINS CES DERNIERS MOIS D UN D.BAT SUR L IDENTIT..NATIONALE, AU COEUR DES DISCUSSIONS ET DES PR.OCCUPATIONS : L IMMIGRATION. POURTANT D UN POINT DE VUE .CONOMIQUE L IMMIGRATION EST BIEN SOUVENT B.N.FIQUE POUR UN PAYS, MAIS POURQUOI ?

L conomie d un pays, c est aussi et peut tre avant tout de la d mographie. Le dynamisme d mographique d un pays cr e des ressources et des besoins qui alimentent la croissance, or la vieille Europe est de moins en moins fertile... Ce n est pas un scoop. La population immigr e qui est plus f conde permet de relever ce d clin d mographique. En 2004, par exemple, le taux de f condit des fran aises tait de 1,7 enfants par femme contre 2,6 en moyenne pour une femme immigr e. Cette f condit rehausse le taux de natalit et relance le dynamisme d un pays dans son ensemble. En Europe, certains pays souffrent de manques d effectifs qui ne peuvent tre compens s par la main d oeuvre autochtone, c est pourquoi trois types de main d oeuvre immigr es sont donc recherch s :

- de la main d oeuvre peu ou moyennement qualifiée pour répondre aux besoins des secteurs historiquement peu attractifs, boud s par les populations locales, comme les m tiers du bâtiment, de l'industrie mécanique, de l h tellerie ou encore de la restauration.

- de la main d'oeuvre qualifiée pour répondre à plus long terme aux difficultés sectorielles spécifiques et pour enrichir la croissance. L industrie et les services ont un r el besoin de cadres informaticiens ou administratifs, commerciaux ou technico-commerciaux.

- des personnels hautement qualifiés, autrement dit des cerveaux pour la recherche et les nouvelles technologies. Mais l , la concurrence entre les pays d velopp s est rude pour attirer cette mati re grise et ils doivent redoubler d efforts l gard des tudiants et cerveaux pour qui l immigration est un choix.

En conclusion, si vous pensez que l immigration a des effets n gatifs sur le ch mage et qu elle fait concurrence aux travailleurs locaux sachez que nombre d tudes contredisent ces th ories. L immigration engendre une augmentation de la demande de travail par les entreprises et une redistribution salariale l ensemble des actifs. En p riode de crise, l immigration jouerait m me un r le d amortisseur , le travailleur immigr tant plus largement licenci que les autochtones.

Face cette in galit de traitement, le Parlement europ en a encore du mal se positionner clairement sur la question du permis unique. Ce permis permettrait aux travailleurs immigr s de b n ficier des m me droits du travail et de la s curit sociale qu un travailleur europ en. M me si cette réflexion représente une avancée en terme de justice sociale, bon nombre de d put s europ ens, principalement de droite, restent frileux voire s opposent radicalement une telle innovation. Concr tement, ce permis unique permettrait au travailleur immigr d tre couvert en terme de droits du travail et de s curit sociale les cinq premi res ann es de son contrat de travail sans principe de pays d origine . D autres directives sont venir pour les contrats plus particuliers tel que les contrats saisonniers par exemple. Certains d put s europ ens comme le porte-parole du Groupe S&D sur l emploi et les affaires sociales, Alejandro Cercas, parlent m me de garde fou contre le racisme et la x nophobie qui se nourrit surtout sur la base des diff rences de traitement entre les travailleurs immigr s et les travailleurs europ ens ...A suivre...

Nadjib Sellali

«J'ai violemment envie de travailler»

SOS Stage s'élargit !

EN 2010, LE LYC. E PIERRE MEND»S FRANCE DE VILLIERS-LE-BEL ..TAIT LE PREMIER LYC. E B. N. FICIER DE L ACTION SOS STAGE PORT. E PAR LA F. D. RATION NATIONALE DES MAISONS DES POTES.

Aujourd hui, la FNMDP veut aller plus loin. Il s agit pr sent comme le dit Julien V. : de promouvoir ce dispositif afin de l'étendre au niveau national. Comment ? En utilisant le tour de France 2 pour visiter les villes, et trouver ce qui se passe sur le terrain. Le tour de France 1 avait d j permis d avoir un aper u de ce qui se passait ailleurs qu en Ile-de-France. Comme le signale N della Faye (charg e du projet SOS Stage), le constat est toujours le m me. Le cas Villiers-le-Bel est en réalité le reflet d'un problème national. L ..tat persiste vouloir augmenter la dur e des stages, sans prendre en consid ration le fait que les entreprises ne veulent pas forc ment de stagiaires, et qu en plus il existe une discrimination l embauche !

SOS Stage appara t alors comme la solution ces probl mes. Certains lus et proviseurs l ont compris. Lors du passage de notre quipe Saint-..tienne, Lucas Dufour a pu rencontrer le maire de la ville: Monsieur Maurice VINCENT, qui d clare vouloir s engager ce que SOS Stage soit mis en place dans au moins deux lyc es . Ce n est pas le seul vouloir faire de SOS Stage une r ponse ce probl me. Le proviseur adjoint de Rive-de-Gier qualifie SOS stage de « bon projet ». Celui du lyc e Jacques Flesselle Lyon voit en ce projet une tr s bonne initiative car en g n ral, les offres de stages sont plus recentr es sur les tudiants. Si vous aussi vous voulez faire de SOS Stage une r alit , une r ponse au fléau » que représente le chômage des jeunes, vous pouvez nous contacter afin de nous rejoindre dans notre de campagne de sensibilisation.

Edith MÈli

RSA Jeunes : l'inaccessible étoile.

BAKI YOUSSOUFOU, PR. SIDENT DE LA CONF. D. RATION ETUDIANTE, REVIENT AVEC NOUS SUR LE RSA JEUNES, CENS..AIDER LES JEUNES SANS RESSOURCES N AYANT PAS LE DROIT AU RSA CLASSIQUE (NON ATTRIBU..EN DESSOUS DE 26 ANS). ENTRETIEN.

Le RSA jeunes est entr en sc ne le 1er septembre. Peut-on parler d une avanc e?

Baki Youssoufou : Non ! On ne peut pas parler d avanc e. Le d cret en l tat est tr s insatisfaisant pour plusieurs raisons : il ne favorise pas la r ussite des tudiants salari s, n encourage pas l emploi des jeunes et rev t des discriminations envers les jeunes travailleurs trangers.

Pour s'en rendre compte, il suffit de regarder les conditions d ligibilit au RSA ; les m mes que pour le RSA g - n ralis hormis la condition d activit , qui sont :

- Pouvoir justifier de 2 ans d'activité à quivalent temps plein au cours des 3 derni res ann es qui pr c dent la demande, soit de 3214 heures d activit au cours des trois derni res ann es.
- Être de nationalité française
- tre tranger titulaire depuis au moins 5 ans d un titre de s jour autorisant travailler
- Etre ressortissant de l'EEE et justifier d un droit au s jour
- R sider en France m tropolitaine
- Ne pas tre en cong sabbatique ou sans solde
- R pondre des conditions de ressources

Avec de telles conditions, elle exclut :

- L ensemble des tudiants salari s qui sont aujourd hui 40% 70%
- Les tudiants Assistants d ducation et/ou animateurs des centres a r s.
- Les tudiants en alternance ou apprentissage.

Puisque pour bénéficier de cette mesure un tudiant en licence 3e ann e devrait travailler 25 heures par semaines en plus de ses tudes ce qui le met en situation d chec.

Qu est ce qu on peut, selon toi, attendre d autre pour d bloquer la situation de la jeunesse, et en particulier de la jeunesse des quartiers?

B.Y. : Notre g n ration vit un moment charni re et important. Pour la premi re fois de l histoire de ce pays, nous ne sommes plus s rs de vivre aussi bien que nos parents. Nous n allons pas avoir le m me m tier toute notre vie. Il est donc essentiel que la soci - té nous donne suffisamment d'armes pour pouvoir construire notre avenir en toute libert .

Chacun de nous doit pouvoir construire son parcours d autonomie en toute libert et la soci t doit nous donner les moyens de nous manciper. Ces moyens sont financiers, de formation et de valorisation des comp tences, d acc s au logement et de valorisation de nos diversit s.

Cet investissement en la jeunesse est d autant plus important pour les jeunes des quartiers car en plus de subir le ch mage li la crise, ils sont aussi souvent victimes de discriminations en tout genre ; pire encore ils sont face une d valuation de leur niveau d tudes et de leurs comp tences.

Propos recueillis par Julien VanhÈe

POLICE JUSTICE

© Naoïb Sellali

Justice (def.) :
Etymologie : du latin justitia, justice, ayant lui-même pour racine, jus, juris, le droit au sens de permission en matière de religion. La justice est un principe moral de la vie sociale fondé sur la reconnaissance et le respect du droit des autres qui peut être le droit naturel (l'équité) ou le droit positif (la loi)

Stéphane Hessel :
« Après l'indignation, il y a l'action. »

A 93 ANS, IL PROM»NE SA LONGUE SILHOUETTE DE PLATEAUX DE T.L..EN RENCONTRES PUBLIQUES AFIN DE PR CHER INLASSABLEMENT LES BIENFAITS DE L INDIGNATION. MAIS LA TRANSMISSION VERS LES JEUNES G.N.RATIONS EST LA VRAIE MISSION QUE S EST ASSIGN.E CET ANCIEN R.SISTANT. SUITE AU SUCC»S D INDIGNEZ-VOUS !, ST.PHANE HESSEL A ACCEPT.,.AVEC BEAUCOUP DE GENTILLESSE, D ACCORDER UN ENTRETIEN POTE POTE.

DATES

1917 : Naissance Berlin le 20 octobre.

1937 : Naturalisation fran aise.

1939 : Entr e l Ecole Normale Sup rieure.

1940 : Prisonnier de guerre, il s vade.

1941 : Rejoint Londres via l Alg rie en mars et est incorpor dans les Forces Fran aises Libres en mai.

1944 : Arrestation Paris le 10 juillet et d portation vers Buchenwald en ao t.

1945 : En avril, il parvient s vader lors d un transfert du camp de Dora vers Bergen-Belsen.

1946 : Il devient le chef de cabinet du secr taire g - n ral adjoint des Nations Unies New York. Il assiste, aux c t de Ren Cassin, la r daction de la D clara-tion Universelle des Droits de l Homme.

1954 : Le 18 mai, il devient le proche collaborateur de Pierre Mend s-France, alors Pr sident du Conseil et Ministre des Affaires trang res. 7 mois qui verront l ind pendance du Cambodge et du Laos et le partage du Vietnam en deux Etats.

1969 : Nomm Directeur en charge des relations avec les Nations Unies et les ONG, il s'affiche comme un farouche d fenseur des droits de l Homme.

1977 : Nomm ambassadeur de France l ONU par Val ry Giscard d Estaing.

1981 : Elev la dignit d ambassadeur de France par Fran ois Mitterrand.

1993 : Il repr sente la France la conf rence Mondiale des Nations Unies sur les Droits de l Homme Vienne.

1996 : Il est appel au secours par le gouvernement pour faire la m diation avec les sans papiers qui occupent l Eglise Saint-Bernard.

2002 : Il rencontre Yasser Arafat assi g Ramallah.

2010 : Sortie de Indignez-vous !

Christine Chalier : Comment s indigner concr tement au quotidien ?

St phane Hessel : Si vous êtes suffisamment clair sur les raisons pour lesquelles vous tes indign , il faut prendre contact avec ceux qui pensent comme vous, que ce soit une organisation non gouvernementale ou un parti politique, et militer. C est- -dire s agiter, rencontrer des gens, parler les uns avec les autres, veiller ce que le message que l on porte en soi soit vraiment r pandu. C est la fa on la plus utile de s indigner et d en tirer une action.

C.C. : Quel parall le pourriez-vous faire entre votre jeunesse et la jeunesse d aujourd hui ?

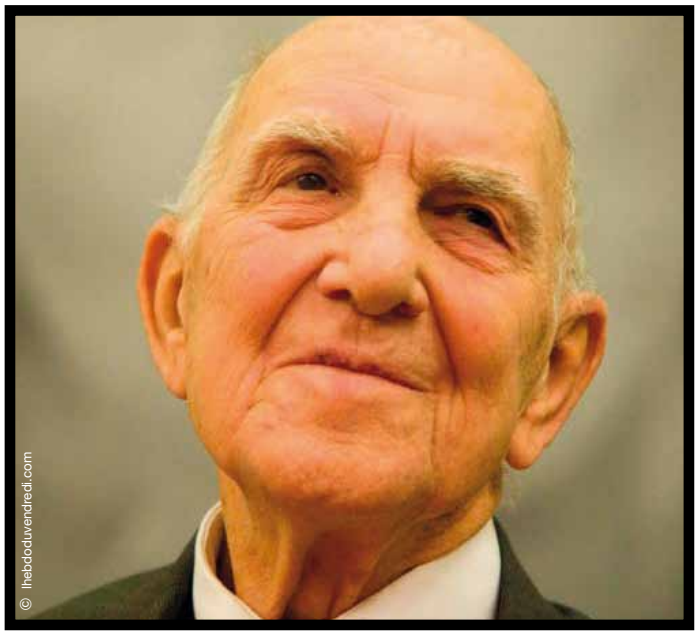
S.H. : La grande diff rence, c est que dans ma jeunesse, nous avions affaire un ennemi clair, celui qui occupait la France. Aujourd hui, c est plus compliqu . L ennemi n est pas forc ment l int rieur d un tat, d un gouvernement. Encore que dans le cas de la France, on puisse assez facilement distinguer l extr me droite, Marine Le Pen comme l vidence quelqu un qu il s agit de combattre. Mais plus g n ralement le combat doit tre men contre des forces internationales, comme celles qui sont en train d accaparer les richesses du monde au profit d'une minorité florissante et au d triment d une partie de la population mondiale qui vit sous le seuil de pauvret

C.C. : Indignez-vous est devenu un slogan, est-il un message d espoir pour les jeunes ?

S.H. : C est l objectif que le petit livre propose. Il prend appui sur l id e que l on peut tre m content et s indigner mais il essaie de susciter, notamment pour la jeune g n ration, une confiance et du courage pour dire : « Nous n'avons aucune raison de nous laisser faire par les forces que nous contestons . C est ce qui se passe ces temps derniers au sud de la M diterran e mais il n y a pas de raison que a ne se passe pas aussi pour des sujets particuliers dans n importe lequel de nos pays.

C.C. : S indigner, n est-ce pas ce que les jeunes font quotidiennement dans les banlieues ?

S.H. : Oui. Mais ce qui se passe dans nos banlieues m inqui te parce qu on h site entre la contestation et la violence. Or mon sens, les r sultats les plus importants sont acquis par de la non-violence, par une r sistance ce qui vous



choque mais par par une action violente. Il s agit plut t de s attaquer des r formes de fond. Pour cela, il faut lire maintenant, le livre d Edgar Morin, La Voie. Il indique clairement quelles sont les r formes, r formes de vie, r formes de pens es, qui doivent accompagner une r forme de la soci t et une r forme de l conomie.

C.C. : Qu y a-t-il apr s l indignation ?

S.H. : Apr s l indignation, il y a l action. L action constructive, encore une fois l action non-violente. C est ce qui est en train de se passer dans plusieurs r gions du monde. Ce n est pas par la violence mais par la non-violence et le courage que comporte la non-violence. La r sistance. R sister c est cr er, cr er c est r sister.

C.C. : Pourquoi adh rez-vous la campagne du BDS qui appelle boycotter les produits isra liens ?

S.H. : Je n adh re pas proprement parler la campagne BDS. Mais je consid re que ceux qui adh rent de bonne foi, et je les connais, ont parfaitement le droit d exprimer leur sentiment. S ils estiment que le gouvernement isra - lien actuel viole gravement les droits de l homme et le droit international, ce qui est un fait ind niable, qu ils appellent une action de boycott des produits isra liens quand ils nous viennent par le canal d Isra l, alors qu ils proviennent des colonies ill gales, ils ont parfaitement le droit de protester. Il est en tout cas inadmissible de les mettre devant des tribunaux sous pr texte qu il s agirait d une op ration antis mite ou discriminatoire.

C.C. : N est-ce pas incompatible avec votre participation au Tribunal Russel ?

S.H. : Non au contraire. Cela va tout fait dans le m me sens. Qu est-ce que le Tribunal Russel sur la Palestine ? Ce sont des gens qui se sont r unis pour d noncer la violation du droit international dont les Palestiniens sont actuellement victimes. Ces violations sont innombrables et il est bon qu une instance, qui est une instance citoyenne, qui n est pas munie de pouvoirs juridiques, appelle l attention de l opinion publique sur les violations insupportables dont les Palestiniens sont victimes.

Propos recueillis par Christine Chalier

Garde à vue en ligne de mire

DEPUIS LA PROPOSITION DE LOI DE MICHELE ALLIOT MARIE LE TEXTE DE LA REFORME DE LA GARDE VUE EST PASS..PAR MAINTES TRANSFORMATIONS, ELLAGAGES , AMPUTATIONS ET AUTRES MANIPULATIONS POUR QU ENFIN IL SOIT PR..SENT..ET VOT... L ASSEMBL..E NATIONALE EN CE D..BUT DU MOIS DE MARS 2011.

L Assembl e nationale a vot mardi 1er mars 2011 le projet de loi du Garde des Sceaux Michel Mercier visant la r forme de la garde vue par 320 voix contre 32.
Tr s attendue par les avocats fran ais, la nouvelle loi autorise ces derniers assister leurs clients tout au long de la garde vue. Aux yeux d un grand nombre des professionnels de la justice, il s agit l d un grand pas dans la d mocratisation et l galit devant la justice qui vient d tre franchi.
Auparavant, les avocats ne pouvaient assister les suspects que durant les 30 premi res minutes de la garde vue. Les interrogatoires vont donc changer de visage, et la pr sence d un avocat vitera les violences polici res.
792.293 personnes ont t plac es en garde vue en 2009 (336.718 en 2001). Une nette augmentation, dont bien des innocents ont fait les frais.
Souvenez-vous de Richard Roman, Omar Rahdad ou Patrick Dills. Peut-tre n auraient-ils jamais t mis examen si la nouvelle loi avait t en vigueur .
Nous noterons tout de m me que le PS et les Verts se sont abstenus, et que les lus communistes ont vot contre ce texte alors que bon nombre de d pu- t s juristes de l opposition r clamaient cette loi Faut-il tout de m me rappeller que cet largissement du temps de pr sence de l avocat tait in luctable au regard des rappels l ordre de la Cour europ enne des droits de l homme, de la Cour de cassation et du Conseil constitutionnel.
Y aurait-il anguille sous roche ? Que manque-t-il cette loi pour am liorer significativement les conditions de l'inculp ?

Nadjib Sellali

Aide Juridictionnelle : Assurer une réelle égalité devant la Justice

INTERVIEW DE LOIC RIGAUD, RESPONSABLE DU P LE ANTI-DISCRIMINATIONS DE SOS RACISME.

Doubler l Aide Juridictionnelle et relever son plafond est une des 10 propositions de la FÈdÈration Nationale des Maisons des Potes. Entretien avec un habituÈ du syst me judiciaire, qui a pu faire dÈfendre de nombreuses victimes de discriminations.

Lo c Rigaud

Julien Vanh e : On sait qu aujourd hui de nombreux proc s en comparution imm diate (d fendus par le biais de l AJ) se font en une demie heure Peut-on parler d galit ?

Lo c Rigaud : Non, parce que d j , la comparution imm diate est un l ment particulier. Ca a t cr pour juger les violences urbaines. Donc d j il y a une in galit entre les campagnes et les villes. Il y a une chambre de comparution imm diate et en l occurrence dans les tribunaux ruraux, il n y a pas de chambre sp cialis e. Quand on veut faire des C.I. il faut en cr er une : mobiliser des juges, la veille ou 2 heures avant Impossible. Donc pour un m me d lit, il y en a un qui se fait juger en comparution imm diate et un au tribunal correctionnel de mani re normale. Celui-l pourra pr parer sa d fense, tandis que le premier ne le pourra qu minima. Tr s concr tement, les avocats, commis d'office, lisent le dossier une demie heure avant, et ne peuvent pas constituer de dossier cons quent On a constat des condamnations tr s importantes pour des faits mineurs. La question que l on pourrait se poser c est pourquoi prioriser les violences urbaines par rapport aux délits financiers ? » On criminalise les d lits de la pauvret , alors que ceux des riches donnent acc s de meilleures d fenses.

J.V. : La FNMDP propose pour Faire de l galit une r alit que l AJ soit augment e et son plafond relev Qu en penses tu ?

L.R. : Il faut bien comprendre l utilit de l Aide Juridictionnelle dans une d mocratie. Pour avoir acc s la justice, il faut d j tre inform de ses droits et surtout pouvoir se d fendre. L AJ permet aux individus quand ils sont poursuivis ou quand ils veulent poursuivre quelqu un de se d fendre s ils n ont pas d argent, ce qui permet d avoir une bonne d fense devant un tribunal, qu on soit pauvre ou riche. Sans elle, ce serait un scandale, mais aujourd hui, elle est encore faible. Ce qui fait que les avocats travaillent tr s peu sur les dossiers. On ne peut pas dire qu on est dans un pays d galit face la justice, quand certains peuvent se payer un avocat et d autres qui ont une d fense moindre. Les avocats ne peuvent pas vivre de l Aide Juridictionnelle et sont donc oblig s de refuser des dossiers. Doubler le montant de l AJ permettrait aux avocats de travailler de mani re consciencieuse sur les dossiers et d assurer une r elle galit devant la justice quelque soit le niveau social.

J.V. : Qu est-ce qui t aiderait dans ton travail de lutte contre les discriminations ?

L.R. : Tr s concr tement, il faut doubler l AJ. Pour une affaire de discrimination, ce sont des heures de travail. Et pour les associations, et pour les avocats. On prend les t moignages, on doit enqu ter, trouver les l ments, parce que malheureusement la justice ne le fait pas tout le temps et le procureur qui doit diligenter une enqu te ne le fait pas forc ment. C est donc nous-m mes qui organisons des testings etc. « a demande norm ment de travail, ce qui n est pas forc ment toujours fait par l avocat, tant donn la faiblesse de la r mun ration. Doubler l AJ pour les particuliers, mais aussi donner syst matiquement l AJ aux associations notamment quand le proc s rel ve de l int r t g n ral, ce qui nous permettrait d indemniser nos avocats correctement, ce qu on ne fait pas l heure actuelle puisque la plupart travaillent gratuitement.

Propos recueillis par Julien VanhÈe

EDUCATION

© Nadjib Sellali

Education (def.):
Etymologie : du latin ex-ducere, guider, conduire hors.
L'éducation est l'action de développer un ensemble de connaissances et de valeurs morales, physiques, intellectuelles, scientifiques... considérées comme essentielles pour atteindre le niveau de culture souhaitée. L'éducation permet de transmettre d'une génération à l'autre la culture nécessaire au développement de la personnalité et à l'intégration sociale de l'individu.

EDUCATION

30% de profs en plus dans les ZEP, REP, RAR... c'est CLAIR !

ET SI ON EMP CHAIT LES RICHES DE S INSTRUIRE PLUS VITE QUE LES PAUVRES . C EST LE TITRE PROVOCATEUR D UNE DES CONF. RENCES GESTICUL. ES DE FRANCK LEPAGE VOIR DE VISU S IL PASSE PAR CHEZ VOUS OU SUR INTERNET PARTIR DU SITE INTERNET WWW.SCOPLEPAVE.ORG .

© chatillon-collapy.fr

© mobilisationesaat2010.blogspot.com

Provocateur mais pas menteur le guerrier de l ducation populaire (voir article dans le pr c dent N de Pote Pote). Aujourd hui quoiqu en disent certains, notre syst me scolaire, de la maternelle aux grandes coles, reproduit et accentue les in galit s sociales. Il sert trier, s lectionner, liminer et se retrouve lui-m me tr s mal class dans les différentes enquêtes réalisées par des organismes officiels qui ne sont pourtant pas tomb s aux mains d affreux gauchistes.

Alors 30% de profs en plus dans les ZEP, oui bien sur ! Mais comme premi re mesure d un ensemble qui reste discuter et inventer. Car n oublions pas que l cole c est aussi du personnel administratif, du personnel de service, des surveillants, des assistants sociaux, des infirmières, des conseillers d orientation des parents et des l ves !!! 30% de profs en plus, ce serait une vraie bouff e d oxyg ne dans un syst me que ce gouvernement asphyxie coup de r formes sans moyens et de suppressions de postes. 30% de profs en plus, ce sont des classes moins charg es, c est la possibilit d innover, de travailler en quipe, d aider v ritablement les élèves en difficulté, de rencontrer les parents, les travailleurs sociaux, de s ouvrir la vie du quartier, de la ville, de redonner du sens l acte d apprendre.

Alors plut t que de vouloir singer la logique mercantile imb cile de l entreprise capitaliste par l instauration de primes, d heures suppl mentaires, de suppression de postes (66000 en 5 ans de Sarkozisme), d valuation/sanction, de projets innovants pour se donner bonne conscience et cacher la mis re g n rale attaquons-nous aux v ritables racines du mal, réfléchissons collectivement aux fonctions de l cole : Instruire Eduquer Former ou les trois la fois ? Evaluons s rieusement les m thodes p dagogiques et tirons en les cons quences, discutons de la notation et de l valuation des l ves, permettons aux parents de prendre v ritablement leur place dans le syst me ducatif, formons les l ves pour qu ils deviennent acteurs dans un syst me ducatif qui les coute un peu plus, ouvrons l cole aux associations d ducation populaire Non pas pour en faire un bordel o il est impossible d apprendre mais un lieu o l on vient avec plaisir parce que l on sait que tous et chacun trouveront leur compte. L cole ne doit pas devenir un supermarch qui devrait tout prix rapporter, elle doit redevenir, avec une ducation populaire renouvel e, le creuset o se forgent les citoyens de demain par une instruction exigeante, une ducation cadrante , une formation attentive l volution des m tiers.

C est d un v ritable d bat de soci t dont nous avons besoin sinon ce sont les marchands de soupe qui l emporteront. Alors 30% de profs en plus en ZEP , c est CLAIR mais comme dirait l autre : Ce n est qu un d but, le combat continue .

Eric Alberola

Ahmed Serraj :

L'antiracisme est le renouveau de l'éducation populaire.

AHMED SERRAJ EST DIRECTEUR DU BOULEVARD DES POTES, BORDEAUX, UNE ASSOCIATION QUI DEPUIS 20 ANS, EST AUX COT.S DE LA F.D.RATION NATIONALE DES MAISONS DES POTES. ANTIRACISME ET .DUCATION POPULAIRES SONT LES MOTS D ORDRE DE CETTE ASSOCIATION FORTEMENT IMPLANT.E DANS SON QUARTIER.

© formes-vives.org

Julien Vanh e : Bonjour Ahmed, vous tes directeur du Boulevard des Potes Bordeaux, pouvez vous le pr senter nos lecteurs ?

Ahmed Serraj : Le Boulevard des potes est une association de lutte contre le racisme et les discriminations, agr e d ducation populaire, issue du mouvement antiraciste des ann es 80. A partir de ces orientations, nous d veloppons un certain nombre d actions la fois d animation urbaine, de formation, et de sensibilisation la lutte contre les discriminations mais aussi d ducation la citoyennet et d ducation contre les discriminations aupr s des lyc ens, coll giens, des CFA, maisons familiales et rurales, nous avons aussi une action dans tout ce qui concerne le droit des trangers et de la nationalit . Notamment les modalit s de d claration de la nationalit fran aise pour les jeunes n s en France de parents trangers, ce qui renvoie la question du droit du sol, qui a volu depuis 1993 avec un mixe entre droit du sol et droit du sang. C est aussi un lieu de rencontre culturel, de valorisation des expressions autour de la peinture, théâtre, cinéma Tout ce qui permet de prendre en compte les expressions culturelles comme tant des expressions part enti re, et pas uniquement dans une approche folklorique ou exotique.
Le BDP est donc un lieu d initiatives citoyennes mais aussi de transmission de connaissances et de savoirs, travers les questions de lutte contre le racisme et les discriminations, de citoyennet .

J.V. : Tu nous parlais du mouvement antiraciste, qu a-t-il apport lors de sa rencontre avec l autre grand mouvement de l ducation populaire ?

A.S. : Le mouvement antiraciste des ann es 80 s inspirant fortement de la tradition d galit , d mancipation, de promotion sociale mais aussi de conscientisation de la soci t sur des sujets tels que la lutte contre le racisme ; le mouvement antiraciste est, en tout cas notre sens, une des rel ves de l ducation populaire sur ces 20 derni res ann es. Il est dans une tradition, mais il est aujourd hui le renouveau de l ducation populaire, en tant que lieu de d bats, mais aussi lieu d enjeux d - mocratiques et citoyens.

J.V. : Penses-tu qu il y a un soutien de l tat et des collectivit s ce mouvement d ducation populaire antiraciste ?

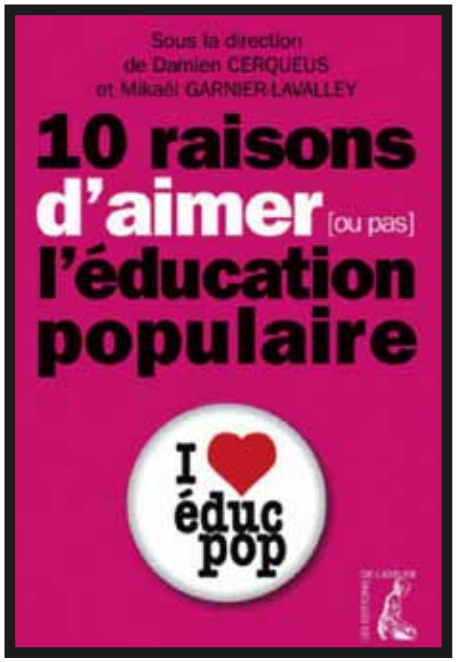
A.S. : Toutes les associations subissent des coupes budg taires. Plus globalement, sur l ensemble des associations, il faudrait plus de temps pour d terminer Il y a les grandes f d rations, plusieurs secteurs dans le monde associatif, le monde sportif, le monde social, les droits de l homme, les questions du handicap, environnementales, les associations de quartiers Tout d pend de la taille des associations. Avec cette offensive contre les associations, notamment cette forte r duction de financement des associations, certaines disparaitront plus vite que d autres, du fait de leur taille et de leur pr carit structurelle, organisationnelle et financière. A fortiori, tout ce qui est antiraciste n est pas inscrit en tant que tel sur des lignes budg taires, ce sont des associations qui sont et seront fortement vis es par les fortes r ductions de subventionnement public.

J.V. : Comment nous, associatifs, pouvons contrer cela ?

A.S. : Ici, Bordeaux, nous avons mont une conf rence d partementale avec une cinquantaine d associations, telles que la ligue de l enseignement, SOS Racisme, France Libert s, et bien d autres Celle-ci a comme objectif premier de faire prendre conscience de l int r t g n ral, de l utilit qu ont les associations dans notre vivre ensemble au quotidien.
Les associations agissent travers toute une s rie d initiatives locales et nationales Un territoire, une ville, un pays sans ses associations, c est porter fortement atteinte au pacte r - publicain, la coh sion sociale et au vivre ensemble. Et m me au principe d galit , d j assez fragilis .

Propos recueillis par Julien VanhÈe

Faut-il aimer l'éducation populaire ?



S IL EN ..TAIT ENCORE BESOIN, UN PETIT LIVRE QUI DONNE DIX RAISONS D AIMER (OU PAS) L .DUCATION POPULAIRE ET L ID.E D UN MINIST»RE QUI FAIT SON CHEMIN.

« Ne me lib re pas, je m en charge scandait un slogan de Mai 68. C est toute la d marche de l ducation populaire et c est ce que propose de rappeler un ouvrage paru en octobre dernier. Treize contributeurs, acteurs de l ducation populaire, d clinent en dix chapitres dix aspects, possibilit s, conceptions de cette th orie h rit e de grands mouvements sociaux et politiques, actuellement en passe de tomber dans les oubliettes. De Julien Bayou, cofondateur de Jeudi Noir et G n ration pr caire Emmanuelle Cosse, ancienne pr sidente de Act Up-Paris, tous nous expliquent que l ducation populaire, ascenseur social rarement en panne, permet l auto- mancipation, sert secouer les id es re ues, forme mais ne formate pas travers leurs exp riences respectives.

Co-gestion et stabilit pour l ducation populaire

Lui-m me contributeur et co-directeur de l ouvrage, Mika l Garnier-Lavalley, actuel co-pr sident du CNAJEP (Comit pour les relations Nationales et internationales des Associations de Jeunesse et d Education Populaire), se laisse s duire par l id e d un minist re de l Education Populaire avec des conditions : Une certaine co-gestion avec le monde associatif est l int r t de l ducation populaire. De plus, une association est une structure vivante. Son projet repose sur un équilibre financier de plusieurs natures. Aujourd hui on observe le tarissement du soutien des collectivit s et de l Etat qui nous renvoient vers des fondations. Les associations ont besoin de stabilit et d un système de financement sur plusieurs ann es pour d velopper leur projet. Une id e qui fait son chemin.

Christine Chalier

10 raisons d aimer (ou pas) l ducation populaire
sous la direction de Damien Cerqueus et de Mika l Garnier-Lavalley
Editions de l Atelier, 2010.

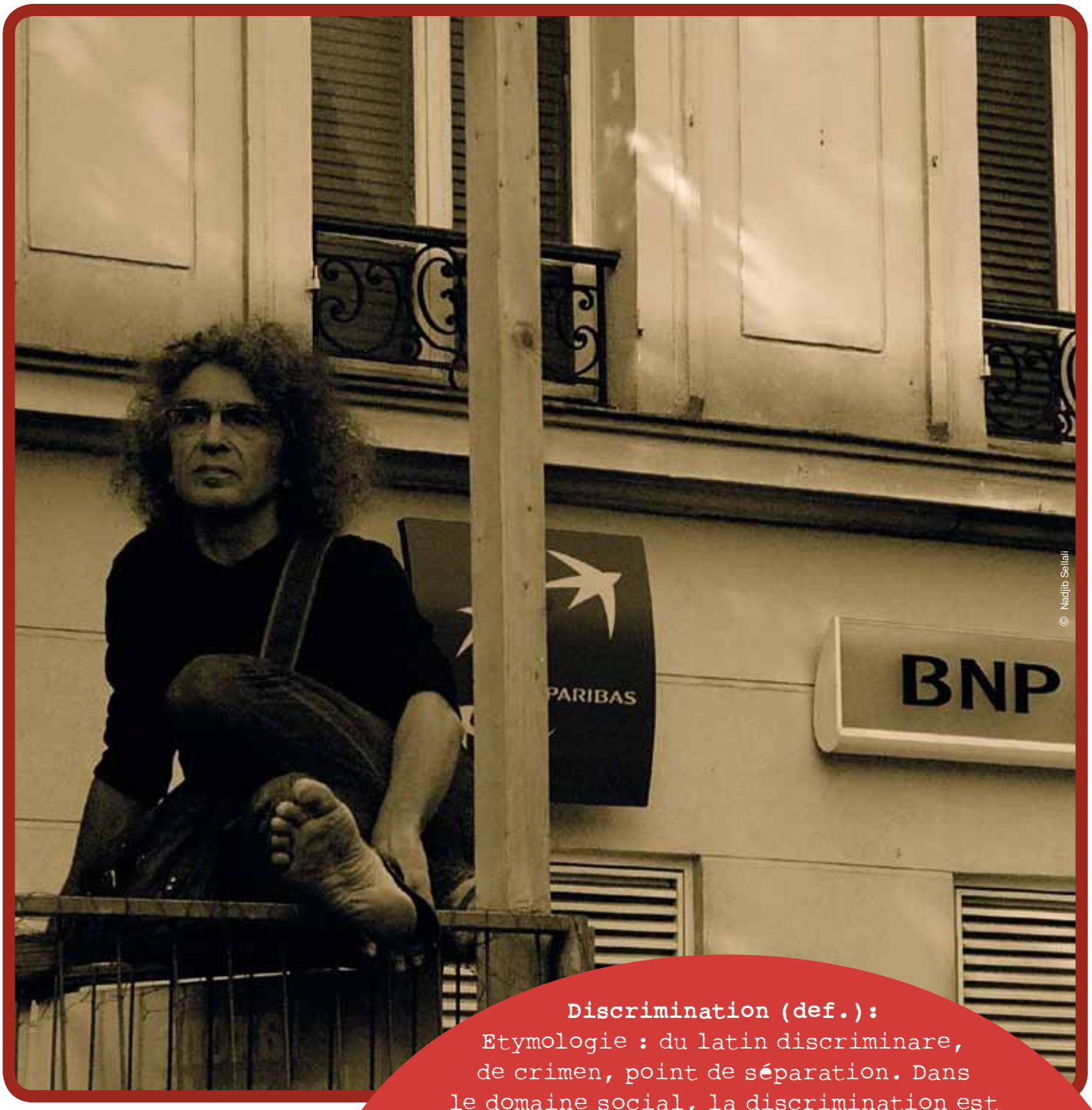
Prof stagiaire : Seul sur son banc

NICOLAS SARKOZY ANNON«AIT LE 19 JANVIER DERNIER LA R.OUVERTURE DU CHANTIER DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS, DONT LES STAGIAIRES SONT LAISS.S L ABANDON DEPUIS LA SUPPRESSION EN 2010 DE L ANN.E D ALTERNANCE L IUFM

Depuis la ponte en hâte de la masterisation des concours d acc s la fonction publique d enseignement, et le toll qu elle a provoqu dans le milieu de l enseignement, et pas uniquement syndical, rien ne va plus pour les professeurs stagiaires pour qui cour de r cr ation rime avec fosse aux lions. Dans le secondaire, les 8604 professeurs d butants de l ann e 2010-2011 se sont retrouv s en cours plein temps Sans formation p dagogique. D autant plus que pour 139 d entre eux, selon un rapport du minist re, aucun tuteur n a t trouv ! Autre chiffre sympathique, 23% des tuteurs ne sont pas dans l tablissement de leurs stagiaires. De quoi assurer l avenir de nos petits anges.
Dans ses 10 propositions pour l galit , la F d ration des Maisons des Potes analyse que les professeurs en d but de carri re sont toujours envoy s dans les quartiers difficiles, et qu'il faut augmenter l encadrement pour parer ce d faut Pourtant alors que l un des buts de la r forme tait d viter les établissements difficiles, le rapport (encore lui) annonce que 13,5% des stagiaires ont t affect s dans des tablissements relevant de l ducation prioritaire.
On peut comprendre que dans ces conditions (peu de tuteurs, rare formation pédagogique, poste difficile) le travail des formateurs de la jeunesse soit mis en difficultés. Que feront-ils de leurs 20 ans ?

Julien VanhÈe

DISCRIMINATION



© Nadjib Sellali

Discrimination (def.):
Etymologie : du latin discriminare, de crimen, point de séparation. Dans le domaine social, la discrimination est la distinction, l'isolement, la ségrégation de personnes ou d'un groupe de personnes par rapport à un ensemble plus large. Elle consiste à restreindre les droits de certains en leur appliquant un traitement spécifique défavorable sans relation objective avec ce qui permet de déterminer l'ensemble plus large. Qu'elle soit volontaire ou inconsciente, la discrimination porte atteinte, à l'égalité des droits, à l'égalité des chances, mais aussi à l'égalité des devoirs de chacun.

Que reste-t-il de la HALDE ?

DEPUIS LE 8 MARS, C EST PLI...LA HALDE A OFFICIELLEMENT DISPARU, ABSORB.E DANS LES PR.ROGATIVES D UN SUPER D.FENSEUR TOUTES CAT.GORIES , LE D.FENSEUR DES DROITS. PETIT ..TAT DES LIEUX CE CE QU IL RESTE DE LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS EN FRANCE.

Ne la faveur de la loi du 30 d cembre 2004, La HALDE (Haute Autorit de Lutte contre les Discriminations et pour l ..galit) a, en un peu plus de six ans, contribu d - fendre les femmes licenci es en raison de leur grossesse, mettre fin à l'inégalité entre les pensions des anciens combattants et fonctionnaires des anciennes colonies et celles des ressortissants fran ais, invalider le recours aux tests ADN dans les familles trang res, d noncer les discriminations l gard des gens du voyage et celles li es au handicap et l tat de sant . Son r le est de rendre les abus visibles, assister des victimes de discriminations d - munies. Elle peut galement faire des observations devant les tribunaux. Autre particularit , le coll ge de la HALDE si ge aux c t s d un comit consultatif, repr sentatif de la soci t civile.

L absorption de la HALDE par une nouvelle institution qui regroupe cinq instances de la protection des droits humains, a t ent rin e le 8 mars dernier, en deuxi me lecture par l Assembl e nationale. Pens sur le mod le scandinave ou espagnol, le D fenseur des Droits se veut le pourfendeur des abus de l administration, des bavures polici res, le champion des droits des enfants, de la lutte contre les discriminations et le garant de l tat des prisons. Au vu du cumul des pr rogatives qui lui sont accord es, le Comit consultatif de la HALDE a lanc un appel dans lequel il s inqui te de la r duction de son champ d intervention. Fi de la coll gialit , radication du Comit consultatif, le super d fenseur serait seul prioriser tel ou tel sujet alors que les r clamations sont en constante augmentation.

Manque d ind pendance

R duire presque n ant six ann es de travail en terme de communication et de notori t autour de la promotion de la lutte contre les discriminations, en faisant dispara tre la HALDE, n est rien moins que la minimisation de toute potentialit de contre-pouvoir au sein de l Etat puisque le D fenseur des Droits sera nomm par le pouvoir ex cutif. Ce qui a fait d clarer Robert Badinter lors de sa motion de censure au S nat le 1er f vrier 2011, c est tout simplement une reprise en main d autorit s ind pendantes devenues trop ind pendantes . Il a ajout : nous ne sommes pas en pr sence d un progr s des libert s, nous sommes tout simplement en pr sence d un accroissement de notre singuli re monocratie r publicaine. De leur c t , le Comit pour l limination de la discrimination raciale de l ONU (CERD) craint un affaiblissement de la lutte contre les discriminations tandis que la Commission europ enne contre le racisme et l intol rance (ECRI) recommande le maintien de la HALDE.

« C'est tout simplement une reprise en main d'autorités indépendantes devenues trop indépendantes »

Robert Badinter

Anecdotique, le contexte m diatique n en est pas moins inqui tant. Au moment o la Halde disparait, Eric Zemmour, certes condamn p nalement pour provocation la haine raciale et la discrimination raciale, se fait applaudir sous les lambris de l Assembl e nationale en appelant la suppression des lois m morielles. La loi Gayssot qui r prime les propos racistes, antis mites ou x nophobes, la loi Taubira qui reconna t l esclavage comme crime contre l humanit , celle qui reconna t le g nocide arm nien de 1915. Il s est galement prononc pour la suppression du d lit d incitation la haine raciale et des subventions pour les associations antiracistes.

Une m diation d cri e

Souvent d cri e pour son recours quasi-syst matique la m diation, la HALDE avait pourtant les vell it s de devenir une autorit coercitive. La HALDE avait initialement pr vu, par son article 6, de se tourner de mani re privil gi e vers la m diation , explique Samuel Thomas, membre du Comit consultatif, dans l mission Toutes les France diffus e sur France le 17 f vrier 2011. Avec l aide de quelques parlementaires, j ai uvr pour que ce r le de m diation soit retir . La HALDE doit transmettre la justice toute affaire o la discrimination est av r e. Le r le de m diation que se r serve le D fenseur des Droits ne fera qu aggraver la faiblesse de la criminalisation de la discrimination.

Christine Chalier

Des roulottes et des bottes ?

UNE MANIFESTATION DE D. .FENSE DES DROITS DES RROMS, QUELQUES PHOTOS D UN CAMP BOULOGNE DIFFUS. .ES SUR FACEBOOK, ET VOICI LES R. ACTIONS QUE CELA SUSCITE...

(...)

Charlotte (Jean-Baptiste) : Tu ne vis plus Paris mais je peux te dire que les roms sont des voleurs et franchement c est lourd quand ils sont dans le m tro avec leurs gamins dans les bras pour nous apitoyer... Un peu marre de devoir payer et aider pour des gens qui ne font rien et qui ne cotisent pas, ni ne s int grent !

Jean-Baptiste : Viens faire un tour dans le camp, tu d couvriras que les gens dont je parle ne sont pas ce dont tu parles... de plus il s agit d une question de droit : ils sont Europ ens comme toi ! Autre chose pour cotiser et s int grer, encore faut-il qu on leur en laisse la possibilit mais ici personne ne veux les domicilier... renseigne-toi un peu sur les gens que tu juges de mani re aussi facile, rapide et sans concessions.

(...)

Nadjib (Charlotte) : D sol de vous le dire, ce que vous amenez comme point de vue n est absolument pas argument , ni d montr , il s agit juste d un jugement discriminatoire trem-p de racisme ordinaire... (...) Voici quelques l ments que vous ignorez sans doute :

Comme vous le rappelait Jean-Baptiste, ces migrants sont europ ens, ils sont donc bel et bien chez eux lorsqu ils arrivent sur le territoire fran- ais. Par cons quent, ces expulsions sont faites alors que des textes de loi définissent le droit à la liberté de circulation (je fais r f rence l article 2 du protocole additionnel n 4 la Convention de sauvegarde des droits de l homme et des libert s fondamentales, au Trait de Rome -article 39 CE-, l article 18 du trait de Maastricht etc...). Qu ils aient un passeport fran ais ou d autres pays europ ens, un carnet de circulation sur lequel est inscrit un num ro de matricule leur est demand chaque contr le et s ils ne l ont pas... Je pr cise que des textes de lois (comme la cr ation de ce carnet obligatoire) ont t dit s sp cialement pour cette communaut , int ressant non ?

Nous sommes face une volont politique de ne pas int grer cette population migrante qui n est pas plus sauvage que vous et moi. Administrativement, on les emp che de s installer, de trouver du travail autre que la mendicit , et c est principalement sur cet argument conomique que l Etat fran ais s appuie pour l gitimer son action, car au regard de la loi la mendicit n est pas reconnue comme une source de revenu. A partir de l , vous comprendrez ais ment que la question du logement par exemple reste caduc (prenez en compte derri re cela les conditions sanitaires : hygi ne et san-t), que la scolarisation des enfants de fa on p renne reste un v ritable parcours du combattant etc... Bref tous les l ments fondamentaux qui nous sont n cessaires au confort de la dignit humaine.

La libert de circuler est totalement remise en question travers ce refus voire ce rejet de ces migrants. Y a-t-il une classification d'Européens ? Y aurait-il des Europ ens de seconde zone ou des sous-Europ ens qui seraient assuj tis un r gime de circulation sp cial, un traitement particulier...? La libert de circulation des migrants est inscrite dans la constitution de L ONU. Ces politiques sont anti-constitutionnelles au regard du droit international.

A présent, on peut réfléchir à ce qu'il est urgent de faire :

- Pour les personnes et familles vivant en caravane : ouvrir des espaces de stationnement sain, avec raccord d eau et lectricit , sanitaire et ramassage des ordures r gulier comme pour n importe quel autre quartier en attendant un logement en logement social.
- Scolarisation des enfants.
- Renforcement de l acc s aux soins.
- Acc s l emploi et aux formations professionnelles pour les adultes et jeunes adultes
etc...

Cette question des Roms renvoie nos politiques d immigrations mais aussi l histoire de ce peuple et ce qu ils ont subit ne serait ce qu au cours de la seconde guerre mondiale....

Pour désamorcer la réflexion que Michel Rocard avait sortie en son temps, savoir La France ne peut accueillir toute la mis re du monde , je vous renvoie aux questions suivantes : que ferons-nous lorsque nous serons face aux camps de r fugi s climatiques comme ceux qui existent d j en Asie mineure ou au Kenya....? Va-t-on riger des murs pour des questions de s curit , comme celui qui s pare les Palestiniens des Isra liens (entre autre...) ?

Pour conclure j appelle sinc rement la réflexion sur ces sujets qui nécessitent maturit et objectivit ... Vu que j ai pu lire dans le message que vous m adressiez que vous pouviez encore changer, je me dis qu alors tout est encore possible ;)

Caroline : Rappelons-nous que les roms ont t d port s massivement pendant la seconde guerre mondiale parce qu on n acceptait pas leurs diff -rences ! Je constate malheureusement qu un g nocide est encore possible en Europe avec la pr sence de certains discours.

Charlotte : vous me traitez de raciste et toi Caroline tu te permets de sous entendre que je pense g nocide... mais vous vous prenez pour qui ? Je suis en droit de penser ce que je veux et si tu lisais mieux tu verrais que je n omets pas l id e d en changer justement...C est vrai que je peux avoir des id es arr t es mais sache que je donne pour les autres aussi, resto du c ur, sidaction... Je coiffe les perruques des canc reuses...

Propos reccueillis par Nadjib Sellali

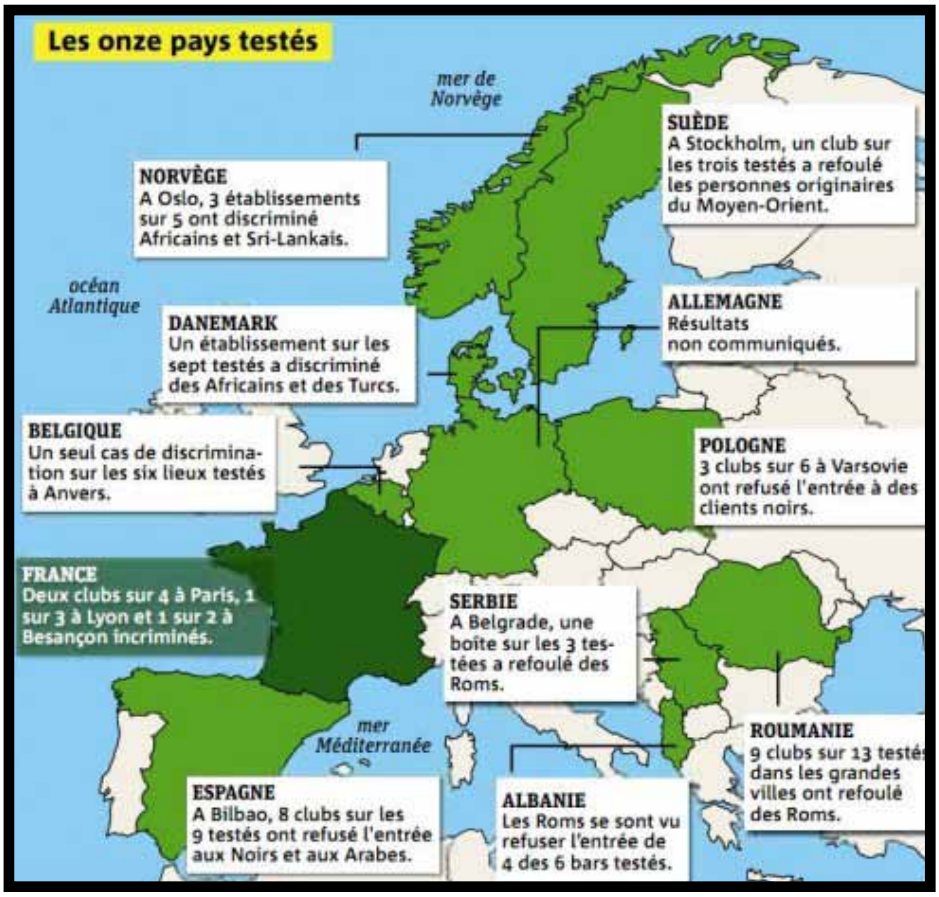
1ere nuit du testing européen

LA PREMI»RE ACTION EUROP.ENNE MEN.E DANS LE CADRE D UN R.SEAU NOUVELLEMENT CR.....: L EGAM (EUROPEAN GRASSROOTS ANTIRACIST MOVEMENT) S EST D.ROUL.E DANS LA NUIT DU SAMEDI 5 MARS.

Apr s plus de 4 mois de pr paration certaines ONG n avaient jamais organis de testing la premi re nuit du testing europ en s est ouverte dans la nuit du 5 mars 2011.
Le testing bo te de nuit , op ration phare de SOS Racisme, d multipli cette nuit l au niveau europ en, entend d noncer les pratiques discriminatoires v cues quotidiennement par les personnes qui n ont pas la bonne couleur de peau . Outil de sensibilisation de la soci t civile, il r v le une atmosph re particuli rement naus abonde qui recouvre le vieux continent.
23 heures. Loû Rigaud - responsable du P le Anti-discrimination de SOS Racisme - donne les derni res recommandations ses testeurs parisiens. Au m me instant, dans 10 autres pays europ ens, les m mes rappels sont prodigu s aux militants des ONG participants cette op ration.
Cette nuit l , l entr e des bars, restaurants ou bo tes de nuit ont t test s, simultan ment, dans 15 villes europ ennes. R sultat : 35 de ces tablissements ont refus de laisser entrer le groupe de testeurs stigmatis : Roms, Noirs, Arabes, chaque pays semble avoir son quota d ind sirables
Benjamin Abtan, secr taire g n ral de l EGAM, joignable en permanence par les diff rents organisateurs des multiples actions, se tient inform des r sultats. Ses trois t l phones portables sonnent en permanence. Les comptes rendu des op rations pleuvent, les r sultats aussi.

En Albanie, par exemple, les Roms ne parviennent pas franchir la porte de 4 restaurants/bar sur 6. L excuse d une r servation pr alable n cessaire est mise mal quand le groupe des blancs » ne rencontre aucune difficult pour obtenir une table Les noms des tablissements qui discriminent ne seront pas communiqu s pour des raisons de s curit .

En Espagne, 8 discoth ques - sur 9 test es - pratiquent des discriminations raciales l entr e. Au choix, certaines discriminent les Noirs, d autres les Arabes. Aucune les blancs.



Au Brystol, Besan on, un couple d origine maghr bine s est vu refuser l entr e de la discoth que. Quelques minutes plus tars, un couple de type europ en n a pas retenu l attention du vigile. Celui-ci, prenant alors conscience d'être filmé, a caillassé le photographe qui supervisait l op ration.

Ce sont autant d exemples, parmi d autres, du d roulement de la soir e des testeurs qui ont affront le monde de la nuit pour pouvoir r v ler au grand jour les pratiques discriminatoires beaucoup trop r currentes des nightclubs .

Benjamin Abtan, secr taire g n ral de l EGAM, juge inqui tants ces r sultats qui r v lent qu un peu plus d un tablissement sur deux discrimine des personnes sur une base ethnique .
Ces op rations de testing, qui mettent en avant la discrimination raciale dans des pays o le ph nom ne raciste et les discriminations sont des sujets tabous, permettent de sensibiliser le grand public. L v nement, couvert par des quipes de journalistes aux quatre coins de l Europe, son impact devrait tre d autant plus fort. A terme, SOS Racisme souhaiterait que les pays puissent s en servir comme mode de preuve de la discrimination devant les tribunaux. Admise en France, SOS Racisme portera plainte contre les 5 bo tes de nuit fran aise qui ont refoul le groupe de noirs et celui d arabes ce samedi 5 mars 2011.

Des testings contre les discriminations raciales dans l acc s au logement et dans l emploi sont au programme de ce r seau antiraciste europ en A suivre.

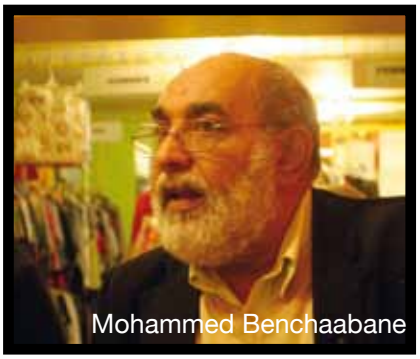
Muriel Girard

DOSSIER

En novembre
et Décembre dernier,
de jeunes marcheurs, issus de
la Fédération Nationale des Maisons des Potes
effectuaient un Tour de France pour l'Égalité.
En vadrouille aux quatres coins de l'héxagone, ils ont
pu organiser avec des équipes locales des associations du
réseau de la "fédé" des débats autour de 10 propositions
pour "Faire de l'égalité une réalité". Dans ce dossier,
vous trouverez la richesse, l'envie d'en découdre,
la force et l'espoir des équipes locales,
des habitants des quartiers et de tous ceux
qui, avec la FNMP, veulent atteindre
notre idéal commun
d'égalité.

Lunéville

l'association aux 2 regards


Mohammed Benchaabane

DIRIG. E PAR MOHAMMED BENCHAABANE, LA MAISON DES POTES POT EN-TIEL SOLIDARIT… AGIT AU LOCAL COMME L INTERNATIONAL, LIANT LA LORRAINE L AFRIQUE, AVEC UN AMOUR DE L ACCUEIL.

C est du local, et c est de l horizon ! L association Pot entiel est n e de la fusion de deux structures. Une issue du mouvement SOS Racisme, et l autre d un mouvement de solidarité vers la Roumanie. Du coup, depuis la fin des ann es 80, l association a deux horizons : un proche, un lointain. Pour le local, l association pr sid e par Mohamed Benchaabane, un vieux d la vieille , a pour activit principale une friperie sociale. Pour l international, forte de son r seau de transporteurs d ici Marseille, l association prodigue conseils et soutiens, toutes les nergies qui vont dans le sens de la solidarit internationale. Voil , Pot entiel, c est tout a : une association qui regarde ici, et qui regarde l -bas.

Tout est dans l accueil, d s le premier regard. Souvent, c est celui de Marie-H l ne, ducatrice de formation. Mohamed Benchaabane insiste l -dessus : les gens sont accueillis sans tiquetage . Dans la friperie, qui est aussi un th social, les usagers le savent : quand ils franchissent la porte, ils savent que c est dans un but solidaire (non pas commercial), ici ce n est pas un magasin ; on revient ce qui fait le lien humain : l acte social .

C est une boutique de v tements pratiquant des prix solidaires, mais les 20 30 b n voles s adaptent la demande sur place : aide au d m nagement, atelier d criture, coiffure, couture, théâtre… Aujourd'hui, le nombre d'adhérents de Pot entiel varie de 30 50 personnes. C est beaucoup ? Les gens qui ont r gl leur probl mes, deviennent leur tour accueillants . Accueillir et s ouvrir tout le monde, sourire et ouvrir le monde. Avec l aide du Croissant Rouge alg rien, l association pr pare actuellement un container pour un camp de r fugi s au Sahara Occidental. Pot entiel a jet aussi son regard du c t du Burkina Faso. Ayant l habitude d ouvrir les horizons, c est sans surprise qu ils ont accueilli les potes de la Marche , comme les appelle Mohammed Benchaabane.

dolpi

Strasbourg

De l'éducation à l'information au service de l'émancipation

Entre un coup de fil à la préfecture afin de contrer l'expulsion d une m re de 50 ans, et l aide au remplissage des d clarations d imp ts... Jean-Luc Kaneb ne mange jamais : il n a jamais le temps ! Et pour cause, l ducateur strasbourgeois pr side la CSF Meinau (Conf d ration Syndicale des Familles du quartier La Meinau), la PAM (structure d ducateurs sp cialis s dans la pr vention) ainsi que l association Bulle et Loisir (association aidant dans leurs d marches les familles monoparentales). Sans compter les activit s de Solidarit Internationale Afrique (association qui organise des chantiers humanitaires tels que des potages communautaires). Oui, c est juste a l agenda du repr sentant de La Maison des Potes de Strasbourg : des pages noircies par des r alisations monumentales.

Depuis la boutique aux projets , mise en place en 1999, Jean-Luc Kaneb veut r pondre la question comment permettre au public jeune de s approprier le lieu de vie? . Son travail aupr s des jeunes consiste d abord aller vers eux. Des objectifs sont fixés tous les 5 ans «sous forme de cycles pr cise l ducateur de 43 ans, tomb dans l animation par vocation, depuis l'âge de 14 ans. «Nous allons au devant des jeunes, et nous structurons leur demande . En 2004, la Maison des Potes de Strasbourg accueille le Point d Information Jeunesse pour le quartier sud de la ville de Strasbourg. Cette logique les ouvre d avantage d autres structures : partenariat avec les associations du coin, les centres sociaux, puis se faire reconnaitre par les collectivit s... . Mais le plus important, c est l ducation l information, qui rejoint l ducation la citoyennet . L ducation l mancipation. La structure de proximit a pour projet de donner envie l information. Pour son charismatique cuisinier en chef, c est simple : pour nous, les ducateurs, c est le droit de savoir, le devoir d informer. Mais pour eux, les jeunes, c est le pouvoir de savoir, le devoir de s informer .

dolpi

Besançon
Le pari intergénérationnel

A BESAN« ON COMME AILLEURS, LE QUOTIDIEN DES HABITANTS DES QUARTIERS A BESOIN D TRE R. ENCHANT… UN OBJECTIF AUQUEL SE SONT ATTEL. S SAID MECHAI, ET L ENSEMBLE DE L . QUIPE DES MAISONS DES POTES EN CONVIANT LES HABITANTS SE RENCONTRER.

« On avait pr vu une vingtaine de personnes et plus de trente sont venus. Said Mechai consid re cela comme une victoire. Avec raison. Il y avait des gens de tous bords. Des jeunes des quartiers, des ducateurs, des animateurs, des gens qui bossent la s cu. Chacun a pu poser ses questions. Ça a été très riche. »

Cette diversit parmi les personnes qui sont venues la soir e avec les marcheurs, il la retrouve dans son quartier et dans le public qui fréquente son association, Humanis. Afin de r enchanter le quotidien des habitants, Humanis mise non seulement sur le lien social mais aussi sur l interg n rationalit .

Nous sommes en train de travailler sur deux missions de radio qui seront bient t diffus es sur radio Bip Besan on (96.9 FM). Ce sont des missions pour tous qui voquent la vie des quartiers mais qui cherchent aussi r pondre la demande des personnes plus âgées », raconte Said.

L association travaille surtout en partenariat sur nombre de projets qui lui tiennent coeur. Que ce soit avec SOS Racisme pour la lutte contre les discriminations et le racisme, avec Aides et le Sidaction pour le Sidaction ou avec la ville de Besan on pour le carnaval. Nous travaillons sur tout ce qui permet de lutter contre le cloisonnement , explique Said. Sur le carnaval, nous faisons participer les jeunes la confection de chars ce qui leur permet de défiler ensuite.

Autre bonne id e : emmener les jeunes rencontrer l quipe de Sochaux. Pour cela, l asso cible les plus rebelles, ceux qui ne sont pas accept s dans les maisons de quartier. Ce qui ne les a pas emp ch s de d monter deux si ges de bus l ann e derni re. Mais un fois qu ils ont compris que la prochaine sortie d pendait de leur attitude, ils se sont calm s . Une exp rience qui porte ses fruits.

Concernant son engagement avec la F d ration des Maisons des Potes, Saïd ne mod re pas son enthousiasme. Il faut continuer à bosser ensemble. Grâce aux t moignages de certaines personnes, on a pu rebondir sur diff rentes choses. Il y a un gros travail faire avec les quartiers.

Christine Chalier

Humanis
Directeur : Said Mechai
Adresse : 1 rue du Languedoc 25000 Besan on
T l phone : 06 87 18 71 69
Email : smechai@neolia.fr
Objectif de la structure : Favoriser le lien social entre les g n rations et entre les quartiers. Activit s : Lutte contre les discriminations, mise disposition d un local de r p tition, organisation de d bats, habilitation recevoir des TIG par le Juge d Application des Peines. Humanis organise un cycle de conf rences dans le cadre du Contrat Urbain de Coh sion Social, en partenariat avec l AJMF, la LICRA et SOS RACISME. Les probl mes soci taux de notre poque y sont abord s tels que le rejet de l autre, le communautarisme, l ethnisation des questions sociales...
Site internet : http://humanis25.skyrock.com

Vaux-en-Velin
Luttons contre le défaitisme

C. CILE CASEY TRAVAILLE L AFEV AFIN DE CONTRER L . CHEC SCOLAIRE. L ASSOCIATION D . TUDIANTS B. N. . VOLES D. DRAMATISE AINSI LE RAPPORT AU SAVOIR.

« Un enfant issu de quartier n a pas beaucoup de mod le de r ussite et le plus souvent, il int gre le fait que la r ussite, c est pas pour lui.

C est pour d jouer ces m canismes d auto-censures personnelles, intimes, et sociales, que C cile Casey, 34 ans, s est engag e l Afev. Avec la venue des marcheurs Vaux-en-Velin, c est l occasion pour elle de dire qu elle se reconnait dans ces valeurs de solidarit s . Avec l Afev, aussi, elle veut faire tomber les barri res .

Cette association nationale d ducation populaire envoie des tudiants de la fac relever le défi de l'auto-censure chez les jeunes des quartiers populaires en voie de d crochage scolaire. La m thode utilis e : l accompagnement. L intervention de l tudiant b n vole (qui n est pas professionnel) a cet avantage d'avoir une proximité d'âge avec l enfant. Ca les rapproche. . Pendant une ann e scolaire, et deux heures par semaine, au domicile des enfants, et en pr sence des parents, les étudiants repèrent les difficultés, et y font face. Les activit s sont diverses : accompagnement la biblioth que, lecture, organisation d une m thode de travail. Mais la d couverte pour les enfants va encore plus loin.

Le passage sur Vaulx en Velin des marcheurs a permis de recueillir les avis de nombre de participants, dont C cile, les animateurs du centre, et les d batants pr sents ont permis de mettre en lumi re le fait que la justice sociale, et l galit n attendent pas les moyens. Il s agit de droits et d galit , tout simplement !

dolpi

Dijon

Massar N'Diaye, le Kennedy de Dijon

LE CR. ATEUR DE LA MAISON DES POTES DE DIJON, MASSAR N DIAYE, EST LE FONDATEUR D UN JOURNAL DE QUARTIER SON IMAGE : VOLONTARISTE, STIMULANT, ET MUTUALISTE.

Si un prix Kennedy des quartiers existait, il lui serait d cern sans probl me. Massar N Diaye a dans son discours ce c t ne vous demandez pas ce que l Etat peut faire pour vous, mais demandez-vous plut t ce que vous, vous pouvez faire pour... sortir de cet tat . Il le dit lui-m me : on attend toujours des autres ce qu on peut faire nous m mes . Son volontarisme invite la prise en charge personnelle de son propre destin, de sa propre l gende.
M me si Massar N Diaye est issu d un quartier populaire, pour lui, il faut d passer ce cadre . Le probl me, au quartier de la Fontaine d Ouche, comme ailleurs, c est qu on reste entre nous. Pire. La devise serait : passe-moi la pelle que je creuse mon trou ! Quand on n a pas de lien avec l ext rieur, on s autod truit. Parce qu on reste avec nos codes. Alors pour sortir de l impasse, il s est investi dans l'associatif afin de bâtir des ponts. La vie associative c est r ussir pr parer les changes vers l ext - rieur. Du volontarisme l humanisme, notre Kennedy a des lans de Martin Luther King : C est a qui me parait important : ne pas stagner, il faut faire le premier pas, m me si l autre ne le fait pas. Aujourd hui, c est la troisi me an- n e d existence du journal DFO M dia 21 (Dijon Fontaine d Ouche, m dia du d partement 21). A travers ce journal, on montre qu on peut s investir .
DFO M dia 21, c est un premier pas, qui cache un voeu : que tous les quartiers se dotent d un outil papier . Avec l aide d une entreprise pour le maquettage, et des partenaires qui garantissent des impressions graphiques de qualit , le journal de proximit de Massar N Dyaye met en avant son quartier et ses acteurs, en tirant 2 500 exemplaires, touchant ainsi 20 25% de la population du quartier qui compte entre 11 et 13 000 habitants. Dans un esprit de co-animation, DFO M dia 21 cherche toujours travailler avec les acteurs locaux, mutualiser nos comp tences entre les diff rentes g - n rations, avec d autres associations, sportives ou vid o.
C est cet tat d esprit ouvert et cr atif que les marcheurs ont per u en Massar N Diaye : il nous faut continuer les changes, la soci t volue vite. Les propositions d un jour ne sont pas toujours celles de demain : il faut impliquer les jeunes avec les probl mes de la soci t . C est l enjeu de la France. L avenir des jeunes.

dolpi

Saint-Etienne

une Maison des Potes construite par un autodidacte

C EST DANS LA VIE ACTIVE QUE J AI RENCONTR..L ASSOCIATIF , AVANT «A, HAMZA OULD-MOHAMED ..TAIT LOIN DE TOUT «A. DANS MON QUARTIER LA ROMI»RE - LE BOUCHET, LA SEULE ASSO, C ..TAIT LE CENTRE SOCIAL, ON N ENTENDAIT PAS TROP PARLER DE CE QUE C ..TAIT UNE ASSOCIATION . C EST EN BOUGEANT AU CENTRE VILLE DE SAINT-ETIENNE QU UNE VOCATION EST N..E.

«A la base, ma formation, c est la comptabilit . Mais tr s vite, Hamza se tourne vers l animation, il veut toucher tout ce qui tourne autour de l aspect ducatif. Il veut lutter contre tout ph nom ne de gh thoûa- tion. Pour a, il encha ne les bafa et les autres formations qui m nent la direction de centre d animation. J ai toujours eu comme motivation : l envie de m engager, exprimer plus grande chelle mon d go t de la gh thoûa- tion . Mais hamza demeurre positif et constructif : je veux travailler au sein d'une organisation, afin d'agir pour les jeunes, et faire connaitre et d velopper les cultures urbaines, toutes les cultures sorties de la rue . Ce jeune adulte est un enfant qui a appris son savoir-faire dans la rue .
Pour la cr ation de la Maison des Potes : «l'affaire suit son cour» confie-t-il. Pour sa motivation, son engagement, et ses qualit s de meneur d hommes, Hamza a t choisi pour mettre en place Saint-Etienne une antenne locale de la F d ration Nationale des Maisons des Potes. De son c t , quand il a eu connaissance de l existence des Maisons des Potes, de leurs valeurs, et champs d action, Hamza a tout de suite dit : oui! . La Tourn e de la F d ? Hamza a trouv la d marche int ressante : aller la rencontre des jeunes, prendre la temp rature, comparer les id es d une ville l autre, c est autant de points positifs qui permettent de poursuivre le combat .

dolpi

Rive-de-Gier

Le centre social et culturel responsabilise son public jeune

C EST LE DESTIN QUI A POUSS..VINCENT DIRIGER LE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL HENRI MATISSE. LA MISSION QU IL S EST FIX.E : RESPONSABILISER SES JEUNES CONCITOYENS.

Rive-de-Gier ? Vincent est n ici. Il vient du quartier Grande Cit Grand Pont , c est bien p riph r comme il dit. Je connais pas mal la rue et toute cette vall e industrielle engouffr e entre Lyon et Saint-Etienne, une friche industrielle au pass ouvrier, d laiss e depuis le d but du XX me si cle, et avec un taux de chomage norme. Le centre ville est pr caire, avec un vieil habitat. Plus rien. Plus de commerces, des rues enti res de commerces ferm es. Du coup, on subit beaucoup de perte de mixit sociale... d o les probl mes.

En octobre 1996, la commune y a mont un service civique, puis cr un emploi jeune. Il devient salari du centre social, dev loppe le secteur jeune jusqu en devenir responsable. Et ce mot a du sens pour lui. Au-del de l organisation d v nements, de spectacles, de festivals qu il a dans le sang comme il dit, Vincent fait tout pour que le mot responsabilit ait un cho dans l esprit de tous les usagers du quartier Grand Pont en particulier, et de Rive-de-Gier en g n ral.

La m thode utilis e, c est l anticipation. On travaille sur la dur e et la globalit . Au centre, les projets pour les jeunes ils les montent parfois, un an l avance . Petit petit, Vincent et son quipe les responsabilisent. Pour le budget : on leur dit d o vient l argent. Quand c est un s jour, on montre que le s jour c est pour lui : quand il voit les sommes engag es, a le cadre, puis a permet de parler de la CAF, il voit que tout le monde fait un effort : c est valorisant .
Aussi, le passage du Tour de France de l ..galit a t accueilli les bras ouvert par le centre. Comme le pense la F d ration des Maisons des Potes, c est important d couter la parole de tous, jeunes, et moins jeunes, dans la perspective d un d bat d mocratique pour l galit de tout un chacun.

dolpi

Centre social et culturel Henri Matisse
31, rue de la r publique
42 800 Rive-de-Gier
tel : 04 77 75 07 55
fax : 04 77 83 98 33
annexe La roche : 04 77 75 09 87

www.centresocial-henrimatisse.fr

Villeneuve de Grenoble

LE JEUDI 18 NOVEMBRE, LA F.D.,.POTE POTE ..TAIENT PR.SENTS DANS LA FAMEUSE VILLE D IS»RE.

Dans un quartier marqu par de r centes meutes, les marcheurs du Tour de France de l ..galit rendaient visite aux potes Grenoblois au c ur du quartier de la Villeneuve, la MJC Pr mol. En pr sence de Linda el Haddad, lue la Ville de Grenoble, le d bat a tourn autour de l ducation et de ses manques, dans une ville qui essaie de parer les manquements de l tat en donnant plus de chances de r ussir aux l ves de sa ville. Plus pr cis ment sur le soutien scolaire, l id e tant de r unir des groupes de 13 l ves issus de quartiers dits sensibles .
Le coordinateur de SOS Racisme Rh ne-Alpes, Ouajdi Feki, a avanc 2 nouvelles propositions. Celle de l obligation pour un agent de Police de remettre un ticket de contr le d identit et celle de mettre en place un mini cam ra sur les v hicules de la Police pour d passionner les rapports tendus entre notre Police et nos jeunes.
Dans cette ville active, dynamique, le combat de l antiracisme prend tout son sens, et c est pourquoi les potes de SOS Racisme taient pr sents. Dans la salle, les propositions de la F d ration Nationale des Maisons des Potes font la quasi unanimit , notamment aupr s de Mounir, nouvellement lu pr sident du comit SOS Racisme de Grenoble.

Julien VanhÈe

Vitrolles

Retour vers le futur

Il est 17h lorsque les marcheurs arrivent la Maison Pour l galit de Vitrolles. Le temps de r - pondre la presse et le d bat commence. Les changes se sont concentr s sur la situation des habitants de Vitrolles pendant (et depuis) la gourvernance de la maire FN M gret sur la ville (1997-2002). Ce que racontent les Vitrollais suffit à faire froid dans le dos : une ville proche de l meute o un couvre-feu officieux a même été instauré. “Il n’était pas possible de sortir apr s 20h00 sous peine de se faire agresser et la police ne faisait rienî nous explique une habitante. Apr s les lections de 1997, la mairie FN avait proc d une purge massive dans ses services et avait ainsi licenci toute personne dont l id ologie n tait pas la leur (avant d tre condamn e par le tribunal administratif de Marseille). Le mal était fait : toute personne jugée “pas assez fran aiseî se voyait interdire l acc s de la mairie.
C est dans ce contexte que s est cr e la Maison Pour l ..galit , dernier rempart associatif la mis re frontiste. A l poque, bien entendu, celle ci n tait pas soutenue par la mairie Et aujourd hui, au milieu d une ville qui a du mal se remettre de ses plaies, l missaire de la F d ration des Maisons des Potes est toujours debout et accueille la population au quotidien. Merci les potes !

Lucas Dufour

Nanterre

pas Zy’va!

Il est 19h lorsque, le 20 novembre, les marcheurs du tour de France arrivent au si ge de l association Zy va Nanterre. Apr s un accueil chaleureux, le d bat commence. Les discussions tournent surtout autour de la problématique du financement des associations. Il faut dire que Zy va vit actuellement des heures sombres : les dettes s accumulent et l association ne sait plus comment payer ses 13 employ s. Les responsables de la structure nous expliquent que malgr le travail effectu par l association et son implication historique sur la ville de Nanterre, les subventions ont t largement r duites... Dans un tel contexte, comment consolider la vitalit des associations et faire merger les nouvelles g n rations de militants? Le pr sident de Zy va a d j quelques l ments de r ponses. En effet, selon lui, il faut que les habitants prennent le pouvoir au sein des associations et que les d ductions d imp ts soient plus importantes en cas de dons. De plus, l id e de cr ation d un minist re de l ducation populaire a t accueillie comme un moyen de reconnaissance du travail effectu ainsi qu une v ritable possibilit de p rennisation des associations.
La rencontre s est conclue sur l id e qu il fallait interpeller les responsables politiques de tout bord afin de devenir une v ritable force de proposition.

Lucas Dufour

Amiens

Pour faire de l’égalité une réalité en Picardie

PAR LE BIAIS DE JACQUES EBOSSE, NOTRE CORRESPONDANT LOCAL DE LA MAISON DES POTES (MDP) EN PICARDIE, NOTRE .QUIPE DE LA F.D.RATION A RENCONTR..L ASSOCIATION L UN ET L AUTRE. NOUS AVONS .CHANG..AVEC SES MEMBRES ET LA MAIRE ADJOINTE D AMIENS MME MARYSE LION-LEC.

La prise de conscience de ses responsables associatifs d coule d un constat ancien sur la longue d composition du quartier du Val d Auvre pour tre plus pr cis les Tours Alphonse-Daudet.
Ce quartier, en pleine reconstruction maintenant, a connu en 2008 un tournant politique car dans cette ville d Amiens, la mairie a chang de bord politique (parti socialiste et la gauche rassembl e). Dans ce contexte, nous avons discut de la s gr gation ethnique et sociale touchant les diff rents quartiers d Amiens, comme les membres de l association nous l ont fait remarqu plusieurs reprises, dans notre quartier, nous avons un manque criant de mixit sociale et culturelle, nous restons entre nous c est l effet village d o la d marche de notre association l un et l autre, de faire des activit s avec des habitants du quartier notamment les femmes par le biais d atelier de couture, des voyages culturels, des cours d alphab tisation etc En r sum , tout ce qui peut amener les habitants du quartier s ouvrir aux autres et inversement que les habitants des quartiers populaires d Amiens posent un autre regard sur ce quartier . L exemple du logement est un exemple de la teneur et de la qualit du d bat sur nos 10 propositions pour faire de l galit une r alit que nous avons eu Amiens. C est pourquoi la proposition sur l anonymisation des demandes HLM a t la fois pl biscit par l lue de la ville et les membres et b n voles de l association et SOS Racisme 80 car c est un bon moyen pour qu une ville puisse faire vivre ensemble tous ses habitants de cette France plurielle.

Slimane Tirera

Bordeaux
La Maison des Potes a 20 ans

VINGT ANS D.J QUE LES POTES DE BORDEAUX PRODIGUENT RENSEIGNEMENTS ET FORMATIONS DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS.

Le Boulevard des Potes de Bordeaux va f ter ses vingt ans cette ann e. Situ dans un quartier prioritaire de la politique de la ville Bordeaux, il rayonne sur l agglom ration bordelaise. Lutte contre les discriminations et le racisme, vis e d ducation populaire, sa mission est de renseigner autour de l acc s au droit, de l information pour l acquisition de la nationalit fran aise, entre autres.... C est aussi un lieu de rencontres culturelles, d expos de photos, de peintures, de sculpture... V ritable lieu de passage, il permet diff rents publics de se croiser : les habitu s, ceux qui viennent pour l artiste, ceux qui viennent par curiosit .

Bruno Bertrand, qui est en charge de la r alisation et de la mise jour du site internet et des ressources documentaires travaille galement sur plusieurs actions telles que les Ap ros d Origine Contr l e . A l initiative des Motiv s de Toulouse, un collectif de plusieurs associations s est r uni pour la troisi me dition en d cembre 2010 durant plusieurs jours de rencontre, d bats, moments conviviaux, changes, partage autour de la musique, diffusion de films.

L initiative de ce tour de France des associations affiliées à la Fédération Nationale des Maisons des Potes a t fort bien accueillie Bordeaux. C est un concept novateur qui permet un discours qu on n entend pas forc ment ailleurs. Et le fait que les marcheurs soient jeunes , rappelle Bruno Bertrand, est une bonne nouvelle. On voit qu ils ont envie de porter ces th mes, de les d fendre, ils font passer quelque chose, une conviction. Certes le d bat a tourné autour du financement des associations, un sujet pas facile pour la cinquantaine de jeunes qui taient dans l assistance. Les jeunes qui sont venus n ont peut- tre pas os prendre la parole car ils n taient pas en majorit num rique. En abordant ce th me, on entre dans des analyses techniques. Mais s ils ont peu particip , ils ont t int ress s.

Christine Chalier

BOULEVARD DES POTES

Directeur : Ahmed SERRAJ

Adresse : 29 rue Bergeret,
33 000 Bordeaux

T l phone : 05 56 31 94 62
05 56 31 20 28

Objectif de la structure : Promouvoir toute initiative qui revitalise le tissu social par l action associative, renforcer la solidarit et encourager les actions qui participent la d mocratie et la lutte contre toutes formes de discriminations.

Activit s : Lutte contre les discriminations, centre de formation, informations sur l acquisition de la nationalit fran aise et sur le droit des trangers, espace culturel, repas de quartier, aide aux initiatives de solidarit ...

Nombre d adh rents : 400

Nombre de b n voles : 200

Site internet :
http://www.boulevard-des-potes.org/

Creil

Une élue, des jeunes, et des sans-pap

L'.NERGIQUE MARINE BARBETTE PARLE VITE, TR»S VITE, ON LUI DIT SOUVENT MAIS «A NE CHANGE RIEN : ELLE EST MONT.E SUR DU 10 000 VOLTS. MAIS CE QUI L INT.RESSE, CE N EST PAS LES ..TINCELLES, C EST AGIR POUR LES JEUNES CREILLOIS.

Cette lue jeunesse depuis 2008 n est pas tr s politique l origine. C est un ami qui m a fait rencontrer le maire adjoint. Marine Barbette est connue pour a : j aime me battre pour mes id es. A 25 ans, cette ducatrice, tait la t te pendant 4 ans de l association Section H : danse hip-hop, slam, graff. Depuis l lection, elle se consacre fond cette jeunesse qu elle connait : il y a un gros potentiel Creil assure-t-elle, on ne peut pas laisser ces jeunes sans rien .
Ils ont organis Les Assises de la Jeunesse en juin 2009 . Pour recueillir la parole des jeunes, les d bats taient abordables assure-t-elle. On a parl emploi, transports... Ces assises ont abouti au CJC : le Conseil de la Jeunesse Creilloise, cr e par les jeunes eux-m mes le 19 mars 2010.
Un projet phare a mobilis 57 jeunes tous les dimanches pendant 4 heures tout l t de juin septembre . Objectif : le théâtre de La Faïence. Autour de l humoriste Patson, l nergique Marine Barbette et son quipe ont produit un gros show compos de com die, de danses bollywood, capo ra, coup - d call ... A noter qu avec Patson, le gros noyau est toujours en contact avec lui . Ce qu il avait fait Epinay, puis Creil, et bient t La Hay-aux-roses, a pour destination le z nith de Paris. Histoire suivre.
Pour l heure, l infatigable Marine Barbette se rappelle de la Tourn e de l Egalit organis e par la F d ration Nationale des Maisons des Potes. Avec l ancien pr sident Eric Mont s, et avec d autres lus de la ville, comme Eddy Beaubrun --- Marine Barbette a accueilli les marcheurs dans une salle de la mairie de Nogent sur Oise. La principale th matique abord e portait sur la situation des travailleurs sans-papiers. Aujourd hui, ils sont 67 sans-papiers toujours la bourse du travail... C est compliqu de les aider : a d pend du pr fet. En ce moment, ils vivent toujours dans des conditions de mis re .

dolpi

Hérouville Saint Clair

Défendre tout le monde

ELLE SAIT POURQUOI ELLE EST L . A FORCE DE CONVICTIONS ET D ENGAGEMENT, MOUNIA MET SA BELLE .NERGIE AU SERVICE DE LA TRANSMISSION ET DE LA TOL.RANCE.

Mounia Benkhadda, militante convaincue contre le racisme est sur tous les fronts. Permanente de SOS Racisme dans la Maison du Citoyen, et active partisane de la FNMP, elle travaille souvent avec un public jeune, l cole ou au lyc e. Elle-m me victime de discrimination dans son parcours professionnel, elle a alors d cid de mettre toutes ses forces dans la promotion pour l galit des chances. J avais postul en interne au poste que j avais contribu cr er et sur lequel j tais la seule sp cialiste dans la soci t . On ne m a m me pas fait l honneur d un entretien. Cela m a beaucoup affect e. Je n ai pas essay de me battre, je ne me suis pas d fendue. Ce qui m est arriv , il ne faut pas que a arrive d autres.
L ann e derni re, Mounia a contribu organiser des ateliers dans les coll ges, sur les gens du voyage. L t suivant, les Roms taient dans l actualité. Visionnage de films, création d un document intitul Approche de la r alit des gens du voyage, carnet de route, Mounia voulait surtout emmener les jeunes dans un camps pour rencontrer les gens du voyage. En parlant du village d insertion auquel elle s est adress e, elle raconte : Nous n avons pas pu car il fallait demander des autorisations administratives. Je n ai pas voulu jouer ce jeu-l . J ai pr f r ne pas y aller plut t que de prendre ces gens pour des animaux.
La soir e du d bat, qui s est d roul e en pr sence de deux lus, a beaucoup tourn autour du th me de la laÔit .
Tant qu on arrivera pas informer les gens, les discriminations continueront , poursuit Mounia. Je le vois par rapport aux appels que je re ois SOS. On demande aux gens d tre pareils. Nous sommes tous diff rents et nos diff rences ne se r sument pas une tenue. Je d fends tout et tout le monde. Une expo gay a t refus e sur la commune car les gens avaient peur que leurs enfants deviennent homo en allant la voir. Il faut montrer et expliquer. Nous avons tous les m mes droits. A la maison du citoyen, elle s att le justement l organisation d un forum théâtre qui évoquera le racisme, le sexisme et l homophobie.

Christine Chalier

Créteil

« Trouver de nouvelles solutions à de vieux problèmes »

LORSQU IL ..VOQUE LA MAISON POUR TOUS DONT IL EST LE DIRECTEUR, REDA BOUDAOUD LAISSE PARLER SON COEUR, SES FRUSTRATIONS ET SES ESPOIRS.

« C'est une maison pour tous et une maison des jeunes et de la culture. On essaie de tenir cette promesse. Nous travaillons sur la citoyennet , la responsabilisation des jeunes, leur autonomie sur le vecteur des activit s associatives. On essaie de faire en sorte qu ils soient impliqu s dans leurs activit s extra-scolaires, qu ils aient envie de faire et qu ils aient le go t de l effort.

L ambiance g n rale, au niveau national, est la d motivation. On est l avec des pansements alors qu il faudrait une unit de chirurgie lourde. Or plus que jamais, il faut penser au changement plut t que changer de pansements , comme le dit un haut fonctionnaire qui s occupe des politiques de la jeunesse. Lui fait le maximum mais ça ne suffit jamais.

Qu on fasse plus de place aux jeunes en mati re d emploi, de formation, de tout... Il faut avant tout changer les mentalit s car a s aggrave. Je n ai pas le droit d appeler la r volution mais il faudrait que les responsables se rendent compte. La d tresse, on la voit car nous y sommes confront s tous les jours. A Cr teil, ce n est pas dramatique, la ville fait le maximum. Mais on sait que ce n est pas le cas partout. Il faut de l emploi, de la formation, un message d espoir, des mod les positifs avant que la banlieue br le, qu on n en arrive ce qui se passe dans les pays arabes. Car les gens ne disent rien et apr s a part en choucroute. Il faudrait une grande campagne pour remettre les valeurs morales et universelles au go t du jour, telles que la solidarit , la fraternit , faire de la place aux jeunes, du partage.

Nous sommes des sentinelles de la soci t . On voit ce qui se passe : des gamins de 12 ans qui deviennent violents, des filles de 16 ans qui pensent tre des femmes parce qu elles ont un peu de poitrine. Tous les jours on entend un langage ordurier, des discours intol rants. Tout part en vrille. Tellement qu'on finit par s'habituer alors qu'on devrait s indigner. Tous les jours il y a des familles qui sont mises la porte, des gens qui perdent leur travail et se retrouvent au ch mage. Il faudrait des moyens suppl mentaires qui nous permettraient de dire : On va trouver de nouvelles solutions de vieux probl mes .

Propos recueillis par Christine Chalier

MAISON POUR TOUS DE LA HAYE AUX MOINES

Structure de proximit
RDV de la solidarit

Directeur : Reda Boudaoud

Adresse : 4 all e Georges Braque, 94000 CRETEIL

T l phone : 01 48 99 10 78

Nombre d adh rents : 450

Nombre de b n voles : 15

Objectif de la structure : P renniser et d velopper le dialogue avec les jeunes, l accueil des jeunes privil giant l accompagnement et la r alisation de projets, informations pratiques, service aux familles, valoriser les habitants et l image des quartiers, valoriser la citoyennet , la lutte contre les violences et le rapprochement des institutions et des habitants.

Activit s : Stages de chant, théâtre improvisation, organisation de concerts, ateliers cirque, audiovisuel, photographie, arts plastiques et cr ation.

Saint-Herblain

Une Maison des Arts à la pointe de la lutte contre les inégalités

FORTE D UNE CHARTE DE LA DIVERSIT..DONT ELLE S EST DOT.E EN 2007, LA VILLE DE SAINT-HERBLAIN MILITE POUR FAVORISER LA MIXIT..ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS. LA MAISON DES ARTS QUI VIENT DE S OUVRIR DANS UN QUARTIER SENSIBLE PARTICIPE DE CETTE LUTTE.

Ce n est pas sans un brin de nostalgie que Saadane Chahitelma, charg de mission pour la lutte contre les discriminations et l galit des chances de la ville de Saint-Herblain, a accueilli nos jeunes marcheurs en

d cembre dernier. Car ce n est pas ce v t ran de la Marche pour l Egalit , et historique de la F d que l on va apprendre marcher. Certaines revendications port es par les marcheurs ont pu sembler utopiques. Mais il faut tre utopique ! , proclame-t-il. J ai retrouv des dol ances que nous avions nous-m mes port es en 1983. Malheureusement, elles sont encore d actualit aujourd hui, les choses n avancent pas.

La journ e a d but par une intervention aupr s des l ves d un lyc e professionnel sur les discriminations à l'emploi et la difficulté d'en trouver. Juste avant un passage oblig la Maison des Arts. Flambant neuf, le bâtiment a coûté 14 millions d'euros et compte d j une cole de musique, des ateliers de chant, de théâtre, des activit s municipales ouvertes aux habitants des quartiers en priorit . Il y aura terme pleins d activit s. C est quelque chose de formidable. Les femmes aussi vont pouvoir s investir, notamment les femmes d origine maghr bine. Elles vont pouvoir participer des ateliers d alphab tisation, des cours de fran ais. Nous allons les faire sortir de chez elles.

Christine Chalier

Toulouse

Se rassembler pour exister

CR.ER DU LIEN SOCIAL, IMPLIQUER DES POPULATIONS D.LAISS.ES PAR LES POUVOIRS PUBLICS, C EST LE BUT QUE C EST FIX..L ASSOCIATION PARTAGE FAOURETTE.

Partage Faourette est une maison des ch meurs et un centre social associatif. Elle offre un espace public d accueil, d change et de services au sein de plusieurs quartiers du Grand Mirail Toulouse. Son objectif est d accueillir, informer et orienter concr tement les populations qui y font appel, vers un dispositif d acc s au droit commun de toute personne en situation de ch mage et de pr carit .
Sous l impulsion de son directeur, Bernard Baubil, de nombreuses dynamiques collectives sont d velopp es. Des marches participatives, des jardins familiaux, un salon de th , visent am liorer les relations sociales au sein du quartier et avec d autres quartiers de la ville de Toulouse.
L association g re galement des collectifs autour de l interculturalit concernant l galit des droits des femmes, la lutte contre les discriminations subies par les personnes d origine trang res, parmi lesquels un collectif cuisine du monde, organis par des femmes d origines culturelles diff rentes.
Le passage des marcheurs Toulouse a t l occasion d voquer les difficultés rencontrées par les gens d origine trang re. Cependant, Bernard Baubil souligne que certaines personnes parmi le public relativisaient en disant que la discrimination l emploi est subie par tous et que le ch mage des jeunes est tr s important. » Un fléau qui touche toute une frange de la population.

Christine Chalier

PARTAGE FAOURETTE

Maison des ch meurs. Lieu d accueil et de convivialit

Directeur : Bernard Baubil

Adresse : 13 rue de l Ukraine,
31000 Toulouse

T l phone : 05 61 41 61 42

Email : partage-faourette@wanadoo.fr

Objectif de la structure : vie sociale et citoyennet

Activit s : salles caf et journaux, repas/d bats tous les jeudis midi, ateliers, salon de th , jardins familiaux et associatifs avec une agora, soutien la souffrance psychosociale, groupes de parole soutien la parentalit , collectifs femmes, interculturel, habitat, recherche d emploi et de formation, garage associatif, aide juridique et acc s au droit, insertion sociale, accompagnement individuel, sorties culturelles...

Site internet :
//asso.partage-faourette.pagesperso-orange.fr/

Rennes Créer du réseau

ANCIEN CHEF D ENTREPRISE, MUSTAPHA LAABID EN CONNAŒ UN RAYON SUR LE RECRUTEMENT ET L ACCUEIL DES JEUNES DANS UN EMPLOI. AVEC SON ASSOCIATION INTERMEDE, IL A CHOISI DE METTRE SES COMP. .IENCES AU SERVICE DU PLUS GRAND NOMBRE.

« L'association est n e en 2005, suite aux v nements qui ont secou la France et les banlieues et qui ont commenc Villiers-le-Bel. Sur Rennes, nous n avons eu rien de comparable ce qui s est pass en région parisienne, mais suffisamment pour que les lus se mobilisent. Avec trois coll - gues, on s est mont en association.

Lorsqu on a commenc s impliquer, le leitmotiv c tait toujours l emploi. Les jeunes disaient que s ils avaient un emploi, les incivilit s cesseraient, car on travaille quand on a un boulot la hauteur. Nous avons obtenu un emploi adulte relais et la premi re ann e nous avons re u entre 700 et 800 jeunes en accueil informel. La grande majorit du public avait moins de 26 ans. D s la deuxi me année, la moyenne d'âge a augmenté car les mamans ont commenc passer aussi.

SOS Stage est une id e creuser qui pourrait avoir tr s vite des r sultats. Il y a toujours des jeunes qui restent sur le carreau ou qui se retrouvent faire de faux stages dans l picerie du quartier alors qu ils sont en marketing. Quand on cherche un stage en marketing, qu on habite en HLM, le r seau est inexistant. Les jeunes s autodissuadent eux-m mes, ils ne connaissent pas les entreprises. Les entreprises disent que les CV n arrivent pas jusqu eux. S il y avait un site internet o ils pourraient changer, ce serait bien.

Propos recueillis par Christine Chalier

COLLECTIF INTERMEDE
Lieu d information, d changes, de rencontres et d accompagnement des citoyens.

Pr sident : Mustapha Laabid

Adresse : 15 place du Landrel, 35200 Rennes.

T l : 02 99 53 07 26

E-mail : mustapha.laabid@gmail.com

Nombre de b n voles : une vingtaine

Objectif de la structure : Conseiller, accompagner et d velopper des projets vis es d insertion conomique, sociale et solidaire, en s appuyant sur des concepts de citoyennet , de d mocratie participative, de d veloppement durable...

Aubervilliers

« Il faut entendre le mal-être des jeunes »

LE MONDE ASSOCIATIF, « A LE CONNAŒ V. .RITABLE FILS DE L . .DUCATION POPULAIRE, DIABY DOUCOUR. . A FAIT DE L OMJA UN ACTEUR DE TERRAIN INCONTOURNABLE AUBERVILLIERS.

« L'OMJA existe depuis 61 ans , explique Diaby Doucour , directeur de l OMJA. Il a t cr en 1949. La volont de l ancienne municipalit tait d organiser les loisirs de la jeunesse. Aujourd hui, nous sommes une association d ducation populaire. Nous intervenons dans le domaine de la r ussite ducative, dans l ducation pour tous. Nous effectuons une recherche active de participation des jeunes en visant l autonomie.

Le monde associatif, je l ai connu 14-15 ans. Vers 15-16 ans, j ai contribu cr er un collectif de jeunes Pantin. J ai int gr l OMJA en tant qu animateur, j avais 22 ans. J en ai 33 aujourd hui. J ai gravi tous les chelons. Du BAFA jusqu a une licence-master en sciences de l animation J ai toujours t attir par le c t social et le fait qu on puisse parler des quartiers d une autre fa on. Je ne l ai pas fait par d faut.

Aujourd hui, le constat c est de dire : les jeunes sont fatalistes . Eux-m mes disent : «notre destin c'est de finir où on veut nous emmener, dans notre cit e ... Aujourd hui, ils sont plus dans le constat. C est normal car la parole se lib re. Ils vont peut- tre d passer ce stade pour passer aux propositions. Il faut d j entendre leur mal- tre. Maintenant il faut passer la vitesse sup rieure parce que si on se voit dans cinq ans, ce sera le m me discours. C est pour cela que nous voulons nous engager aupr s de la F d .

Propos recueillis par Christine Chalier

OMJA (Office municipal de la jeunesse d Aubervilliers)

Directeur : Diaby Doucour

Adresse : 61 rue de la Commune de Paris, 93300 Aubervilliers

T l: 01.48.33.87.80

Objectif de la structure : Intervenir dans les domaines des loisirs, de l ducation, de la pr vention, favorise la formation et l expression des jeunes citoyens.

Activit s : Espace multim dia, studio d enregistrement, maisons des jeunes, ateliers d aides aux devoirs, organisation de s jours de vacances et le Festival Villes des Musiques du Monde.

Narbonne
La Maison des Potes se donne les moyens

LA MAISON DES POTES DE NARBONNE A FAIT DE L EMPLOI DES JEUNES LE FER DE LANCE DE SON COMBAT CONTRE LES DISCRIMINATIONS.

MAISON DES POTES DE NARBONNE

Adresse : 5, rue Baudin, 11100 Narbonne

T l phone : 04 68 65 10 55

E-mail : maisondespotes11@wanadoo.fr

Date de cr ation : 1992

Nombre d adh rents : 170

Nombre de b n voles : une soixantaine

Objectif de la structure : Lutte contre les discriminations et la promotion de l acc s au droit pour tous. Espace d change, de rencontre, d expression, de promotion de la mixit culturelle et sociale.

Activit s : Echange des comp tences en cuisine, arts plastiques, musique, histoire, philosophie, math matiques, m canique, m decine, droit, r cits de vie...

Site internet : http://www.wmaker.net/maisondespotes/

Animatrice information jeunesse la Maison des Potes, Zoubida Chalkha s occupe du PIJ install l int rieur de la Maison des Potes de Narbonne. Chaque jour, le Point information Jeunesse y propose un accueil individuel et collectif. Les projets qui y sont d velopp s sont li s l insertion professionnelle. La Maison des Potes de Narbonne travaille actuellement vers les jeunes dipl m s Bac+2 qui ne trouvent pas d emploi.

D emploi, il a beaucoup t question le soir du passage des marcheurs de la F d Narbonne. Suite la pr sentation de SOS Stage, la Maison des Potes se mobilise pour d velopper cette plateforme dans les lyc es pro autour de Narbonne. On a pr sent le projet la r gion qui a t r ceptive , s enthousiasme Zoubida. Maintenant nous allons d marcher les lyc es professionnels et les entreprises. Cela r pond un besoin que l on conna t Narbonne, une ville o il y a peu de structures, o les jeunes sont en stage tous en m me temps. Souvent ils prennent un stage par d faut ou obligation, ou ne trouvent pas de stage et ne valident pas leur dipl me.

Apr s tout reste affaire de moyens. Les moyens on les a demand s. On essaie de p renniser nos actions, d tre sur le long terme. Les moyens, il n y en a jamais assez, j ai envie de dire. Mais si l action r pond aux objectifs, il n y a pas de raison qu on n ait pas les moyens.

Christine Chalier

Paris On fait le Bilan

LE VENDREDI 17 D..CEMBRE 18H, AU CAF..CACH..DU 104, LA FNMP A RENDU COMPTE DES D..BATS QUI ONT ANIM..LES MOIS DE NOVEMBRE ET D..CEMBRE.

Depuis d but novembre, les Marcheurs pour l ..galit ont parcouru les quartiers populaires de l h xagone C est ainsi que Lucas, Olivia, Julien, Leila, Slimane, Maxime, Christine, Ahmed, Nadjib et Samuel ont recueilli la parole, les propositions de ceux qui, comme nous, portent un regard vivant et citoyen sur le quotidien dans les quartiers.

Le d bat de Paris a t l occasion de constater que dans toute la France, les habitants des quartiers populaires r - clament davantage de justice, de lutte contre les discriminations, de formations qualifiantes, de moyens en faveur de l ducation, du logement, de la culture, et des associations pour faire de l ..galit une r alit .

L heure des comptes a sonn , les acteurs associatifs des quartiers populaires ne veulent plus s en laisser conter... comme nous l avions constat le 4 juin dernier lors des rencontres nationales des Maisons des Potes au Stade de France.

Julien VanhÈe

FEMINISME

© Nadjib Sellali

Féminisme (def.):

Etymologie : du latin femina, femme. Le féminisme est une doctrine ou une attitude politique, philosophique et sociale, fondée sur l'égalité des sexes. Le féminisme a pour objectifs :la défense des intérêts des femmes dans la société,l'amélioration et l'extension de leurs droits,la fin de l'oppression et des discriminations dont les femmes sont victimes au quotidien, leur émancipation. La pensée féministe cherche, en particulier, l'amélioration du statut des femmes dans les sociétés ayant une tradition bâtie sur l'inégalité des sexes.

Nasrin Sotoudeh, avocate iranienne : 11 ans de prison

EMINENENTE AVOCATE D. .FENSEUR DES DROITS DE L HOMME ET M»RE DE DEUX ENFANTS, NASRIN SOTOUDEH RESTE L UN DES SYMBOLES DE LA FEMME IRANIENNE LIBRE, UN SYMBOLE DE PLUS QUI CROUPIS DANS LES GE LES D IRAN DIRIEZ VOUS

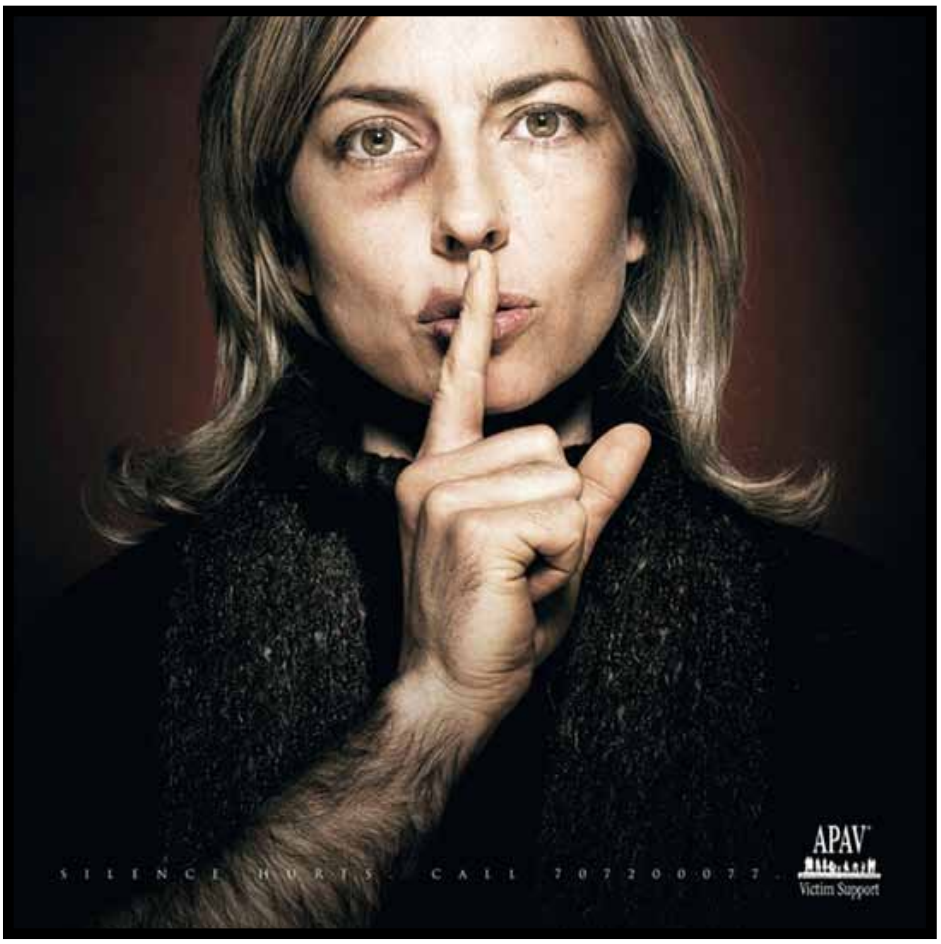
Une peine sans pr c dent laquelle vient d tre condamn e l avocate et militante iranienne des droits de l homme Nasrin Sotoudeh, Onze ans de prison et vingt ans d interdiction d exercer son m tier ainsi que de quitter l Iran. Voici la a indiqu son mari Reza Khandan l AFP le 10 janvier 2011. Celle qui est consid r e comme l une des plus minentes avocates du pays, a t reconnue coupable "d'actions contre la s curit nationale, propagande contre le r gime et appartenance au Centre des d fenseurs de droits de l Homme iranien, un groupe de d fense des droits de l Homme fond par le prix Nobel de la paix Shirin Ebadi. L avocate de 45 ans a 20 jours pour faire appel.Membre de la campagne "Un million de signaturesî , prix Simone de Beauvoir 2009, Nasrin Sotoudeh a toujours mis un point d honneur d fendre les dizaines de militants poursuivis par les autorit s iraniennes pour avoir souhait changer les lois discriminatoires envers les femmes et les veiller sur leurs vrais droits, sans pour autant remettre en cause la nature du R gime islamique, ce dont on accuse l avocate aujourd hui. En pleine lection pr sidentielle, Nasrin Sotoudeh a participé à la création de la "Coalition du mouvement des droits des femmes", profitant de la campagne présidentielle de 2009 pour sensibiliser les diff rents candidats sur les droits et demandes des femmes. Suite l intense r pression qui s est abattue sur l opposition, et en l absence du prix Nobel de la paix 2009 Shirin Ebadi, aujourd hui exil e Londres, c est Nasrin Sotoudeh qui a d cid de prendre en charge la défense de plusieurs activistes, figures politiques, journalistes et m me manifestants inconnus, incarc r s dans la prison politique d Evin de T h ran. Mais ce n est pas tout, l avocate s est aussi fait une sp cialit de d fendre les prisonniers condamn s mort pour des crimes commis avant l'âge de 18 ans, devenant notamment membre du Bureau des directeurs de la Soci t de d - fense des droits des enfants. L avocate, m re de deux enfants a t convoqu e le 4 septembre 2010 la prison d Evin de T h ran et n en est pas ressortie depuis. Le 8 septembre, son avocate Maitre Mina Jafari a confirmé que sa cliente avait t arr t e et d tenue en confinement solitaire pour"propagande et conspiration contre la s curit de l ..tatî . Nasrin Sotoudeh a entam depuis plusieurs grèves de la faim afin de d noncer sa situation, la derni re l ayant conduite tre hospitalis e en raison de la d t rioration de son tat de sant . Apr s les 19 ans et demi d'emprisonnement infligés au Blogfather iranien Hossein Derakhshan, ainsi que les 6 ans de prison et 20 ans d interdiction de réaliser des films prononcés contre le cinéaste Jafar Panahi, c est l une des plus illustres avocates du pays de recevoir son tour une condamnation record, symbole des derni res cibles en date du gouvernement iranien.

Nadjib Sellali

Maryse Lion-Lec

Adjointe au maire d'Amiens

Le 8 Mars, c'est tous les jours !



MARYSE LION-LEC EST ADJOINTE AU MAIRE D AMIENS SUR LES QUESTIONS DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET D .GALIT… DES DROITS. ELLE EST .GALEMENT ADMINISTRATRICE DE L OFFICE PUBLIC DE L HABITAT (OPH) D AMIENS. ELLE NOUS DONNE SA VISION DE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES.

Pote Pote : Quelles sont les actions entreprises sur Amiens pour agir contre les violences faites aux femmes?

Maryse Lion-Lec : Il existe un certain nombre d actions men s la fois par la mairie et par un certain nombre d associations. La ville a fait construire un certain nombre d appartements pour permettre aux femmes de sortir des violences. Certains sont par exemple g r s par des associations. Il en existe sur la Villenne. Nous avons actuellement un projet de maison relai sur Amiens, qui devrait ouvrir tr s prochainement pour aller plus loin, continuer sur cette lanc e. Sur le plan juridique, des permanences d avocats ont et continueront d avoir lieu gratuitement tous les jeudi la Maison pour l Egalit .

A l occasion de la journ e mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes du 25 novembre 2010, la ville a organis un certain nombre d actions de pr vention et de sensibilisation dans les lyc es et internats de l agglom ration ami noise. Nous avons fait intervenir les policiers municipaux et de nombreuses associations f ministes. Les policiers se sont occup s de la partie juridique, ils ont parl de la n cessit de porter plainte et de ne pas se taire en tant que t - moin. Les associations pr sentes ont organis des s ances de th atre-forum dont le but tait de casser la banalisation des violences faites aux femmes et d'en finir avec les idées re- ues du genre : si elle se fait frapper, c est qu elle le veut bien.

P P: Que pensez-vous de notre proposition de cr er un centre d accueil d di aux femmes victimes de violences dans chaque agglom ration de plus de 30.000 habitants?

M.L.-L.: Je pense que c est une excellente proposition pour lutter contre les violences faites aux femmes. Vous savez, je pense que la journ e du 8 mars, cela devrait tre tous les jours et que tout outil pour lutter contre les violences est bon prendre. Toute l quipe municipale est tr s engag e sur la question des violences faites aux femmes. Il s agit d une des priorit s du maire. Sur Amiens, nous avons un certain nombre de centres d accueil, dont certains, uniquement pour les femmes. Au-del de l h bergement d urgence, nous avons galement pour but de leur permettre de trouver des logements pour qu elles puissent se reconstruire. Pour ces femmes, retrouver un logement autre qu un logement d urgence ou associatif, surtout quand elles ont des enfants peut s av rer tre un v ritable parcours du combattant. En tant qu administrative de l OPH d Amiens, j appuie leurs demandes d appartements en HLM. En plus de leur permettre de refaire leur vie, cela permet de lib rer des places en logements provisoires qui serviront sortir d autres femmes des violences qu elles subissent.

Propos recueillis par Lucas Dufour

Enjeux, Morale et Uterus

LE 13 D.CEMBRE DERNIER ..TAIT LANC..PAR ELISABETH BADINTER UN APPEL INTITUL... GESTATION POUR AUTRUI : UN CADRE CONTRE LES D.RIVES . UN APPEL QUI PREND POSITION POUR L AUTORISATION ENCADR.E DE LA GESTATION POUR AUTRUI (GPA) (COMPRENDRE LES M»RES PORTEUSES). ECLAIRAGE.

La GPA est utilis e surtout en cas d infertilit f minine (absence ou malformation d ut rus). La m re porteuse porte l enfant d un couple qui a fourni ses embryons. Il n y a donc pas de lien biologique entre la porteuse et l enfant. Elle est aussi utilis e par des couples homosexuels d sirant avoir un enfant, c est le cas d un couple gay belge, Laurent Ghilain et Peter Meurrens, qui essaient depuis plus de 2 ans d'obtenir un passeport pour leur fils, Samuel, con u par GPA en Ukraine. (photo)
Certains pays ont l gif r sur la pratique de la GPA avec plus ou moins de diff rences dans l encadrement des pratiques. Dans l tat de New York (USA), une loi a t sign e qui permet uniquement une indemnisation de la m re porteuse. Des lois similaires ont t vot es dans d autres pays
De quoi contenter les d nonciateurs (trices) d une marchandisation du corps f minin ?
Elle est aujourd hui interdite en France avec l article 16-7 du Code civil qui dispose que : Toute convention portant sur la procr ation ou la gestation pour le compte d autrui est nulle . Pour contourner cette loi, certains couples font appel une m re porteuse dans un pays l autorisant.
L appel d E. Badinter conclue sur ces mots : Au XXIe si cle, la fondation d une famille est l expression d une volont , c est dire de la conjonction d une libert individuelle et d un projet partag . La venue au monde d un enfant r sulte de cette libert et de ce projet. Encadrer la gestation pour autrui, c est reconna tre que cette libert et ce projet ne s arr tent pas aux fronti res biologiques. Des parents, des g niteurs, une gestatrice peuvent permettre, ensemble, la venue au monde d un enfant. Il revient la soci t de fixer le cadre nécessaire à la protection de cette libert .
A d battre

Julien VanhÈe

Femmes du Mali et d'ici

DES MALIENNES DE FRANCE ET DU MALI SE PARLENT ET SE RACONTENT TRAVERS DES LETTRES FILM.ES.

Une fille écrit à sa mère, une autre parle de sa condition de working-girl au bas des tours de La D fense, une autre encore annonce son p re qu elle va r aliser son r ve, ouvrir une cole. Des trottoirs de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, au march de Kayes au Mali, toutes parlent de leur vie. Toutes parlent la premi re personne et s adressent quelqu un, familier, proche, parent d c d ou ami imagin . Seule contrainte, se raconter travers le travail.

Une femme assise dans un square, parle de dos. Je travaille de 6h00 22h00 chez trois personnes par jour. Les coupures sont trop courtes pour rentrer chez moi. Je vis comme toute citoyenne fran aise. Pourtant depuis cinq ans, mon titre de s jour n a pas t renouvel . Je ne peux pas retourner au Mali. Depuis cinq ans, je n ai pas vu mes enfants. Mon coeur saigne.
Des bruissements de tissus. Une jeune fille se regarde dans le miroir et arrange le costume traditionnel quel porte. Elle parle sa m re, rentr e au Mali quand elle avait onze ans. J ai choisi de faire passer ma vision du bonheur avant la tienne. J ai choisi de me d tacher de toi.

Qualit de parole

Cette qualit de parole est le fruit d un travail en atelier. Elles sont toutes co-auteures du film et auteures de leur lettre , insiste Laurence Petit-Jouvet, la r alisatrice. J ai fait tr s attention leur laisser toute la place. Il tait tr s important d tre extr mement l coute. A tel point que l une des jeunes femmes filmées à Montreuil a avou la r alisatrice avoir r ussi dire et se dire des choses qu elle ne dit jamais.

Christine Chalier

Correspondances
sur les crans depuis le 2 mars.

LAÏCITÉ

"La chrétienté nous a laissé un magnifique héritage, je suis le président d'une République laïque, mais je peux dire cela parce que c'est la vérité, je ne fais pas du prosélytisme"

Nicolas Sarkozy,
au Puy le 3 mars 2011

Laïcité (def.) :
Etymologie : du grec laikos : peuple. Dans le langage chrétien, un laïc était au Moyen Age un "baptisé" qui n'appartenait pas au clergé. De nos jours, c'est une personne chargée de fonctions qui étaient autrefois dévolues au clergé, dans une institution catholique. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, sous la IIIe République, la laïcité est devenue une conception de l'organisation de la société visant à la neutralité réciproque des pouvoirs spirituels et religieux par rapport aux pouvoirs politiques, civils, administratifs. Le but était de lutter contre le cléricalisme, c'est-à-dire l'influence des clergés et des mouvements ou partis religieux sur les affaires publiques.

Islam et laïcité : un débat destructeur

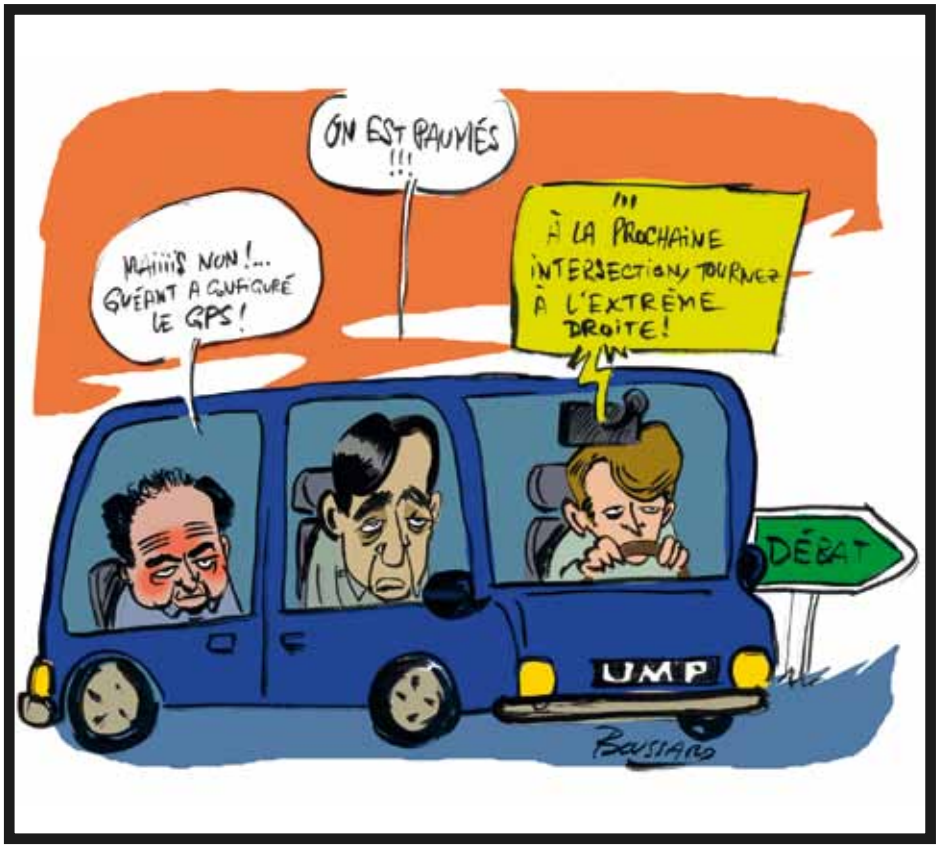
KHALID HAMDANI, ANCIEN MEMBRE DU HAUT CONSEIL L INT. GRATION, D. NONCE UN D. BAT SUR LA LA CIT… QUI VISE EN R. CLAMER UNIQUEMENT POUR L ISLAM, DONC CONTRE LES FRAN« AIS MUSULMANS, UNE APPLICATION RIGIDE, POINTILLEUSE, LITT. RALE .

Au cours de la phase pr paratoire la loi du 15 mars 2004 relative au port de signes religieux ostensibles l cole, j ai t auditionn l Assembl e nationale en tant que membre du Haut conseil l int gration. A mon arriv e, j ai demand un huissier o se trouvait la salle d audition sur la th matique du port de signes religieux ostensibles l cole. Avec courtoisie il rectifia: «vous cherchez la salle de l'audition sur le foulard islamique, veuillez me suivre et, fort civilement, il m y conduisit. Cette anecdote illustre la stigmatisation dont vont n cessairement faire l objet dans les prochaines semaines et dans les prochains mois les Fran ais de confession ou de culture musulmane. En homme de bons sens, cet huissier, comme la majorit des Fran ais, a retenu que le d bat portait sur l interdiction du foulard islamique . Les m mes causes produiront les m mes effets. N oublions pas que le d bat avort sur l identit nationale a laiss des traces n gatives dans les esprits et des blessures dans les c urs. Les dirigeants parisiens de l UMP s appr tent ouvrir une nouvelle bo te de Pandore, beaucoup plus explosive cette fois-ci, surtout dans le contexte national et international actuel.

Comment le d bat sur l islam a-t-il pu tre maintenu, m me affubl d un faux nez et rebaptis d bat sur la laÎit , alors que le monde arabo musulman est en pleine r volution d mocratique, alors que les peuples arabes se r voltent au nom des principes et des valeurs du si cle des Lumi res?

Persister, et maintenir le d bat sur l islam en France, c est jouer encore une fois aux apprentis sorciers. Des passions bien plus extr mes que celles dont nous f mes les t moins agac s lors du d bat sur l identit nationale risquent de se d cha ner, de nourrir le ressentiment, de cr er la division et de produire la haine. Du reste ce d bat inutile, anachronique et dangereux, a d j commenc de la pire des fa ons avec les propos outranciers de la d - put e UMP Chantal Brunel.

Un tel d bat va n cessairement tre focalis sur les musulmans et, par amalgames successifs, sur les Arabes . Il renforcera la suspicion n e du d - bat pr c dent et sera, la veille des lections pr sidentielles, destructeur tant sur le plan de la coh sion que du rassemblement de notre pays. Sur le plan international, il donnera encore une fois une image n gative de notre d mocratie et risque d tre contre productif pour les int r ts conomiques de nos grandes entreprises pr sentes dans le monde arabe et musulman. Electoralement, il profitera à l'extrême droite et elle seule. Les int gristes de droite pourront affirmer brutalement ce que sugg rent, volontairement ou involontairement, les promoteurs de ce d bat, savoir qu il y a les vrais Fran ais d un c t et les faux Fran- ais de l autre. Chacun se fera sa petite id e sur ces deux cat gories de Fran ais. Dans cet affrontement, qui est le contraire m me d un d bat, ces deux cat gories se r duiront des choses simples. D un c t ceux qui sont Blancs, europ ens et de pr f - rence catholiques; puis de l autre, les Autres, tous les Autres.



Tout cela pr terait sourire si les v - nements n taient pas graves et l heure aux d cisions importantes prises par des femmes et des hommes d Etat d - vou s au bien commun. Alors que le monde change sous nos yeux, nos responsables politiques ont mieux faire que de nous inviter d battre d islam et de laïcité . Ils ne se grandissent pas courir apr s les extr mistes sans jamais pouvoir les rattraper ni sur sur le terrain de la x nophobie, ni sur celui du chauvinisme frileux.

Au sein m me de l actuelle majorit , de nombreuses voix s l vent contre ce d bat. Christine Boutin, qui pr side le Parti chrétien-démocrate, le qualifie de dangereux et souligne qu il y a des processions chr tiennes dans les rues en France . D autres personnalit s de droite tels Alain Jupp , Dominique de Villepin, Rachida Dati ou Patrick Devedjian ont exprim bien plus que des r serves.
Les Fran ais de sensibilit arabo-musulmane, croyants ou pas, vivent un formidable moment. Ils sont fiers de constater que la d mocratie se r pand dans le monde arabe et que le suppos danger islamiste n tait qu un pr texte commode pour maintenir des dictatures favorables aux int r ts de l Occident. Ils se sentent pleinement Fran ais et ne voient gu re ce qui peut sortir de bon du d bat qu on leur impose. Hormis celles et ceux qui ne veulent pas voir, toute personne de bonne foi constate que l application de la laïcité en France est stricte en th orie mais souple en pratique. R clamer uniquement pour l islam, donc contre les Fran ais musulmans, une application rigide, pointilleuse, litt rale de la laïcité , sans aucun accommodement, sans aucune d rogation serait injuste voire g n rateur de troubles et de d - sordres.

En effet, comment un citoyen ath e, ou ayant une confession autre que catholique, s il habite dans un centre ville proximit d une cath drale, peut-il continuer accepter sans r agir que les cloches sonnent tous les dimanches sans que rien ne soit fait pour faire cesser cette intrusion sonore et ostentatoire de la religion dans l espace public? Comment accepter les processions qui se d roulent sous les yeux des badauds, les manifestations caract re religieux sur la voie publique Lourdes, les d bordements du mardi gras, les messes fun bres retransmises par haut parleurs l ext rieur des glises en pr sence des autorit s etc...

Attention, cette fois-ci, les musulmans de France et tous les r publicains laïques et coh rents pourraient constituer une sorte de front commun. Ils pourraient exiger l application rigoureuse de la laïcité tous et sur l ensemble des territoires de la R publique. Ils pourraient exiger que toutes les religions soient trait es de la m me fa on sans arrangements ni d rogations. Peu importe alors que les racines de la France soient chr tiennes ou païennes, grecques ou romaines, ce qui compte c est que la R publique laïque ne pratique plus le deux poids et deux mesures.

A ce petit jeu, l UMP arroseur risque fort d tre arros . Imagions que l UMP voit clore en son sein un Parti musulman-d mocrate associ sur le m me mod le que celui pr sid par Christine Boutin, avec des statuts analogues. Qui oserait interdire cette expression de la libert d opinion et au nom de quoi? Il y aura bien une association de r publicains laïques pour r clamer que la loi de 1905 s applique partout en France y compris en Alsace-Moselle. On pourrait continuer grener le chapelet des manquements une application stricte de la loi de 1905 que l on veut appliquer sans nuance aucune mais aux seuls musulmans.

Il est temps de regarder la r alit en face. La France est d sormais un banal pays europ en, membre de l Otan, tributaire des d cisions conomiques et mon taires allemandes, inquiet sur son identit , divis sur les r formes, dirig par des lites d connect es du peuple, coup de ses anciennes colonies et zones d'influence, ayant du mal trouver sa place dans la mondialisation; bref, la France est en passe de ne plus tre une puissance moyenne . Est-ce le moment pour philosopher sur l islam et la laïcité ?

Enfin, si l'UMP ne veut rien entendre, il faudra tirer la sonnette d alarme du c t de nos grandes entreprises qui ont tout perdre avec la publicit n gative d un tel d bat. En effet nul besoin d tre grand clerc pour voir que les nouvelles classes dirigeantes issues des r volutions arabes auront c ur de d fendre les int r ts de leurs pays, de leurs peuples et non pas les int r ts priv s de leurs dirigeants qui ne seront plus jamais des amis de la France mais de simples partenaires.

Pour toutes ces raisons et pour d autres encore, renoncer ce d bat c est faire preuve de sens des responsabilit et de maturit politique. Une telle d cision m rite d tre prise, il en est encore temps.

Khalid Hamdani

Islam et laïcité

LA LA CIT..EST UN PRINCIPE DE LA R..PUBLIQUE. ELLE FAIT PARTIE DE L HISTOIRE DE LA FRANCE ET CONSTITUE LE FONDEMENT DE SES LOIS. L ISLAM EST-IL COMPATIBLE AVEC LA LA CIT..?

Seuls L Arabie Saoudite depuis le d but des ann es 30, l Iran depuis 1979, le Soudan et certains Etats majorit musulmane l int rieur des f d rations comme le Pakistan et le Nig ria, appliquent la charia. Les Maghr bins qui constituent la majorit musulmane en France sont familiaris s avec les institutions du droit positif.

Rappelons que le monde arabo-musulman a aussi t touch par la s cularisation d s le d but du XX me si cle. En 1925, Ali Abderaezek, th ologien gyptien du courant r formiste, avait d j publi L Islam et les fondements du pouvoir. C est la seule v ritable tude faite sur la laïcit et l Islam. Abderazek montre que non seulement un Musulman peut adh rer la laïcit , mais galement qu un Etat musulman peut adopter la laïcit sans se renier et sans aller l encontre des principes de l Islam. Il a d montr de l int rieur que Islam et laïcit sont compatibles. Les Musulmans doivent non seulement s approprier la laïcit mais ils doivent la d fendre car elle constitue une v ritable chance pour eux.

Les autorit s en France, dans une volont politique, doivent faciliter pour les Musulmans la pratique de leur culte, en mati re d acquisition de lieux et de visibilit , de pratiques rituelles comme f ter l Aïd, etc Mais l int gration de l Islam doit in luctablement passer par l organisation de ce culte et une réflexion de l'intérieur afin de d terminer le type de pratique compatible avec les lois de la R publique. Certes c est une n gociation avec les pouvoirs publics mais aussi un d bat interne l Islam en France.

Compte tenu des peurs, certes irrationnelles, que la pr sence de l Islam en Europe suscite par les temps qui courent, les Musulmans de France doivent faire preuve de l ouverture et de la souplesse que leur permet leur religion. C est le meilleur moyen de redorer l image de l Islam. Par exemple pour les mosqu es, les Musulmans peuvent se passer des minarets. C est dommage pour la France, car aux belles glises dont elle dispose, pouvait s ajouter de belles mosqu es et cela ne ferait qu enrichir son patrimoine architectural. Dans le monde arabo-musulman, plus de la moiti des mosqu es n ont pas de minaret; ce dernier sert seulement rep rer de loin la position de la mosqu e. Des questions comme le foulard de la femme musulmane et encore plus le voile int gral, me paraissent futiles, car elles ne font pas partie des obligations faites aux Musulmans. Ce sont des pratiques et des signes d inf riorit de la femme qui rel vent du Moyen- ge et qui n ont rien voir avec la religion. Je voulais aussi m arr ter sur la viande Hallal (viande provenant de la b te tu e selon le rite musulman) et qui constitue aussi un v ritable enjeu financier. Je suis surpris de constater que de plus en plus de Musulmans consid rent la viande non Hallal comme la viande de porc. Ils la refusent avec la m me nergie qu ils refusent le porc. Il s agit l d une v ritable d rive ! La viande de porc est un interdit sur lequel s accorde l ensemble des Musulmans alors que la viande non Hallal (except le porc) est l objet de discussion entre les Musulmans. Et quand on peut choisir, pourquoi opter pour l enfermement au d triment de l ouverture, car si on ne peut plus manger ensemble, c est la convivialit qui en prend un coup et c est un pas de plus vers le communautarisme ! Par ces quelques propositions, j appelle les Musulmans pr ter moins le flanc aux islamophobes.

Le financement des lieux de culte doit tre l objet de discussion avec les autorit s publiques pour trouver des solutions autres que le recours des financements étrangers. La loi de 1905 interdit aux autorités de financer ces lieux ou de salarier les imams, sauf pour les glises construites avant 1905, ce qui constitue une injustice, car aucun lieu de culte musulman n est construit avant cette ann e ! La pri re dans les rues, le vendredi midi, est due essentiellement l exiguïté de ces lieux de culte. Des n gociations doivent s ouvrir entre les Musulmans et les maires de ces communes pour tudier les possibilit s d augmenter cet espace.

Je termine sur la n cessit faite toutes les forces vives de la nation de lutter contre les discriminations et pour l galit des chances, car ce sont le racisme, l exclusion et l injustice qui constituent le terreau de l extr misme et l enfermement identitaire.

Hassan Amghar

1. Courant apparu en Egypte pendant la deuxi me moiti du XIX me si cle

MONDE

Géopolitique (def.):
Etymologie : du grec gé, la terre, et du mot politique. La géopolitique est l'étude de l'influence des facteurs géographiques, économiques et culturels sur la politique des Etats et sur les relations internationales.La géopolitique est apparue à la fin du XIXe siècle, notamment l'école allemande avec Friedrich Ratzel (1844-1904). Le terme géopolitique, quant à lui, a été utilisé pour la première fois par Rudolf Kjellén, professeur suédois de Science Politique/Géographie qui définit la géopolitique comme "la science de l'État comme organisme géographique ou comme entité dans l'espace : c'est-à-dire l'État comme pays, territoire, domaine ou, plus caractéristique, comme règne. Comme science politique elle observe fermement l'unité étatique et veut contribuer à la compréhension de la nature de l'État " (Stormakterna., 1905)

Algérie, L'art du possible.

Manifestation pour le Changement et la Democratie
12 f vrier 2011 - Alger

Gr ves dans les usines, des journalistes qui revendiquent plus de libert , des tudiants et lyc ens en mouvement qui s organisent en coordinations. Quelques semaines plus tard, sur provocations, des meutes clatent dans le mythique quartier populaire d'Alger, Bâb El Oued et s'étendent rapidement au reste du pays. Ces derni res durent plusieurs jours et voient s affronter jeunes et forces anti- meutes, l tat de si ge est d - cr t , l arm e sort des casernes et prend position plusieurs endroits de la capitale. La r pression est f roce, des centaines de morts, la torture est monnaie courante dans les commissariats officiels et non officiels.
Apr s plusieurs jours d un assourdissant silence de la part du pouvoir visible, la pr sidence, des r formes politiques sont promises qui verront le jour quelques mois plus tard.
Cela se passait en Alg rie en ..1988, avant le mouvement des tudiants Chinois de la place Tien An Men de Mai/Juin 89 et la chute du mur de Berlin à la fin de cette même année. Suite l arr t du processus lectoral et d mocratique en 1992, nous avons connu une guerre civile qui a fait 200 000 morts et des milliers de disparitions, deux mandats et demi pour un chef d Etat r gnant par le m pris et le bâton avec le nécessaire soutien des parrains de l arm e et des services de renseignements (le DRS). Toujours sous le regard, le silence et m me le soutien de la communaut internationale, au nom du sacro-saint argument de la lutte contre le terrorisme, qui n est rien d autre que la lutte contre la libert .
Plus de vingt ans plus tard, la faveur des luttes, insurrections et r volutions intervenues en Tunisie et en Egypte, des voix venues du Nord, se mettent imaginer, cr er des r volutions un peu partout o il y a un acc s internet en Afrique du Nord et dans le Monde Arabe. Aucune soci t ne peut sortir indemne de deux d cennies telles que celles v cues par les Alg riens ces vingt derni res ann es. La r pression de l opposition politique, syndicale et associative, les privations des libert s, la cr ation et l entretien de partis godillots dispatch s entre soutien au pouvoir et pseudo-opposants d mocrates et autres, une presse suppos e libre, une gangr ne nationale nomm e corruption. Bien s r, le tout sous le regard et le silence de qui ?!.
C est pour ces quelques raisons au moins que la contagion tunisienne et gyptienne, n cessaire, l gitime, de changement de r gime, ne peut intervenir en tout cas de manière pacifique dans l imm diat en Alg rie. Une soci - t fatigu e de violences, d o qu elles viennent, un pouvoir qui justement l utilise et l instrumentalise, une soci t qui aspire au changement, oui, mais par des voies pacifiques.

Emeutes au quotidien travers le pays, gr ves dans le monde du travail, dans les universit s, tentatives de marches de citoyens, sit-in revendications multiples et retour de meetings populaires dans la capitale . Un pouvoir qui peine se faire entendre, essayant de calmer cette rage par de multiples replâtrages économiques et sociaux tout en restant muet sur les r formes politiques de d mocratisation revendiqu es par tous.

Partis autonomes, syndicats autonomes, associations autonomes, collectifs autonomes, qui luttent et r sistent depuis des ann es, loin des cameras et des simples coups m diatiques de ces premi res semaines de 2011, ont en charge de se construire, de se renforcer, de convaincre, de donner un prolongement politique et organisationnel aux revendications d - mocratiques et sociales qui transpirent par tous les pores la soci t . Ce travail est de l ordre du possible. Il a d j commenc .

Hakim Addad

Ses doutes, ses peurs, ses espoirs...

BELKASMI SLIMANE EST MEMBRE FONDATEUR DU CLA, UN SYNDICAT DE L .DUCATION NATIONALE ALG. RIENNE. INTERVIEW AU C UR DU SI»GE DU PARTI TRAVAILLISTE, LA VEILLE DE LA MARCHE DU 12 F..VRIER QUI FUT INTERDITE PAR LES AUTORIT.S ET QUI MOBILISA PR.S DE 25 000 AGENTS DES FORCES DE L ORDRE.

Votre mouvement n a jamais t l galis , cela signifie-t-il que votre association syndicale n est pas reconnue par l Etat ?

Exactement. Il faut pr senter patte blanche pour pouvoir y pr tendre. En Alg rie tu peux parler, tu peux dire que t es pas d accord avec les prises de position de tes gouvernants. Mais le pouvoir n coute pas... Ce sont les m mes pratiques qui ont t utilis es en Tunisie, en Egypte et en cela nos Etats ont quelque chose de commun. Il y a un foss norme entre la population alg rienne et nos dirigeants, ce qui fait que nous avons le sentiment, voire le devoir de n gocier avec eux, comme nous pourrions n gocier avec une puissance trang re. D ailleurs en parlant de puissance trang re, ici, en Alg rie, les pouvoirs successifs ont r - guli rement jou de la th orie du complot manant de l tranger qui aurait pour but de d stabiliser le pays. Mais ceci n est que foutaise et les Alg riens en sont las. Regardez comment ont fini Ben Ali et Moubarak coup de discours sur ces th ories du complot ou de mains mise de l tranger . Ils sont tomb s un un...
Le Monde bouge, il volue, tous les pays sont en mouvement alors que nos pays stagnent et fonctionnent selon les us et coutumes d un r gime stalinien. On veut manipuler les masses alors que nous ne sommes plus si flexibles que cela. Je vous le dis en toute sinc rit , j avais perdu espoir en ce pays, je me suis retir du syndicalisme car c tait sans issue... On ne nous laissait pas le choix pour exprimer notre volont de changement : soit nous devions passer par la violence comme ce que nous imposait le FIS, soit nous r signer. Si je suis ici aujourd hui c est grâce à ce souffle nouveau venu de Tunisie et d Egypte qui nous a redonn espoir. Je viens de reprendre aujourd hui mes fonctions syndicales. Je compte mobiliser des gens parce que je fais confiance à ce peuple !

Pensez-vous qu un mouvement comme celui que conna t l Alg rie actuellement peut ouvrir sur un nouveau projet de soci t ?

Les jeunes sont conscients de ce qu il se passe dans ce pays, conscients de l enjeu que repr sente une telle mobilisation historique. Ils voient ce qu il se passe ailleurs, ils vivent une impatience qui sera difficile à faire taire. Savez vous que depuis deux ans l Alg rie vit aux rythme des meutes loin des cam ras trang res ? Saviez vous que les services secrets alg riens ont recens pr s de 9 000 meutes sur l ensemble du territoire alg rien ces deux derni res ann es ? Qui sont ces meutiers votre avis ? Ce sont nos jeunes, des gamins d une vingtaine d ann es.

Pensez-vous que la jeunesse alg - rienne est affranchie des horreurs de ces vingt derni res ann es ?

Je le pense sinc rement. Il y a deux ans de cela, il y a eu une mobilisation pacifiste comme rarement nous avons eu le plaisir d en voir en Alg rie. C tait un mouvement tudiant de masse qui demandait l all gement des programmes. Ils se sont organis s via internet et cela a rassembl un nombre important de jeunes. Il nous est paru vident qu en tant que profs, nous devions les suivre. Une d l gation a rencontr le Ministre et ils ont obtenu gain de cause.

L Alg rie est face un taux de ch - mage record des jeunes, la formation conna t un niveau abyssal. Quel est votre ressenti en tant que professeur de lyc e ?

Sachez que le second plus gros budget de l Etat est l Education juste derri re la Défense mais personne n'en profite. J ai t au minist re, j ai vu comment a se passe. Ce sont des groupes de mafieux (ministres, conseillers du ministère, fils et filles de...) qui s'accaparent les march s publics et qui gangr nent le syst me. Ici la corruption est partout ! Moi je suis n en 64. Je peux vous jurer que je ne me suis jamais senti libre dans ce pays. Je ne comprends pas pourquoi les Alg riens qui ont quitt ce pays ont pu merger vers d autres cieux alors que ceux qui restent sont clou s au sol... C est la question que tout le monde se pose ici.

Quel est le salaire moyen d un professeur en Alg rie ?

Entre 300 et 350 euros par mois et a reste largement insuffisant. Vous vous doutez bien qu ce prix-l nous ne pouvons subvenir nos besoins. Je travaille avec un jeune prof qui n est pas mari , qui n a pas d enfant, qui ne peux pas se projeter dans l avenir. Face aux l ves, il se sent totalement discr dit mat riellement et cela p se sur le corps enseignant. Qui nous donne les moyens d enseigner dignement ? Nos programmes n ont aucun contenu. Nous sommes oblig s de faire des copier coller des programmes trangers via internet pour monter nos cours... C est juste honteux et scandaleux !

Quelles sont vos v ux pour l avenir ?

Tant que ce syst me perdurera, je n aurai aucun espoir. Comment voulez-vous avoir confiance en un système qui fonctionne au jour le jour, qui n a aucun projet pour l avenir... Je ne peux avoir confiance qu'aux forces de changements, celles port es par une jeunesse gonflée d'audace et d'ambition. Je ne crois qu aux forces du changement manant du peuple et vu ce que le Maghreb conna t aujourd hui, je ne peux qu y croire !

Propos recueillis par Nadjib Sellali
Alger- 11 fÈvrier 2011.

L'Egypte ou la volonté d'un peuple ...

Moubarak a d gag . Le vendredi 11 f vrier 2011, le peuple gyptien, en particulier sa jeunesse, a r ussi imposer sa volont et a bris les verrous d un r gime vieux de trente ans. Des batailles se sont engag es, le sang a coul , un peuple a triomph . Cette r volution avait de nombreuses pr - mices. Depuis 2006, des manifestations et des petits soul vements ont eu lieu un peu partout dans la R publique gyptienne. Mais cela tait jusqu alors sans cons quences, on ne se doutait pas que cela tait les signes avant-coureurs d un cyclone qui n tait pas loin, pr t tout raser.

La mort du r gime a t d cid e par le peuple gyptien le 25 janvier, journ e du premier rassemblement dans tout le pays, mais le m decin l giste ne voulait pas l annoncer. Pendant dix-huit jours, le pouvoir a essay de sortir de cette crise et de gagner du temps mais la volont in branlable des manifestants a tenu face des tentatives d intimidation ignobles et r pugnantes. Ce peuple, donn pour mort cliniquement ou qui vivait dans le coma depuis pr s de trente ans, a ressuscit et a redonn un sens à la fierté égyptienne pluri-mil- l naire. Ceux qui subissaient l humiliation, la censure, la menace de dispa- ra tre du jour au lendemain sans savoir pourquoi, ont surpass leur peur et ont d cid de prendre leur destin en main. Cette r volution a r invent l union nationale : coptes et musulmans se sont entraid s pour mener l action jusqu au bout. Nous avons revu les images de la r volution de 1919, les Chr tiens et les Musulmans formant un front uni, soud face aux tyrans.

Maintenant, la fête est finie, place à la gueule de bois. Une d mocratie ne se construit pas du jour au lendemain. Une d mocratie est comme un arbuste qui pousse lentement, difficilement, sous la menace d un vent violent qui peut l arracher ou d un animal qui peut le d vorer. Mais le jour o il deviendra arbre, il r sistera aux pires des tem- p tes.

Moubarak a d gag , oui, mais apr s? Une Egypte faible dans cette r gion, c est dangereux. Il existe trop de menaces, trop de risques et trop d enjeux pour l avenir de cet Etat et de ses voisins. Faut-il rappeler que l Egypte est le seul pays arabe, avec la Jordanie, qui a sign un trait de paix avec Isra l ? Faut-il rappeler que les Fr res Musulmans sont la seule force d opposition organis e ? Certes ces derniers ont t pris de court par cette r volte populaire et ont essay de l int grer sans beaucoup de succ s, mais cette organisation reste puissante et influente.

Pour maintenir la stabilit de la r gion, l Egypte doit tre forte et se concentrer sur ses propres probl mes. Ch mage, pr carit , meilleure distribution des richesses et justice sociale sont autant de chantiers qui indiquent que la tâche est vaste. Or, le temps presse, la r gion peut s embraser en un clin d il et une attente grandissante de ce pays dont la jeunesse est majoritaire ne tardera pas presser le long processus de modernisation.

L Egypte aura besoin d aide pour se reconstruire, elle aura besoin de l aide de tous ses enfants l int rieur et l ext rieur du pays. Elle aura besoin du soutien des pays amis pour mettre en place des politiques de co-d velopp- ement entre le Nord et le Sud et les appliquer sans nuire la partie faible. Juste apr s l annonce du d part de Moubarak, je discutais avec des Egyptiens clandestins vivant en France qui me disaient : maintenant nous pouvons rentrer chez nous . Et si c tait l la meilleure solution pour lutter contre l immigration clandestine ? Miser sur les peuples qui veulent d velopper leur pays et ne pas miser sur des r gimes autoritaires qui crasaient et affamaient les leurs. A m diter pour 2012

Hussein El Ganainy

La Tunisie, le pays du soleil glaçant

Le monde a t pris de court et a regard bahi, un peuple reprendre son destin en main et reconqu rir sa dignit . Une r volution tunisienne. Ni islamique, ni militaire, ni id ologique.

PAR HEJER CHARF, CIN. ASTE CANADIENNE D ORIGINE TUNISIENNE.

« Ne ressent la br lure de la braise que celui qui marche dessus , dit un proverbe tunisien. La Tunisie tait le pays du soleil glacial et des plages lisses touffant les cris d un peuple meurtri. Une dictature b nie par les gouvernements occidentaux qui ont prescrit que toute terre arabo-musulmane est une zone incompatible avec la d mocratie et les libert s. Une menace islamiste pour la paix des civilisations avanc es.

De longues ann es d humiliation, de n potisme, de peurs innommables et un immol par la mis re ont donn la puissance de feu une jeunesse tunisienne r solue vivre la t te haute. Ils ont envahi les rues, brav les balles en criant La libert ou la mort . Le monde a t pris de court et a regard bahi, un peuple reprendre son destin en main et reconqu rir sa dignit . Une r volution tunisienne. Ni islamique, ni militaire, ni id ologique.

Une r volution qui appartient aux manifestants, ceux qui ont gueul D gage . Conscients de la force et de la vuln rabilit de leur acquis, les Tunisiens ne baissent pas la garde. Les protestations continuent pour rejeter le gouvernement provisoire qui porte l empreinte du g n ral Ben Ali et symbolise son ignominie. Lamin e par la r pression, la prison et la clandestinit , l opposition est actuellement incapable de gouverner. Face au vide politique, le pays a certes besoin d union nationale, d'une période transitoire pacifique et structur e. Mais jusqu o peut aller le compromis ?

Est-il possible d ignorer, de vite colmater le foss de sang et de larmes? Plusieurs ministres-cl de l ancien r gime sont encore en place, dont celui de l In-t rieur. Ce m me minist re baptis de la terreur j y ai go t aussi organisera les premi res lections d mocratiques de l Histoire de la Tunisie! Quand bien m me le gouvernement par int -rim clame son innocence, le symbole est lourd et la machine du pouvoir reste gangren e par cinquante ans de corruption lectorale, d autocratie. Les caciques du parti unique promettent soudainement promesse formul e par leur chef avant sa fuite Djeddah la transparence, la pluralit , l ouverture aux voix dissonantes. Ils exhibent leurs petites pattes blanches et ne daignent m me pas battre leur coulpe.

Les despotes ont la dent dure et le réflexe bien ancré: ils tournent le dos au Non massif que leur adresse le peuple et s accrochent au pouvoir, leurs mains propres englu es dans les fauteuils.

Les Tunisiens n ont plus peur. Ils sont d sormais LIBRES et ont rendez-vous avec leur Histoire. Le r fugi Zine el-Abidine Ben Ali et ses sbires sont la page sombre du pays que rien et personne ne pourraient blanchir.

Les paroles longtemps oubli es, de l hymne national r sonnent aujourd hui dans toute la Tunisie.

Lorsqu un jour, le peuple aspire vivre
Le destin se doit de r pondre !
Les t n bres se dissiperont !
Et les cha nes se briseront !

Najet Mizouni

Le monde arabe, avenir de l'Afrique ?

LE MONDE ARABE ET LES MYTHES DE L OCCIDENT

En deux mois et deux r volutions l occident a t confront des mythes qui ont la peau dure : le monde arabe, majoritairement musulman, n a pas moins d aspirations d mocratiques que les pays de la rive nord de la m diterran e. Les antagonismes entre Islam et d mocratie utilisés pour justifier l'aide fournie à des « régimes forts » ne r sistent plus l analyse. Plusieurs d cennies de pouvoir ont mis dos de ces Etats arm es et populations : h ritiers du nationalisme panarabe, forces de gauche, mouvances islamistes, jeunesses occidentalis es, m me les oppositions parlementaires, voire des membres de partis au pouvoir.
Les traditions occult es de mobilisations d mocratiques de ces jeunes Etats (1922 pour l Egypte et 1956 pour la Tunisie) ont donn tort aux intelligentsias proches des pouvoirs occidentaux qui n ont voulu y voir qu immaturit en d pit des trajectoires historiques : r formes de Kh r dine au XIXe si cle ou Destour (premi re Constitution du monde arabe) de 1861 en Tunisie, ou melting-pot gyptien qui conn t toutes les conqu tes m diterran ennes et toutes les r sistances.
Non anticip es, ces r volutions laissent l occident en proie aux doutes : doutes sur l absence de menace islamiste, sur la persistance de l h g monie am ricaine dans la r gion, l avenir de la politique migratoire europ enne d centralis e la rive sud de la m diterran e, ou la s curit d Isra l.
Chance unique de couper court la bipolarisation du monde issue de l effondrement du bloc sovi tique, dont le discours a peu peu oppos un vague bloc cens tre r trograde et abonn aux dictatures, le monde arabe, l occident, ces aspirations d mocratiques africaines et arabes peuvent enclencher un second mouvement de d colonisation du continent africain.

D..COLONISER L AFRIQUE UNE SECONDE FOIS

Bien que les arm es, sans lesquelles ces r volutions n auraient pas été possibles, aient bénéficié du soutien tacite des puissances trang res, se d barrasser de caciques tels Moubarak ou Ben Ali n tait pas acquis d avance. Ces mouvements vont l encontre de la pr f rence pour la stabilit qui anime la diplomatie arabe des pays europ ens et des Etats-Unis. D autant plus quand cette stabilit (synonyme de r gimes r pressifs) tait all grement soutenue par la France ou les Etats-Unis en raison de l troitesse des liens conomiques et diplomatiques entre ces pays.
De même la chute programmée d'un Kadhafi pourrait avoir un impact important sur les r gimes subsahariens. D s 1974 la Libye avait amorc un virage africain suite l avortement de la tentative d union avec l Egypte. En quelques mois la Libye avait implant 23 ambassades et une vingtaine de centres culturels en Afrique. Aujourd hui encore la Libye, par sa pr sence conomique (p trole, BTP..), culturelle (financement d'associations islamiques) ou le soutien politique des r gimes alli s (Tchad, Mauritanie, Burkina, etc.) p se dans la g opolitique continentale. L viction du Guide Libyen provoquerait coup s r des changements dans nombre de pays.
Jamais dans cette partie du monde depuis la fin de l'ère sovi tique la remise en cause des relations bilat rales n o-coloniales (la fran afrique) ou de l h g monie am ricaine ne s tait politiquement concr tis e de la sorte, en faisant tomber des chefs d Etat fortement marqu s par un tropisme occidental. Au-del du seul monde arabe, il s agit pour le continent africain d un pr c dent in dit porteur d espoir.

L AVENIR SERA COSMOPOLITE

En s rigeant en tombeurs d autocrates les peuples gyptiens et tunisiens fournissent un champ des possibles une jeunesse subsaharienne qui, n en avait pas connu depuis Thomas Sankara ou la r volution qui mit bas Moussa Traor au Mali en 1991. A l exception de l Afrique du Sud, qui s apparente cependant plut t une premi re d colonisation tardive . Ce champ des possibles -la prise en main des trajectoires nationales par des ressortissants nationaux d complex s- peut renforcer cette coh sion continentale alors m me qu en raison de la politique migratoire europ enne, jeunesses d Afriques noire et blanche sont appel es tudier dans les m mes universit s au Caire, Tunis, Casablanca ou Dakar.
Cette vague d aspirations d mocratiques, on le voit d ores et d j au Cameroun, au Gabon ou au S n gal, a fait (re) na tre le sentiment d appartenir une communaut de destins, renforc par les m dias modernes que sont internet et les r seaux sociaux, Al-Jazeera, mais aussi les langues de partage (arabe, français et anglais) ou les affinités religieuses entre nord et sud du Sahara. Le niveau d ducation des jeunes ch meurs de Sidi Bouzid n est pas pour rien dans l mergence de cette conscience globale, mais le d senclavement que nourrissent ces nouveaux changes, au-del du seul facteur ducation = prise de conscience de l oppression , permettent ces r volutions de r sonner plus au sud en Afrique. Paradoxe du projet panafricain d un Kadhafi jamais concrétisé.
Nul doute : on ne mesure pas encore les r percussions de cet hiver 2011. Il s agit n anmoins d une occasion unique d instaurer de nouveaux rapports de forces internationaux et de renforcer les libert s publiques et la souverainet du continent africain et du monde arabe face l occident.

Alexandre Foulon
Consultant en politiques publiques en Afrique

MEMOIRE

© Nadjib Sellali

"L'histoire n'est que l'effort désespéré des hommes pour donner corps aux plus clairvoyants de leurs rêves."

Albert Camus

Il n'y a pas de rêve qui ne marche pas

LE 28 AO T 1963, MARTIN LUTHER KING PRONONCE LE DISCOURS LE PLUS CONNU DU XX»ME SI»CLE. I HAVE A DREAM ! DEVIENT LE SYMBOLE DU MOUVEMENT DES DROITS CIVIQUES, SCAND… L ISSUE D UNE MARCHE PACIFISTE QUI EST L ABOUTISSEMENT D UN COMBAT R. ALIS..PAS PAS.

Depuis petit je sais : l humanit est encore quatre pattes. Gesticulant comme un b b , se tenant peine debout, retombant sur son derri re de temps en temps, voire tr s souvent. Mais un jour, car il y a des jours comme a, je l ai vue un instant se tenir debout, et faire quelques petits pas...

28 ao t 1963. La Marche vers Washington pour le travail et la Libert . Je m en souviens comme si je l avais v cue. Ce jour-là de fin d'été, dans la capitale fé- d rale des Etats-Unis, on a march du Washington Monument au Lincoln Memorial, de la s gr gation raciale jusqu au vote des Droits Civiques. Grâce à cette marche qui fut le point culminant du Mouvement des droits Civiques, l ann e d apr s, a t rendue ill gale toute forme de discrimination sur tout le territoire am ricain : la s - gr gation raciale dans les coles publiques, dans le monde du travail, et un salaire minimum pour les travailleurs a t assur ainsi qu une protection des activistes des droits civiques, entre autres. Le r ve d galit , qui s tait lev depuis plusieurs d cennies, a march jusqu devenir r alit . Mais, dans chacun de nos pas, ce jour-l , comment oublier les tapes franchies dans la douleur, un pas apr s l autre ?

D abord, dis-toi que c tait peine croyable. Il y a encore dix ans, qui pouvait concevoir m me l id e d tre aussi nombreux ici ? Aussi nombreux d ambuler c te c te, brandissant nos slogans, nos revendications galitaires, t en rends-tu compte : cette marche, on le savait d j , devenait le plus grand rassemblement Washington jusque lors ! Combien de fois on avait entendu les bons pensants nous rabacher c est pas possible, vous r vez... ? Aujourd hui, nous tions presque 300 000 individus ! Et dans cette foule, peut- tre seulement Asa Philip Randolph pouvait l avoir pr dit. C est lui qui a organis la Marche.

Dans les ann es 30, ce militant avait fond le premier syndicat Noir des Etats-Unis. La Brotherhood of Sleeping Car Potters avait m me, apr s deux ans de lutte, obtenu de la compagnie Pullman --- fabricant de locomotives, des accords en faveur de ses coll gues afro-am ricains. On tait en 1935. Mais l id e de marcher sur Washington , il en avait d j fait la menace en 1941. Le pr sident du New Deal avait d c d : Roosevelt signa le d cret Fair Employement Act qui mettait fin à la discrimination dont les Noirs taient victimes dans les usines d armement. Mais pour le syndicaliste, ce n'était pas suffisant. Alors, contre les lois d apartheid Jim Crow, en vigueur dans le sud des Etats-Unis, il forma un comit : la League for Non-Violent Civil Disobedience. En 1948, ce fut au tour du pr sident Truman de c der. Celui-l m me qui avait atomis Hiroshima et Nagasaki, dû décréter la fin de la sé- gr gation raciale dans l ensemble des forces arm es am ricaines. C tait un premier pas.

Dans cette longue Marche, nul ne pouvait l oublier : au d but d une lutte, on a tendance rassurer les compagnons en leur disant : ce n est pas la destination le plus important, mais bien le voyage . Puis, tape apr s tape, il nous faut comprendre que les seules choses irr alistes --- sont seulement celles qu on ne tente pas de r aliser jusqu au bout. Alors y croire, comprendre, se lever. Mais ne pas en rester l . Se relever. Avancer. Cheminer vers l espoir. En gardant sa dignit .

Cette victoire d Asa Philip Randolph obtenue dans la non-violence aurait plu aux penseurs Richarg Gregg et Henry David Thoreau dont s inspirent les leadeurs de la Marche. Les Big Six, comme on les appelle, m nent notre manifestation pacifiste. Aux côtés du syndicaliste, il y a Roy Wilkins de la NAACP, Witney Young de la National Urban League, John Lewis, pr sident de la Student Nonviolent Coordinating Committee, en gros : les leaders des principales organisations civiles du Mouvement des Droits Civiques dans le sillage de la pens e non-violente, comme l est Bayard Rustin, le principal organisateur de la Marche. Rustin est galement le conseiller sur la strat gie de lutte non-violente, aupr s de Martin Luther King.

dolpi

Retrouvez la suite de cet article sur www.poteapote.com

Des deux côtés des rives

CE TEXTE DE MOHAMMED BENCHAABANE EST EXTRAIT D UN RECUEIL DE PO.SIES ET R.CITS INTITUL... MA FEMME EST LE P»RE DE MES ENFANTS . CET OUVRAGE VEUT C.L.BRER LA M.MOIRE DES CHIBANIS (CHEVEUX BLANCS EN ARABE DIALECTAL). IMMIGR.S ALG.RIENS, ILS ONT CONSTRUIT LA FRANCE. AUJOURD HUI RETRAIT.S, ILS SONT REST.S ICI O ILS SOUFFRENT D UN MANQUE DE RECONNAISSANCE ET DE L INDIFF.RENCE DES POUVOIRS PUBLICS.

La vieillesse les a rendus visibles, venus apr s guerre
A la demande du patronat et du gouvernement,
Immigration organis e pour reconstruire la France.
Dans les mines, dans le bâtiment, déroulant les routes de goudron
Le corps secou jusqu aux entrailles
Par le marteau piqueur,
Et quand venait la nuit dans le bidonville, et plus tard
Dans les chambres du foyer qu ils ont construit,
Certains continuent entendre ce corps us qui r clame qu on s en occupe.
Toutes ces ann es
Des deux c t s des rives, j ai pris le nom
D immigr .

Je fais toujours l actualit , je suis pr sent dans les journaux, la t l vision, l assembl e du peuple, le pr sident de la R publique me cite souvent dans ses discours.

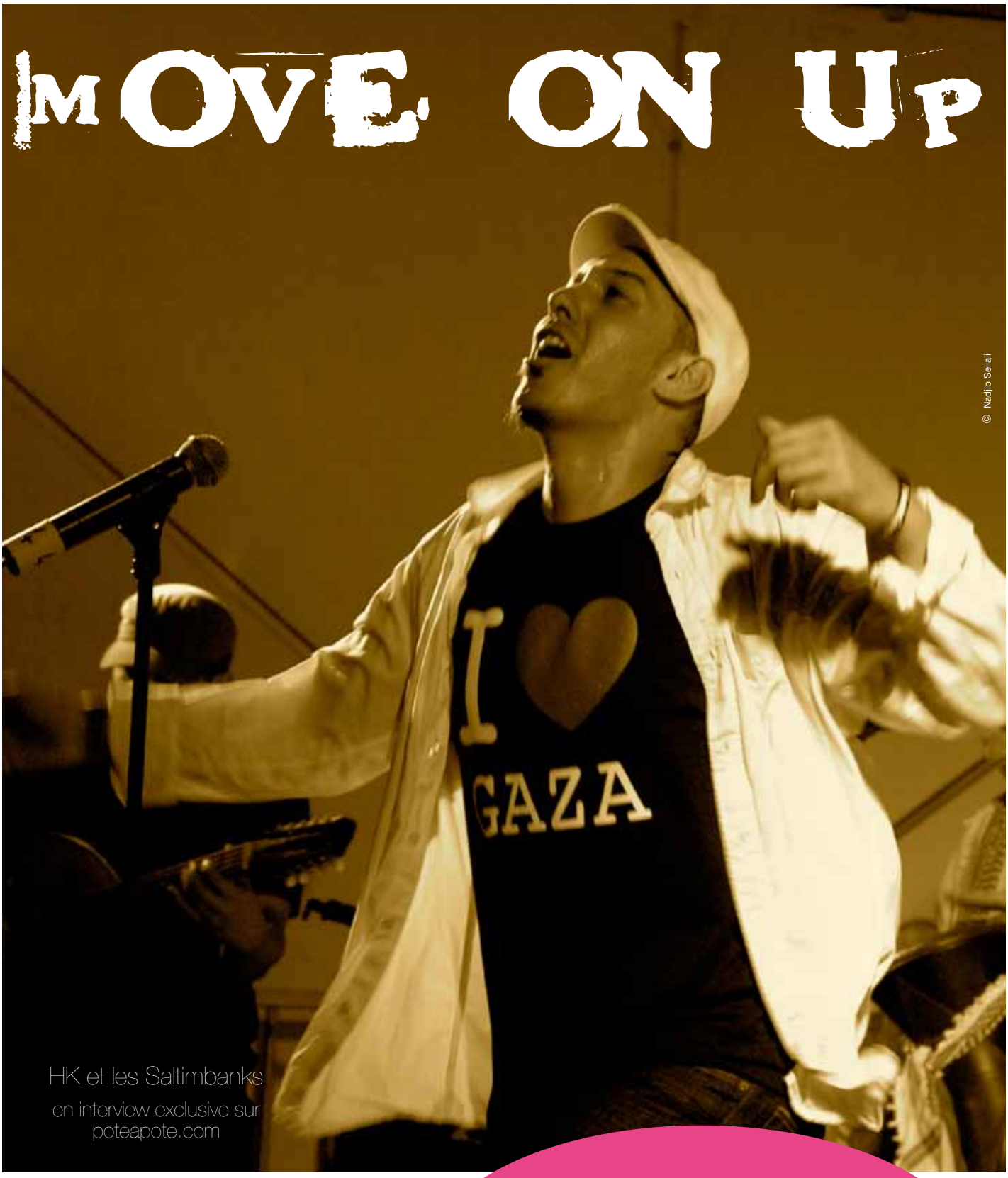
Il y a m me un parti politique qui a fait de moi son fond de commerce, d apr s ce qu on m a dit au foyer !
Je suis maintenant en retraite, je voudrais bien rentrer au pays, passer plus de temps aupr s de ma femme, le gouvernement veut que je continue vivre en France, je ne peux pas rester plus de quatre mois au pays. Ils ne savent plus ce qu ils font !

Le nombre de ceux qui rentrent définitivement au pays augmente, vu qu'après la vieillesse, il n'y a pas une autre vie.
Dans trois mois, je rendrai visite ma femme qui depuis quarante ans attend mon retour.
J irai me recueillir sur les tombes de mes amis du foyer qui sont rentr s dans leur terre.

Sur les bancs du foyer, avec le printemps qui arrive, ma silhouette sera encore pr sente avec le silence qui m habille.

Mohammed Benchaabane

MOVE ON UP



© Nadjib Sellali

HK et les Saltimbanks

en interview exclusive sur
poteapote.com

" Terrorisme ? Oui si les mots
sont des armes. Oui si
les idées sont interdites. "

Radio Mouvance 1985-1986

Y aurait il méprise sur le terme démocratie ?

Il est de moins en moins rare d entendre en France, au cours de discussions, de d bats t l vis s, dans la presse une remise en question du mod le d mocratique alors que, d un point de vue g opolitique, des dictatures tombent et que les peuples r volt s font appel a plus de d mocratie. Mais quel mod le d mocratique font ils r f rence lorsqu ils clament ce concept philosophique?
Lorsque la question est pos e aux jeunes consciences politiques g orgiennes, alg riennes, tunisiennes, gyptiennes... La grande majeure partie fait r f rence au mod le tats uniens... Les Etats Unis est une d mocratie? L Europe est une espace d mocratique? D ailleurs quel pays conna t et ma trise le concept de d mocratie appliqu ?

Chaque pays ayant fait le pari d mocratique tente encore aujourd hui d y tendre. Sommes nous arriv a un constat d chec probant, cuisant, qui nous permettrait de penser que la d - mocratie ne serait finalement pas le meilleurs mod le de soci t ? Ou alors ne serait ce pas plut t un mot bel et bien galvaud visant mieux faire pass les petites pilules fiscales, financières, sociales, environnementales, carc rales... M me si l id e est belle elle n a jamais exist tout comme le mod le communiste marxiste n a jamais exist malgr les tentatives qui ont t faites. Pourquoi certaines id ologies ne percent pas plus que cela? Si l on questionnait l opinion publique sur : Quel est votre d - finition du mot démocratie? » On se rendrait compte qu au del des beaux discours sur Libert , l Egalit , Fraternit , la contextualisation technique de ces valeurs devient plus rapidement partisane voir caduc.

© minnewiki.publicradio.org

Ce qui est int ressant actuellement en France comme dans bien des pays europ ens, c est de voir merger un courant de pens qui prend peu a peu sa place dans les d bats de soci t : l analyse et la remise en question du syst me d mocratique dans le texte travers le prisme du syst me d mocratique que nous connaissons...
Mais qui dit remise en question de notre syst me d mocratique peut ventuellement dire avanc d un lan r volutionnaire?

Sommes nous a l aube d une r volution en France? Certainement, mais je ne parierais pas sur le fait de la voir.

Car bannant malant les frigos sont encore bien assez pleins, les payes continuent de tomber, les m dias sont sous hautes surveillances et s coulent en masse... La France n a pas encore assez faim au regard des autres peuples qui grondent.

Qui se r volte? Ce sont les ventres vides. M me si nous avons conscience de la pr carisation de notre condition, nous tenons tous et nous nous y appuyons all grement sur nos proth ses conomique et sociale. Sommes nous pr t nous mancip de nos b quilles? Est ce un d sir populaire aujourd hui, en France? Bien au contraire... Et ceux qu ils le vivent sont ceux qui sont chass du syst me conomique et sociale.
Sans vouloir tre alarmiste, la France, sur l Echelle g - riatrique mondiale en est presque au summum, que ce soit dans la soci t civile dans laquelle nous vivons (vieillissement croissant de la population) comme en politique (une classe politique d une moyenne d un age assez s rieuse pour laisser de la place a une jeunesse engagée mais ficelée et effacée derri re une muraille oligarchique).
Nous n avons pas tu les versaillais , voil ce que r torquerait un communard.

Je conclurais en vous soumettant r flexion ces deux chiffres:
Quel est le pourcentage de dioisiens (Saint Denis 93) (non inscrit inclus) ont lu le maire au dernier scrutin municipale?
R ponse: 10 15% de la population.

Quel est le pourcentage de fran ais (non inscrit inclus) ayant vot pour le pr sident de la r publique fran aise aux derni res lection pr sidentielles?:
R ponse: 20 25%

Source: entretient avec le sociologue Didier Layronnie- F - vrier 2011.

Les sc narios d anticipations ne sont pas si nombreux que a... :)

Nadjib Sellali

Le monde de Djazia

Nadjib SELLALI : Quelle serait la plus fidèle description que l'on pourrait faire de toi et de ta musique ?

Djazia SATOUR : Je fais de la musique depuis une quinzaine d ann e, j ai boss sur diverses formations, notamment celle de MIG, qui tait un trio grenoblois qui a fait deux albums et qui a pas mal tourn . Le groupe MIG a surtout constitu pour moi la premi re exp rience artistique dans laquelle j ai pu explorer l criture et la composition, en collaboration bien s r, avec les l ments du groupe et bien d autres. Cette aventure aura dur six ans, c est ce qu on appelle une belle rampe de lancement non ? (sourire)
Suite la s paration de MIG, j ai d ci- d de me lancer en solo avec comme perspective d exploiter plus en profondeur des directions artistiques que nous avions abordées trop superficiellement mon go t. J ai notamment rompu avec l aspect tr s lectro du groupe pour un son beaucoup plus acoustique, beaucoup plus chaud aussi, beaucoup plus jou sur sc ne...

N.S : Quand j observe la sc ne fran aise, je ne peux m emp cher de penser que tu es un OVNI dans cette sph re. Qu en penses tu ?

D.S : L interrogation est int ressante, la complexit de mon processus cr atif aussi (rire), mais je t avouerai que c est une chose que je ne ma trise pas vraiment... C est quelque chose de tr s al atoire. J avais envie de toucher plein de choses en sortant du groupe MIG, mais mes aires de forage restent essentiellement issues de ce que je suis, de mon histoire, de ce que j ai v cu mais je ne m impose aucune rigidit . La spontan it cr atrice est chez moi un terrain plus fertile que la pens e unidirectionnelle. Souvent il m arrive de me rendre compte apr s l criture, apr s la mise en musique, de me rendre compte de ce que je voulais exprimer. C est vrai que les titres que je sors aujourd hui sont profond ment empreints de ce que j ai v cu ces deux derni res ann es ; j'aborde beaucoup l'affirmation de soi, l id e d aller de l avant, la positive way of mind , j avais envie de m affranchir des lourdeurs du pass , des souvenirs, des traces qui ont pu tre douloureuses... Ce disque est un pure produit de ce que j ai pu tre ces deux derni res ann es, de la fa on dont j ai pu chercher ma voie et de mon affirmation au final.

N.S : De ce que tu nous en dis cela ressemblerait presque l album de la maturit , je me trompe ?

D.S (rire) : Disons qu avec ce six-titres j y vais doucement, c est la première pierre à mon édifice, c'est juste un extrait de mon r pertoire en fait car tu te doutes bien qu il est bien plus vaste. Pour ce premier disque, j ai voulu proc der par tape, en fonctionnant dans un premier temps en auto prod, en présentant un florilège de mes tendances du moment travers ces six-titres...L album, lui, est en pr paration et je t avouerais que pour le moment je n ai aucune id e de l orchestration qu il va avoir vu que je me sens encore en perp tuelle volution. Donc tu vois... l album de la maturit ... c est pas pour tout de suite (sourire)...

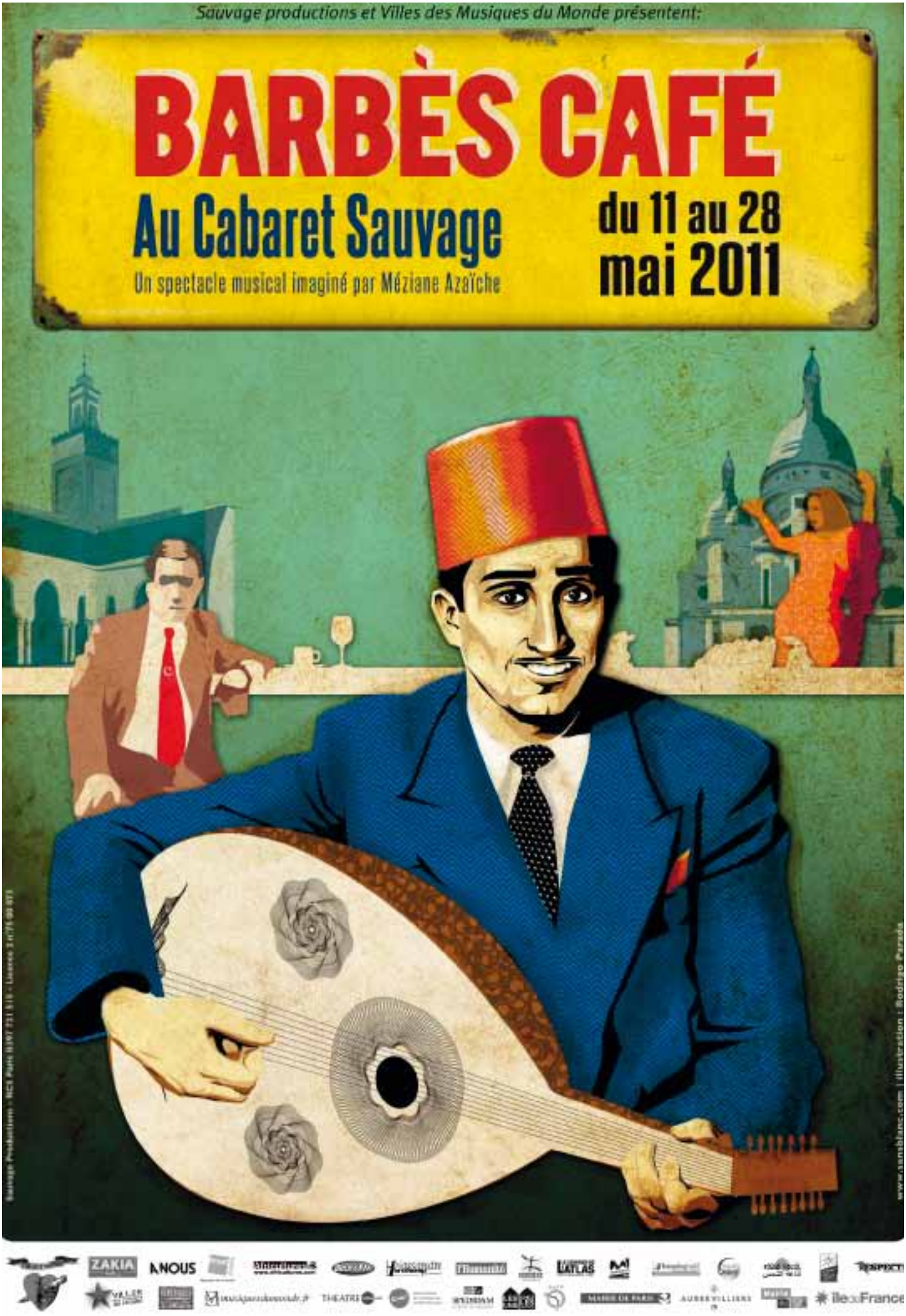
N.S : Quand j observe la sc ne fran aise, je ne peux m emp cher de penser que tu es un OVNI dans cette sph re-l . Qu en penses tu ?

D.S : C est justement ce que me renvoie la sc ne fran aise, je le comprends et pour tout t avouer, je trouve a g nial ! Tu n imagines pas la qualit du compliment que tu viens de me faire (rire). Je ne cherche pas me trouver une place-l dedans ou à coller à une définition, ce qui me permet d voluer un peu en marge. C est justement l int r t de tout un tas de projets comme a qui existent et qui alimentent une certaine diversit . En tout cas pour moi c est plut t une bonne chose que l on me per oive ainsi parce que je ne me retrouve pas dans ce qui se fait aujourd hui sur la sc ne fran aise.

N.S : Et qu as tu trouv en laissant plus de place l acoustique dans ce six titres ?

D.S: J y ai trouv plein de choses, notamment dans ma fa on d aborder la composition en revisitant des m thodes plus classiques ce qui m a permis de mettre plus l accent sur l aspect m lodique qui reste le fondement de mes chansons. Il a fallu que je noue avec mes propres inspirations, mes propres accords, ce qui m a amen e me mettre au piano par exemple. Le travail avec les instruments est arriv apr s que les chansons soient enti rement pr tes, ce qui peu para tre b te mais pour moi c est assez nouveau. Je ne voulais pas tre frein e par l habillage musicale en me concentrant sur la chanson en tant que telle, ce qui m a du coup permis de recr er nouveau une dynamique de groupe mais avec des musiciens compl tement nouveaux qui ont apport leurs touches et leurs arrangements. « a a permis de les jouer durant une certaine p riode, de les laisser m rir et d tre dans l change avant de les produire sur sc ne; a a t un vrai bonheur pour moi de travailler ainsi et le titre M ssira, avec son orchestration violon/violoncelle en est un bel exemple.

Propos reccueillis par Nadjib Sellali


Sauvage productions et Villes des Musiques du Monde présentent:
BARBÈS CAFÉ
Au Cabaret Sauvage
Un spectacle musical imaginé par Méziane Azaïche
du 11 au 28
mai 2011
ZAKIA
ANOUS
THEATRE
ileDeFrance

« Vive la sociale ! »

Elle porte le nom d une chanson de L o Ferr , cette compagnie d un théâtre farouchement militant. De Barricade qui traite de la Commune de 1871 La Gr ve qui fustige les guerres en Irak et en Afghanistan, les spectacles de la Compagnie Jolie M me c l brent la culture ouvri re et cultivent l'esprit républicain. « Au théâtre, il y a ce qu on dit et comment on le dit , explique Loû, r gisseur de la troupe. Nous, on veut qu une personne qui ne maîtrise pas les codes du théâtre puisse venir assister aux spectacles, rencontrer le théâtre. » C'est en interpelant directement le public et en le regardant droit dans les yeux que cette compagnie hors norme fait descendre le théâtre de son piédestal. C'est en incluant chansons originales et chansons d poque qu elle le fait galement sortir de la Belle Etoile Saint-Denis o elle a lu son port d attache. Des 200 travailleurs de chez Renault qu ils ont fait venir la repr sentation de La M re de Berthold Brecht aux ouvriers de Continental qu ils sont all s soutenir au plus fort de leur lutte, les membres de la troupe ne m nagent pas leurs efforts pour faire descendre le théâtre dans la rue et porter haut les valeurs qu ils d fendent travers leurs spectacles. Nous ne sommes li s aucun syndicat ou parti politique , pr cise Loû. On est tr s diverses l int rieur. On discute norm ment. Tous les matins, on fait la revue de presse de la veille. Au final, on se retrouve toujours. Beaucoup sont rentr s dans la compagnie sans opinion politique. On adh re force de discussions.

EDUCATION POPULAIRE

Pour f ter le 140 me anniversaire de la Commune de Paris, la Compagnie Jolie M me reprendra prochainement Barricade, un spectacle crit en 1999 par la troupe d apr s des textes d Adamov et de Paul Lidsky. Nous nous sommes beaucoup instruits l crire. C est un vrai spectacle d ducation populaire. On a des choses apprendre notre public, on est oblig de compenser les lacunes de l Education Nationale. Ce spectacle est un m dium pour un sujet qui a t volontairement ignor .

Christine Chalier

Barricade **CrÈation thÈ trale de la compagnie Jolie MÙme**
Du 18 mars au 10 avril 2011 la Belle Etoile (Saint-Denis)

Talacaquoi? Talacatak!

Cette onomatop e br silienne voque le son de certains rythmes musicaux. Elle a t choisi comme nom par une association de fabrication d co-instruments de musique partir de mat riaux de r cup ration du 20 me arrondissement de Paris. L id e est n e de l impossibilit pour Lionel Haûn, pr sident de l association, d acheter des instruments de musique en magasin cause de leur prix.
Au manque de moyens financiers s'ajoute une volonté de participer une action cologique donnant une nouvelle vie aux d chets et en sensibilisant les plus jeunes la probl matique environnementale et au d veloppement durable.

Lucas Dufour

Pour plus d informations www.talacatak.org

COMM'UNITY NETWORK PRÉSENTE

UN SPECTACLE INÉDIT

LE DIMANCHE 15 MAI 2011 À 15H

En partenariat avec la «Maison des potes 42»

SALLE JEANNE D'ARC

16, RUE JEAN CLAUDE TISSOT
42000 SAINT-ETIENNE

arabica Show

UN
SPECTACLE
au goût intense de fous rires
aux arômes riches de diversité
sans vulgarité ajoutée !

Un spectacle hilarant pour

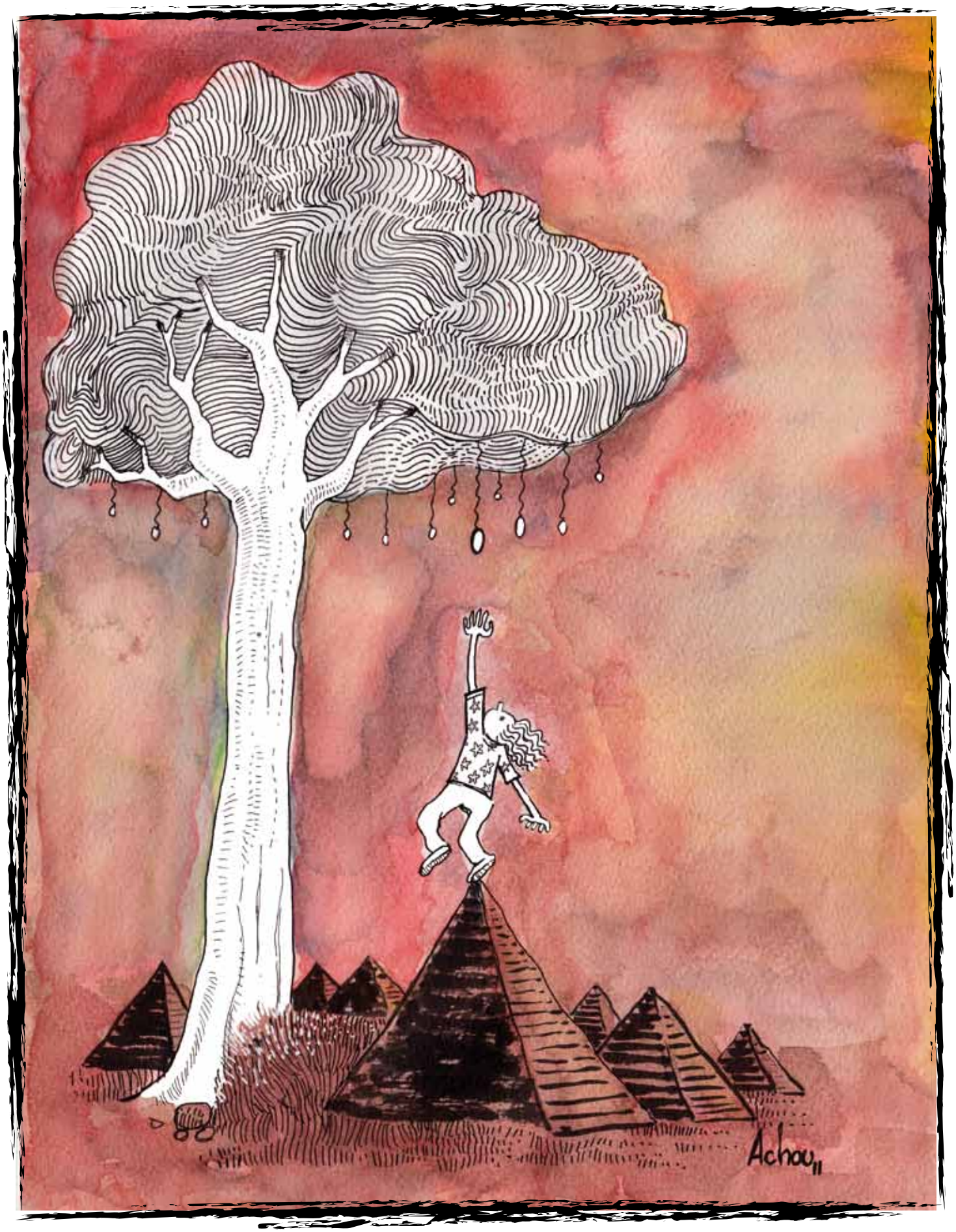
TOUT PUBLIC

HA HA HA HA HA HA HA HA HA HA HA HA HA HA

OUMMA.COM · Medina Lyon · Beur FM · Tendance Events · La bande dessinée Muslim Show · fnac.com Agitateur de curiosité · méjliss 2.0 · Gazelle Le magazine de la femme maghrébine

POINTS DE VENTE :

AUCHAN - CORA - CULTURA - E. LECLERC - VIRGIN MEGASTORE - LE PROGRES - GALERIES-LAFAYETTE
WWW.TICKETNET.FR - 0 892 390 100 (0.34 € TTC/MIN) – CARREFOUR – 0 892 68 36 22 (0.34 € TTC/MIN) – WWW.FNAC.COM
INFOS : ARABICASHOW@HOTMAIL.FR - FACEBOOK ARABICA SHOW OU ARABIICA SHOW SHOW



Cueillette de jasmin au printemps

Par Achou